

LES CARNETS DE GEORGES LOUIS

TOME SECOND



"TÉMOIGNAGES"

F. RIEDER ET Cie, ÉDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7 — PARIS-VIe

LES CARNETS

DE

GEORGES LOUIS

TOME SECOND

A LA MÊME LIBRAIRIE

ERNEST JUDET. — *Georges Louis*. Un vol. in-16.

LES CARNETS

DE

GEORGES LOUIS

DIRECTEUR DES AFFAIRES POLITIQUES AU MINISTÈRE
DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES
AMBASSADEUR DE FRANCE EN RUSSIE

TOME SECOND

1912-1917



F. RIEDER ET Cie, EDITEURS
7, PLACE SAINT-SULPICE, 7
PARIS
MCMXXVI

LES CARNETS DE GEORGES LOUIS

BUCHANAN. *Angleterre-Russie.* — 20 avril 1912.

« Sazonoff m'a dit, il y a quelques jours : « L'entente avec l'Angleterre est l'alpha et l'oméga « de ma politique. Mon seul regret est que ce ne « soit pas moi qui l'aie signée. J'envie Isvolsky « d'y avoir mis sa signature. »

Buchanan ajoute : « Mais que de difficultés néanmoins me donnent les affaires de Serbie ! Ce sont continuellement des plaintes de Londres qu'il me faut formuler. Sazonoff a fini par me dire : « J'en ai assez d'être sermonné (lectured) « comme un petit enfant. Je ne vous ennuie pas « dans votre zone. Faites-y ce que vous voudrez, « mais laissez-moi agir dans la mienne, puisque « finalement je resterai fidèle aux principes de « notre entente. Et j'ai cédé sur tant de points ! « Vous avez voulu que nous abandonnions l'ancien « Chah, je l'ai abandonné ; vous avez voulu que « nous prêtions de l'argent à la Perse avec vous, « nous y avons consenti, etc., etc. On me reproche « ici toutes ces concessions, que l'on taxe de « faiblesses. J'ai reçu — je ne dis cela qu'à vous « — trois lettres où l'on m'accuse de trahison et « où l'on me menace de mort. Et après tout cela,

« vous venez continuellement vous plaindre ?
« C'est vraiment inadmissible ! »

Au fond, Buchanan trouve que cette sortie est assez justifiée. Il ajoute toutefois que, si la bonne volonté de Sazonoff est certaine, ses agents de Perse se dérobent souvent à ses instructions, et c'est la cause des principales difficultés.

SAZONOFF. *Conversation.* — 22 ou 24 avril 1912.

Dîner le 7 mai ? — Non, je pars le 2.

Discours à la Douma. Précisions concernant la Mongolie.

L'Allemagne ne poussera pas l'Autriche dans le Sandjak. Elle n'y a pas intérêt.

L'Archiduc héritier a demandé à Giers : « Est-il vrai que vous avez conclu un accord avec l'Italie ? — Non. » J'ai fait un démenti officiel.

L'empereur Guillaume viendra en juillet dans les eaux finlandaises ? — Il n'annonce ses intentions que par lettre personnelle à l'empereur Nicolas.

Ne pas se préoccuper de ces entrevues. Personne ne sait éluder une question comme Nicolas II. Et, des deux empereurs, celui qui s'agite et s'inquiète c'est Guillaume. Nicolas II reste calme.

RIVET. *Isvolsky et la presse.* — 23 avril 1912.

On a laissé comprendre à Rivet, ici, au ministère des Affaires étrangères, que, si l'on donnait

si peu de nouvelles aux correspondants des journaux étrangers, c'est parce qu'on veut laisser à l'ambassadeur de Russie à Paris, « qui s'en acquitte fort bien », le soin d'inspirer la presse étrangère, par l'intermédiaire de la nôtre. Il est tout naturel, ajoute-t-on, qu'on agisse ainsi à l'égard d'un ambassadeur qui a été le ministre du ministre actuel et de tous les subordonnés de celui-ci.

Se rappeler l'intimité d'Isvolsky avec Tittoni.

GOUJON.

L'assassinat du Grand-Duc Serge à Moscou (mai 1905 ?)

1er mai 1912.

C'était au Kremlin. Le Grand-Duc passait en voiture. L'assassin, un petit employé, a raconté qu'au moment où il allait jeter sa bombe il était tout près de la voiture, le Grand-Duc l'avait vu, et que ses yeux avaient pris une expression effroyable. La bombe mit tout en pièces, le Grand-Duc et la voiture, et quand, quelques minutes après, la Grande-Duchesse, immédiatement avertie, arriva en traîneau, elle s'agenouilla sur le sol pour chercher ce qui restait, et ses mains ne trouvèrent qu'une épaule et du sang.

Le lendemain elle alla à la prison, se fit ouvrir la cellule de l'assassin et lui demanda : « Pourquoi l'as-tu tué ? »

DEGRAND. 6 mai 1912.

Le Ministre n'écoute que Paléologue et Berthelot. Il critique tous les ambassadeurs, y compris Paul Cambon, surtout Bompard, et ne fait guère exception que pour G. Louis.

Sazonoff a une mauvaise presse là-bas. Tout le monde lève les bras au ciel, et se plaint de ce qu'il agit toujours sans entente préalable.

10 mai 1912.

Poincaré a ruiné le système de relations établies par Barrère avec Saint-Siège, qui donnait d'excellents résultats. Avec l'assentiment du Conseil des Ministres, il y a substitué des communications par l'intermédiaire des Lazaristes : le procureur (?) des Lazaristes à Rome, Fontaine, et le procureur général (?) à Paris, Villette, tous deux fort intelligents ; mais les résultats seraient beaucoup moins bons. Ce changement a eu pour principal but d'enlever la direction à Barrère. On a été très dur et très injuste pour ce dernier. On lui a reproché d'avoir rétabli de sa propre autorité les relations rompues par le Gouvernement de la République. Il a répondu par une lettre très digne, prouvant qu'il n'avait jamais agi que sur instructions.

DAVIDOFF A BÉNAC. 11 mai 1912.

Kokovtzoff vous demandera, en échange de vos demandes, de prendre l'engagement de

n'admettre pendant deux ans aucun emprunt hongrois, autrichien, ou même *japonais.*

BÉNAC. 12 mai 1912.

Isvolsky. — En apprenant, il y a deux mois, que les Bulgares cherchaient à contracter un emprunt avec nous, il est venu nous dire à la Banque de Paris : « J'espère bien que vous n'allez pas donner d'argent à ces gens-là. Ce serait très imprudent en ce moment. » — Et, six semaines après, il est venu appuyer les demandes de Stancioff. Ce subit revirement a été cause que l'on a attribué à la Russie des desseins inquiétants.

Au Ministère. — Poincaré manque « de cordialité » à l'égard de ses collaborateurs.

Par jalousie contre Jonnart, a empêché le Conseil de nommer celui-ci à la Résidence générale au Maroc, bien que c'eût été certainement le meilleur choix. Lyautey a besoin d'être conseillé. Il eût fallu nommer l'un à la Résidence et l'autre au commandement des troupes.

N'est pas toujours heureux dans ses expressions. Se rappeler son mot : « Bucarest aux portes de l'Orient », devant les juges roumains qui ne lui ont pas pardonné de les avoir pris pour des juges turcs.

Paléologue mal vu non pas seulement de ses collègues, mais des personnes du dehors, surtout des hommes d'affaires qui ne trouvent plus à qui parler au Ministère.

Obélisque[?] m'a encore dit hier le plus grand bien de G. Louis.

Poincaré a peur des attaques de la presse, Redoute plus que tout l'accusation de cléricalisme.

Remarquer que Poincaré s'entoure de protestants : Daeschner, W. Martin.

HERBETTE. *Le Ministère.* — 17 mai 1912,

I believe Gavarry fait passer des notes dans le *Cri de Paris*. Told him a story. Will see if it is published in that paper.

Will speak to day to Albin for *Petite République*, d'Aral for *Gaulois*, Gandolphe for *Liberté*, Mévil for *Echo de Paris*, Recouly for *Figaro*, Gauvain for *Débats*.

Marcel Hutin (Hirsch) lié avec son coreligionnaire Klotz, et avec Poincaré qu'il voit tous les soirs.

MADAME BAPST. 17 mai 1912.

Paléologue fréquente beaucoup Gavarry. Déjeune en ville souvent ; se montre partout ; ne lit que le commencement et la fin des dépêches.

Sofia. — Panafieu souhaitait très vivement d'aller à Sofia. Mais c'est Sarcey qui allait y être nommé, quand le roi Ferdinand a fait savoir à Paris (par Mme Stancioff, dont le mari était alors

absent), qu'il désirait la nomination de Panafieu. « Je ne m'attendais pas à cette démarche », a dit Panafieu. « Comment n'aurait-elle pas été faite ? » dit Stancioff, « Panafieu l'a tellement sollicitée ! »

ACANTHE (?). *Ambassadeur de Londres.* — 18 mai 1912.

Le bruit ayant couru que M. Paul Cambon se retirerait prochainement, et que M. Barrère le remplacerait peut-être, sir Fr. Bertie est venu dire à M. Poincaré, avec sa netteté habituelle, que le Gouvernement anglais ne serait pas favorable à cette candidature, « en raison de la nationalité d'origine de Madame Barrère ».

Le chemin de Londres se trouvant fermé, on a tout lieu de penser que Barrère, qui ne peut plus exercer à Rome la même action que précédemment, acceptera volontiers d'aller à Pétersbourg,

Acanthe (?) pense que l'ambassade de Constantinople pourra bientôt se trouver également disponible.

GANDOLPHE.

L'Ambassade de France à Pétersbourg. Isvolsky et Paléologue, — 18 mai 1912.

Hier matin, aussitôt lu l'article de Marcel Hutin dans l'*Echo de Paris*, j'ai téléphoné au Quai d'Orsay pour demander si l'on n'allait pas tout de suite démentir qu'il fût question du rappel de l'ambassadeur de France à Pétersbourg. Le Cabinet du Ministre m'a répondu que non,

qu'on ne ferait pas ce démenti. J'ai alors ajouté : « Mais alors on va donner une autre ambassade à M. Georges Louis ? — *Il n'en est pas question* », a répondu le Cabinet. J'ai répliqué : « Vous verrez ce soir l'article que je vais faire pour *la Liberté* ! »

Et l'article a porté ; de tous côtés on m'a télégraphié, téléphoné, écrit pour l'approuver. Même des confrères m'ont dit : « Nous agirons avec vous, moins fortement, mais dans le même sens. »

Et à onze heures du soir le Quai d'Orsay donnait à l'Agence Havas une note qui démentait le rappel de l'ambassadeur à Saint-Pétersbourg, et annonçait que, s'il quittait plus tard son poste actuel, ce serait pour en recevoir un autre.

RECOULY. 19 mai 1912.

Sur moi-même. — Avant-hier, quand nous nous sommes rencontrés au Quai, nous avons dit, Hedeman et moi, à William Martin qu'il fallait absolument démentir le bruit de votre rappel, et annoncer que, si plus tard vous quittiez Pétersbourg, vous serez appelé à un autre poste. William Martin est allé le dire à Poincaré, qui l'a prié de nous rappeler. Le Président, après avoir causé avec nous, s'est rallié à notre sentiment, et il a rédigé séance tenante la note qui a été donnée à l'Agence Havas à onze heures du soir.

Nous avons trouvé que dans toute cette affaire le Cabinet, et surtout William Martin, avait été

très mou, et avait très mal conseillé le Président.

L'article du *Novoïe Vremia* est très bien. Je le signalerai dans *le Figaro* de demain matin.

— Et Paléologue ? — Attitude très équivoque.

Isvolsky. — L'attitude prise par Isvolsky depuis trois mois est si extraordinaire qu'on peut se demander si elle n'a pas une cause inquiétante. Nous connaissons son intimité avec Tittoni, et nous savons que ce dernier dispose à titre de fonds secrets de sommes considérables. Isvolsky est très dépensier. A-t-il de la fortune ? — Non ; l'Empereur a payé plusieurs fois ses dettes. — On peut supposer que Tittoni a mis une grosse somme à sa disposition. Les Isvolsky ne sont guère scrupuleux. — On a dit déjà que les dettes de Mohrenheim avaient été payées sur Panama ; mais je ne suis pas sûr que ce soit exact. — En tout cas le rapprochement est curieux. Et on voit bien l'intérêt que Tittoni avait à acheter Isvolsky. Ce serait un coup de maître pour la Triplice. Mon soupçon est venu à d'autres. Jaurès a dit à Lara (du *Temps*) qu'il savait que Tittoni avait donné de l'argent à Isvolsky.

[Mind ce que Demidoff m'a dit au sujet des sommes considérables dont disposait Tittoni. Il est fort possible que ce dernier ait dit à Isvolsky : « J'en distribuerai volontiers une partie par vos mains. » Il s'assurait ainsi la complicité d'Isvolsky sans avoir à la demander expressément, et sans paraître se douter que l'autre appliquerait les fonds à ses besoins personnels [1].]

1. Entre crochets carrés dans le texte.

Recouly a ajouté : « Je signalerai à Poincaré le propos de Jaurès. »

MARCEL HUTIN. *Sur moi-même.* — 19 mai 1912.

MOI. — Je crois qu'il serait utile que vous signaliez dans votre journal l'article du *Novoïe Vremia.* — J'attendrai que le texte en soit arrivé à Paris. L'extrait signalé par le *Matin* a dû être télégraphié par Wilton.

Paléologue, m'a-t-on dit, a été satisfait de mon article d'avant-hier dans l'*Écho.* — On vous l'a dit ? — Oui. Ne croyez-vous pas qu'il vous a été favorable ? — Je ne sais. Je ne l'ai pas vu à ce voyage. — Vous le connaissez ? — Oui. Il a été mon sous-directeur quand j'étais directeur. — Et vous croyez qu'il vous attaquerait ? — Je ne crois rien, je ne sais rien. Mais des déceptions sont toujours possibles.

Iriez-vous à Rome ? — Oui, mais je ne demande rien. Je n'ai pas sollicité ce changement de poste, bien que Pétersbourg ne convienne pas à la santé de mes jeunes enfants. — How old are they ?

On veut rajeunir les cadres. Les Cambon seront sans doute remplacés. Où irait Barrère ? — A Pétersbourg, ou à Londres, je suppose. Il sait très bien l'anglais.

Poincaré ne fera rien avant d'être allé à Saint-Pétersbourg. Il veut auparavant se renseigner auprès de Barnon (?), d'Obélisque (?) et d'Octogone (?).

CLÉMENCEAU. *Barrère.* — 20 mai 1912.

Je puis vous dire confidentiellement qu'il m'a fait demander de recevoir quelqu'un de sa part aujourd'hui. Pendant longtemps j'ai eu des préventions contre lui. Je doutais de son œuvre à Rome ; mais, depuis, mes impressions se sont modifiées, et je crois qu'il a fait ce qui convenait et de la manière qui convenait à Rome. Cette manière-là ne réussirait pas à Londres. C'est autre chose à Rome.

PICHON. 21 mai 1912.

En revenant de Sicile (le mois dernier ?), j'ai vu Barrère à Rome. Il est très peiné de la situation actuelle. Il voit notre œuvre s'effriter presque partout : en Italie malgré lui, en Russie « malgré Louis », en Espagne. Elle ne se maintient qu'en Angleterre : « mais là c'est parce que l'Angleterre a besoin de nous ».

Poincaré est très habile avec le Parlement, mais il ne l'est que là. [MOI. Il ne sait pas négocier. Il n'a que deux réponses : oui ou non [1]]. Il est trop sec.

Poincaré m'a parlé de vous en termes amicaux : il apprécie votre grande expérience, votre attention aux affaires, votre fermeté. [Alors, said I, comment expliquer le télégramme qui m'a été

1. Entre crochets carrés dans le texte.

adressé : la demande de ma démission, et les mots : l'impérieuse nécessité de votre remplacement ?] [1]

[Vous savez que l'attitude d'Isvolsky a paru si extraordinaire qu'on y a cherché les explications les plus étranges ? [2]]. Oui, on a dit que Tittoni a payé ses dettes. « Un de nos collègues du ministère qui est venu me voir ce matin » m'a raconté les bruits qui couraient à ce sujet. Et cela m'a rappelé que, lorsque Clémenceau était président du Conseil, un ami de Grey est venu lui dire : « Ne vous inquiétez pas d'Isvolsky. Nous nous chargeons d'arranger les choses. » Nous avons supposé que cela signifiait qu'on avait sur Isvolsky des moyens d'action financiers. [A quel moment était-ce [3] ?] Je ne sais plus. [Sans doute en octobre 1908, au moment du voyage d'Isvolsky à Londres [4]]. Dans le monde financier, on ne doute pas que ce soit par de tels moyens que Tittoni tient Isvolsky.

Je pars aujourd'hui pour Copenhague, reviendrai à Paris le 27, partirai ensuite pour Venise, et serai rentré à Paris de nouveau vers le 15 juin. Écrivez-moi.

Il paraît bien entendu que l'affaire qui vous concerne a été montée d'une part par Isvolsky [les paroles de Kokovtzoff [5]], et d'autre part par Paléologue.

Barrère m'a dit qu'on basait toute notre politi-

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. *Idem.*
3. *Idem.*
4. *Idem.*
5. *Idem.*

que sur les verts. Les rapports de nos ambassadeurs ne comptent pour rien. C'est bien dangereux, car tout finit par se savoir, et on nous dupera par de faux renseignements lancés sous cette forme.

Sur moi-même. — 21 mai 1912.

De qui venaient les renseignements publiés dans l'*Écho de Paris* du vendredi 17 mai qui ont déclanché l'affaire Louis-Isvolsky ?

Marcel Hutin aurait dit que ces renseignements lui venaient d'un ami de M. Louis et qu'il les avait publiés pour rendre service à ce dernier.

Plusieurs personnes ont dit que cet ami était Bourgeois ou Briand. G. Louis a pensé que c'était peut-être Ribot.

Hier, Poincaré a dit à Pichon qu'il pensait que l'informateur de l'*Écho* était Tittoni, et que ce dernier avait lancé cette affaire pour brouiller la France et la Russie.

SAZONOFF. *La Presse.* — 24 mai 1912.

Je n'ai aucune action sur la presse, et je suis complètement désarmé contre elle. Je n'ai pas un sou de fonds secrets. La seule feuille qui reçoive quelque chose de nous, c'est la *Correspondance politique* de Vienne ; on lui prenait cinquante abonnements quand je suis arrivé au ministère,

et nous les lui prenons encore. C'est tout. Je ne compte pas le *Rosseyia*.

RIVET. 26 mai 1912.

On dit que le *Novoïe Vremia* a complètement rompu avec le ministère des Affaires étrangères. Ce n'est pas tout à fait exact ; Iégoroff et Manouïloff continuent à voir Nelidoff à titre personnel. Le dernier article de Iégoroff sur l'intérêt qu'ont la Russie et la France à s'entendre avec l'Italie a été inspiré par Nelidoff.

NICOLAS II. 27 juin 1912.

L'Alliance. — C'est mon voyage en Extrême-Orient qui a été cause que je n'ai pu assister aux débuts de l'Alliance. Je rentrais par la Sibérie au moment où ont eu lieu les fêtes de Cronstadt. Mais mon père et ma mère m'ont écrit tous les deux pour me dire ce qui se passait, et je me souviens que c'est à Tobolsk que j'ai reçu leurs lettres.

La Presse. — Dans un article récent, les *Hamburgen Nachrichten* ont montré qu'il était tout naturel que la Russie renforçât sa flotte de la Baltique pour assurer la défense de sa capitale.
— Votre Majesté a le temps de lire les journaux ?
— Les extraits ou les résumés que l'on m'en

donne. Mais je lis peu de journaux allemands ; *je ne sais pas assez la langue*, et cela me prend trop de temps.

COLONEL HOUDAILLE. *L'artillerie.* — 29 juin 1912.

Les Russes nous (St-Chamond) demandent de leur fournir pour la défense des approches de St-Pétersbourg sur le golfe de Finlande des canons pouvant jeter à 30 kilomètres des obus de 700 kilos.

Il n'y a, je crois, que 29 kilomètres de Calais à Douvres.

SAZONOFF. 7 juillet 1912.

Ce que Guillaume II lui a dit à Port-Baltique. —Sa jeunesse et ses premières années de son règne.

1° Ma mère a voulu faire de l'Allemagne un satellite de l'Angleterre. Si je l'avais écoutée, j'aurais perdu le trône au bout d'un an.

2° Mon père était rongé de l'idée qu'il mourrait sans avoir régné. C'était un désespoir.

3° Quand je suis devenu empereur, ma grand' mère d'Angleterre m'a écrit : « C'est à moi que tu dois faire ta première visite. Je suis ta grand' mère et la doyenne des Souverains. » J'ai répondu : « Non. Je dois aller d'abord en Russie. Mon grand-père m'a dit à son lit de mort, en présence de Bismarck : « Willi, je te lègue mes relations avec la Russie. Aie soin de les conserver. »

4° Mon oncle Édouard VII ne m'a jamais par-

donné d'être devenu empereur à vingt-cinq ans, alors que lui à soixante n'était pas encore roi. Quand enfin il est monté sur le trône, il a voulu rattraper le temps perdu et marquer son passage comme roi. C'était un diplomate, dans le sens d'intrigant.

Une heure sur ce ton.

KOKOVTZOFF. 12 juillet 1912.

Isvolsky. — A Port Baltique, Guillaume II a dit à Sazonoff : « Vous et le Président du Conseil, vous êtes Russes, vous voyez tout au point de vue russe. C'est parfait. Je sais qui j'ai devant moi. Si je n'aime pas Isvolsky, c'est parce qu'on ne sait jamais ce qu'il est. Tantôt il est anglais, tantôt il est japonais, tantôt italien, et l'on ne sait jamais ce qu'il sera demain. »

Bethmann. — Il connaît l'Empereur depuis l'Université. Ils ont été ensemble à Bonn. De là une grande facilité de rapports. Guillaume II a toute confiance en lui.

Port-Baltique. — L'empereur Guillaume a été d'une extraordinaire animation. A table, sa conversation a maintenu pendant tous les repas une allgemeine Heiterkeit (charme et non joie). Notre Impératrice, qui d'ordinaire sourit à peine et si rarement, riait aux éclats en disant « Aber Gott ! » Dès le début du premier déjeuner, il avait

pris à partie les personnes de sa suite, surtout Dohna, et c'étaient des plaisanteries sans fin.

Et dans les conversations d'affaires il est merveilleux. Il m'a parlé de la condition des ouvriers en Russie comme aurait pu faire un Russe connaissant bien la question. En marine, il a les connaissances les plus précises. Et, quand la conversation est tombée sur le pétrole, il a esquissé un projet très intéressant d'accord international pour l'exploitation (la vente ?) de ce produit.

La paix. — « Réserve faite de ce qui peut se passer dans les Balkans », où il y a toujours des points noirs, je crois à une détente générale en Europe. Mes inspecteurs d'agriculture me rapportent des nouvelles très favorables sur les prévisions des récoltes, et il semble qu'elles seront bonnes partout en Europe cette année. Elles ne s'annoncent comme médiocres qu'aux États-Unis.

P. Andronikoff. 12 juillet 1912.

Relations à Paris : Hanotaux, Delcassé. A eu beaucoup de peine à convaincre Delcassé, il y a dix-huit mois, que le nouveau plan de concentration russe ne nous était pas défavorable : Longue conversation avec lui à la Chambre. A la fin, Delcassé a semblé se rendre à ses arguments.

Relations à Pétersbourg : surtout le baron Freedericksz, « le seul des ministres qui puisse

parler de tout à l'Empereur ; les autres ne peuvent parler que des affaires de leur département. Il est très attaché à l'Alliance ». — C'est lui qui, d'après Kurcz, aurait dit à Andronikoff de venir me voir.

Soukhomlinoff très soutenu par le baron Freedericksz. L'Empereur le maintiendra.

Kokovtzoff est ébranlé. Son ministère est affaibli par des tiraillements de personnes : d'un côté : Krivochéine, Roukhloff et [*un blanc*], débris du ministère Stolypine ; de l'autre, Soukhomlinoff et Sabler, les deux ministres les mieux vus de l'Empereur ; enfin Grigorovitch, Casso, Sazonoff, Timacheff, Makaroff. Entre Soukhomlinoff et Kokovtzoff, il y a eu l'année dernière pendant le voyage de Kieff un rapprochement ; mais les deux hommes se sont brouillés de nouveau (mésintelligence des deux femmes ??), et ils ont échangé de violents propos au Conseil de l'Empereur et jusque dans le train qui les a emmenés à Port-Baltique.

Kokovtzoff est très bien vu de l'empereur d'Allemagne, qui fait de lui le plus grand cas et vient de lui donner l'Aigle Noir qui est de deux degrés plus élevé que la première décoration qu'il lui avait conférée. Guillaume II a dit à l'Empereur, à une précédente entrevue : « Tu es bien servi : du hast Kokovtzoff. »

Andronikoff voit surtout Freedericksz, Sabler et Makaroff. — Aussi Witte, plus qu'il ne le dit, et Mestchersky, moins qu'il ne le dit.

Mestchersky (renseignements de Kurcz), rédacteur du *Grajdanine* depuis douze ans environ. Il

était très bien vu d'Alexandre II, mais est tombé en disgrâce sous Alexandre III à la suite d'une affaire de mœurs dans laquelle il a été compromis. On dit qu'il est reçu très fréquemment par l'empereur Nicolas, mais c'est très douteux ; Dédouline dit qu'à sa connaissance l'empereur Nicolas ne l'a reçu que deux fois. Andronikoff passe pour avoir mêmes mœurs que Mestchersky. Vit toujours à l'hôtel.

BARON DUMARAIS. 12 juillet 1912.

Witte. — Ses propos : aujourd'hui il a parlé à Dumarais de Kokovtzoff en termes modérés, mais précédemment il disait de lui : « Ce petit fonctionnaire. »

Il dénigre Sazonoff et du même coup Delcassé : « Ce sont de petits esprits, assez semblables. »

A Isvolsky, il ne pardonne pas d'avoir fait le rapprochement avec l'Angleterre. Il est favorable à la fois à la France et à l'Allemagne, et sa politique consisterait à s'appuyer sur l'une et sur l'autre [mais ce serait l'impossible [1]].

Davidoff. — Il a dit à Dumarais : « Vous venez de prêter de l'argent à l'Autriche. M. Kokovtzoff en aura beaucoup de regrets. C'est pour écarter les emprunts autrichiens qu'il a donné aux banques françaises des obligations de chemins de fer afin que vous ayez l'emploi de vos fonds.

1. Entre crochets carrés dans le texte.

« Ici, a ajouté Davidoff, on est convaincu que *la guerre avec l'Autriche* est inévitable. »

Chemin de fer du Donetz. — Les Russes nous ont racheté les titres au pair. C'est Petrocochine qui a fait cette belle affaire, et maintenant elles sont à 300 roubles.

Chemin de fer de Vladicaucase. — Les fonds ont été faits par les Mendelssohn. Il y a quelque temps on disait que la valeur était dangereuse parce que le Gouvernement avait le droit de racheter les titres à 500 roubles. A cela on répondit : Jamais le Gouvernement ne fera le rachat dans ces conditions, les grands-ducs étant détenteurs d'un grand nombre de titres. Aujourd'hui, on affirme qu'en mars dernier la Compagnie a passé avec le Gouvernement un nouveau contrat aux termes duquel le rachat ne pourrait plus être fait qu'à 3.000 roubles.

HEDEMAN. 5 août 1912.

C'est Tardieu, dit Hedeman, qui a publié (dans le *Temps* du 2 août) la nouvelle de la convention navale franco-russe. Évidemment, il la tenait de Poincaré, car c'est ce dernier qui me l'avait communiquée à moi-même, ajoute Hedeman, mais je n'en avais pas parlé. Cependant Poincaré se défend d'en avoir rien dit à Tardieu, et l'on répand le bruit que c'est l'Allemagne qui aurait fait publier cette nouvelle, « par une princesse moitié russe, moitié allemande, qui est la maî-

tresse de Tardieu, après avoir été celle du prince Orloff (celui de Paris), qui prétendait qu'il n'avait pu la garder parce qu'elle lui coûtait trop cher » !!! Et ces histoires trouvent créance, alors que la vérité est toute différente et si simple !

HEDEMAN. *Sur Isvolsky.* — 6 août 1912.

On ne sait comment expliquer sa subordination à Tittoni pendant tout l'hiver. — On a dit qu'il avait de grands besoins d'argent, et ce doit être vrai, car il dépense plus que son traitement. Tittoni l'aurait aidé sur les fonds secrets que son Gouvernement met largement à sa disposition. Est-il vrai que l'Empereur aurait deux fois payé les dettes d'Isvolsky ?

En tous cas Isvolsky est bien peu sûr. L'année dernière, je lui raconte que je venais d'apprendre que nos troupes avaient perdu beaucoup de monde dans un combat au Maroc. A peine étais-je sorti de son cabinet que je l'ai entendu appeler au téléphone l'ambassadeur d'Espagne. Évidemment, il s'est empressé de répéter ce que je venais de lui raconter à Perez Cabellaro.

Quant à Tittoni, c'est un dangereux ambassadeur. Au printemps dernier, le *Corriere della Sera* a publié un violent article contre Poincaré J'ai su par le correspondant du journal que c'était Tittoni qui le lui avait dicté. Poincaré a appelé Tittoni, et lui a dit qu'il savait d'où venait l'article,

Quant à l'article qu'Hedeman a fait au mois dernier sur l'incident Georges Louis-Isvolsky, il l'a écrit à la demande instante de ce dernier. Isvolsky en a été enchanté. Il a demandé seulement « quelques adjectifs » de plus. Hedeman l'a porté ensuite à Poincaré, qui aurait préféré qu'il ne parût pas, mais l'a cependant laissé publier en y supprimant « quelques adjectifs ».

RIVET. 7 août 1912.

Avez-vous lu le récent entrefilet du *Cri de Paris* sur le chef des Isvolsky qui vient offrir ses services en disant qu'il sort de l'ambassade de Russie : « Mais ce n'est pas une recommandation ; on dîne mal à l'ambassade. — Oh ! nous avons trois tarifs ! Le forfait à 20 francs pour les grands-ducs, à 15 pour les ambassadeurs, à 8 pour les membres du Gouvernement français et les parlementaires. »

Sur le *Temps*. — Je leur ai dit : « Comment avez-vous pu publier le fait divers Madame Georges Louis ? — Parce qu'il était intéressant, et que, si nous ne l'avions pas fait paraître, d'autres journaux l'auraient publié. »

Roels m'a dit que peut-être Poincaré rencontrerait au retour l'empereur d'Allemagne en mer. Tardieu, qui était là, a dit qu'il n'en croyait rien, Poincaré ne lui ayant pas soufflé mot là-dessus. — Ce n'est pas sûr, a répondu Roels, mais on y pense.

MARCEL HUTIN. 7 août 1912.

Prétendu engagement de la Russie de ne rien convenir avec l'Allemagne à Port-Baltique sans accord préalable avec la France et l'Angleterre. Valable pour trois mois.

Il n'existe pas de semblable convention. — Mais j'en suis sûr. C'est ce qu'on appelle à Paris la convention Paléologue, parce que c'est lui qui en a eu l'idée.

ZINOVIEFF. *Isvolsky.* — 26 août 1912.

J'ai eu connaissance de la note que votre Gouvernement a remise à M. Isvolsky en mars (?) 1909 pour le détourner de pousser jusqu'à la guerre la défense des intérêts serbes dans l'affaire bosniaque. La position prise par Isvolsky était indéfendable, et le Gouvernement français avait pleinement raison. Copie de votre note a été envoyée aux ambassades russes, lithographiée, et c'est comme ambassadeur à Constantinople que j'en ai eu connaissance. On m'a communiqué également les télégrammes adressés de Paris et de Londres par Isvolsky à Tcharykoff en octobre 1908, au moment où a éclaté l'affaire Bosnie-Herzégovine, correspondance vraiment extraordinaire. Enfin, Tcharykoff m'a envoyé copie de la note remise par lui en octobre 1908 à Turkhan Pacha au sujet des Détroits. Je me suis félicité de n'avoir pas été chargé de remettre une pareille note au Gouvernement ottoman.

Quant à la correspondance adressée de Buchlau à Tcharykoff par Isvolsky en septembre 1908, elle a disparu du dossier. Isvolsky l'en a retirée en rentrant à St-Pétersbourg. Mais il n'a pu faire disparaître ses télégrammes, et il y en a un notamment, en date du 4 septembre 1908, qui contient tout l'important des conversations de Buchlau.

KURCZ. 1er septembre 1912.

La police en Russie. — Ratchkowsky m'a dit un jour qu'il avait plus de peine à surveiller ses policiers que les révolutionnaires.

Sur moi-même. — Soukhomlinoff m'a dit hier qu'Episode (?) partait. — En congé ? lui ai-je répondu. — Non. On assure qu'il part pour ne plus revenir.

Sur le colonel Matton. — Même source. D'après Soukhomlinoff, les officiers de la Garde finissent par se lasser du colonel Matton. Il se considère toujours comme un invité ; dans les réunions d'officiers tout le monde paie sa part, mais lui jamais.

Le Général ajoute en parlant du Colonel : « Je ne comprends jamais ce qu'il veut dire ; ce n'est pas un vrai militaire, à la parole nette et franche. »

GÉNÉRAL DE TORCY. *Maroc.* — 3 septembre 1912.

Nelson a dit que Tanger ne pouvait être qu'anglais ou marocain. La politique anglaise n'a pas varié.

Ce n'est ni avec des troupes chérifiennes ni avec des troupes noires qu'on fera la conquête du Maroc. Je ne crois guère aux troupes noires ni pour le Maroc ni pour l'Algérie. D'abord, il faudrait dix ans pour organiser une petite armée noire ; puis les noirs ne peuvent vivre hors des Tropiques. Quant à les employer dans une guerre européenne, c'est impossible : ce sont des sauvages qui nous déshonoreraient. Ils sont tous atteints de priapisme, et ils n'épargneraient pas une femme. Au Maroc on ne les contient qu'en leur laissant amener des femmes de chez eux : ils en ont 120 pour 500 (?) hommes.

Bureau du Maroc. Marsilly est parti, mais l'esprit de Regnault y est resté. C'est Dupeyrat qui est le chef, mais c'est Beaumarchais qui dirige.

KOKOVTZOFF. *L'Autriche.* — 4 septembre 1912.

A Port-Baltique, Sazonoff a demandé en ma présence au Chancelier s'il répondait toujours de l'Autriche, et s'il pouvait encore affirmer comme à Potsdam que l'Allemagne n'était ni obligée par traité ni disposée à appuyer l'Autriche dans une politique d'extension dans les Balkans.

« Si je puis encore dire cela ? a répondu le Chancelier. Plus que jamais. »

(?) *Stolypine.* — Septembre 1912.

Son frère Alexandre dit que c'est Kourloff qui l'a fait tuer. Il ajoute : « Déjà l'année dernière un okhranik a voulu le tuer. Mon frère n'a échappé que par hasard. »

Goutchkoff raconte que Stolypine avait dit au Tzar : « Gardez la Douma. »

Poincaré. 8 octobre 1912.

Spain. — « Sazonoff m'a dit au cours de nos conversations de ces jours derniers que le roi d'Espagne avait exprimé à l'empereur de Russie le désir d'entrer « dans la Triple Entente ». En envoyant cette communication à son ministre, l'Empereur y a écrit de sa main : « A prendre en considération. » Sazonoff n'a pas paru attacher beaucoup d'importance à cette ouverture, et il m'en a parlé comme si elle n'avait d'intérêt que pour nous et si c'était à nous à y donner suite. Mais l'Allemagne en prendra ombrage, si c'est nous ou l'Angleterre qui faisons entrer l'Espagne dans la Triple Entente. Elle s'en accommodera plus aisément si c'est la Russie. Il faut donc que le Gouvernement russe garde cette affaire en mains. Vous le direz le moment venu à M. Sazonoff. Je vous enverrai des instructions

à ce sujet ; mais, si le Ministre abordait cette question avant que mes instructions vous soient parvenues, vous lui parleriez dans ce sens. Geoffray n'est pas favorable à l'entrée de l'Espagne dans la Triple Entente, mais je crois au contraire que la demande du Roi doit être accueillie, et c'est aussi l'avis des deux Cambon, que j'ai consultés. Cependant il ne faudrait pas nous exposer à être entraînés dans une guerre avec l'Allemagne à propos de la Guinée espagnole, et l'accord à intervenir devra être rédigé de manière à prévenir ce danger.

« Sazonoff a fait observer que la Russie n'avait alliance qu'avec la France, et que par conséquent l'accord à intervenir ne pourrait en tous cas être conclu qu'entre la Russie, la France et l'Espagne, à l'exclusion de l'Angleterre. C'est exact. On ne publierait pas l'accord, mais on annoncerait qu'une entente a été conclue entre les trois pays « amis et alliés ».

« Moi. Mais est-ce bien une alliance que désire le roi d'Espagne ? N'est-ce pas seulement une entente à quatre ? — Il n'a parlé que d'entrer dans la Triple Entente, mais c'est bien une alliance qu'il recherche. »

Chemins de fer d'Anatolie. — « Sazonoff s'est mis d'accord avec Vitali pour laisser faire le chemin de fer au delà d'Erzingan, jusqu'à Pickeretch, et il est entendu que c'est à la Compagnie française que serait réservé le prolongement jusqu'à Erzeroum.

« Sazonoff m'a dit qu'il n'avait pas encore

l'adhésion de la Guerre à cet accord, mais qu'il prenait sur lui le consentement à donner. Je suppose qu'en réalité il est déjà assuré du consentement de son collègue de la Guerre.

« C'est une bonne solution. »

Allemagne-Autriche. — « Oui, la Russie s'est alliée à nous pour contenir l'Autriche comme nous nous sommes alliés aux Russes pour contenir l'Allemagne.

« La Russie est inquiète de nos bons rapports avec l'Autriche. Mais j'ai fait observer à Sazonoff que nos rapports avec Vienne n'ont jamais l'intimité qui caractérise les rapports de la Russie avec l'Allemagne. A Pétersbourg, on parle sans cesse de l'amitié traditionnelle de l'Allemagne et de la Russie : c'est une expression que je n'ai jamais employée en parlant de nos rapports avec l'Autriche. Je l'ai fait observer à Sazonoff. On ne peut donc nous faire aucun reproche ; nous n'en faisons aucun à la Russie. C'est à elle à nous faire le cas échéant profiter de ses bons rapports avec l'Allemagne, comme nous sommes prêts à la faire profiter de nos bons rapports avec l'Autriche.

« Avant mon arrivée à Pétersbourg, Sazonoff avait donné à Hedeman une interview qui se terminait par une affirmation de l'amitié traditionnelle de la Russie à l'égard de l'Allemagne. C'était une fâcheuse préface à nos conversations, et qui indiquait une surprenante ignorance de nos sentiments à l'égard de l'Allemagne. Je le lui ai fait observer. Cette partie de l'interview,

d'ailleurs, n'a heureusement pas été publiée.

« Sazonoff est léger, mobile, et son esprit n'est pas très pénétrant ; mais je le crois sincère.

« Nous avons proposé de prendre en mains la cause des réformes « en faveur des populations chrétiennes ». L'Autriche a demandé la suppression du mot « chrétiennes », parce qu'elle s'intéresse aux Albanais musulmans. Pour nous, cette suppression ne pouvait soulever d'objections ; mais, chose curieuse, elle n'en a pas soulevé non plus de la part de Sazonoff. Cela prouve qu'il ne voit pas très clair. »

MANOUÏLOFF. *Affaires d'Orient.* — 17 octobre 1912.

La dernière fois que vous êtes venu, lui ai-je dit, vous m'avez attribué dans votre journal plus que je n'avais dit. Donc, pas d'interview. — Je viens vous interroger sur la politique française ; mais je n'utiliserai ce que vous voudrez bien me dire que sous forme de lettre de Paris. — Nous verrons.

La politique française se résume en ceci : maintenir la paix générale, et obtenir des réformes au profit des populations ottomanes des Balkans. Toutes les Puissances s'étaient mises d'accord sur ce programme, et, d'après la réponse qui a été faite par la Porte, les réformes auraient pu être obtenues sans guerre. La précipitation des petits Etats balkaniques a fait échouer toute cette affaire. C'est d'autant plus à regretter que pour la première fois depuis longtemps les Puissances

avaient toutes consenti à agir à Constantinople, l'Allemagne de même, en faveur des réformes. — M. Poincaré a beaucoup fait pour amener cette entente ? — Certainement.

— On nous télégraphie de Berlin que M. de Kiderlen a dit à un homme politique important que l'Autriche ne ferait pas d'objection à une occupation provisoire du Sandjak par la Serbie, s'il est bien entendu que le Sandjak fera retour à la Turquie à la fin de la guerre. — C'est très intéressant.

KURCZ. *Manouïloff.* — 17 octobre 1912.

C'est Manouïloff qui sort de chez vous ? — Oui. — Défiez-vous ! Il vous fera dire dans son journal des choses que vous n'avez pas dites. En outre, je sais par le général Kourloff qu'on a saisi des feuilles de renseignements qu'il envoyait à Berlin. Il renseigne aussi le comte Pourtalès, mais par intermédiaires. Ses articles au *Novoïe Vremia* ne lui rapportent qu'une centaine de roubles par mois, et il en dépense 5 à 600.

BUCHANAN. 30 octobre 1912.

Il y a huit ans le roi Carol a dit au roi Ferdinand, alors prince : « Le jour où une armée bulgare passera le Rhodope, une armée roumaine entrera à Silistrie. »

KURCZ. 30 octobre 1912.

Le ministère des Affaires étrangères ne dispose d'aucun fonds pour la presse. C'est le ministère des Finances qui distribue les subventions. La plus forte est celle que reçoit la Presse associée : ce fut d'abord 6.000 francs, puis 9.000 francs, puis 12.000 (6 par Kurcz et 6 par J. Bernard).

D'autres subsides sont donnés à divers journaux sous forme d'abonnements : 500 abonnements au *Gaulois*, 300 au *Figaro*, 300 au ?

Les abonnements sont payés en totalité et fournis en partie : la liste que sert actuellement le *Figaro* comprend 120 noms (tous fonctionnaires).

Des abonnements sont payés également à certaines revues [« la revue de Chéradame » = *Revue de Paris* (?), — *la Revue des Revues*, etc. [1]] Journaux et revues anglais et allemands.

SAZONOFF. *Spain*. — Novembre 1912.

Voir *supra* Poincaré, 8 octobre [2].

Sazonoff me dit que c'est par une lettre particulière de Budberg qu'il a été saisi du désir du roi d'Espagne. Il en a fait rapport à l'Empereur, qui a écrit en marge : « A suivre (à prendre en considération) ». Mais tout ce que nous pouvions faire, c'est vous transmettre la demande de l'Espagne, car c'est vous surtout qu'elle intéresse ;

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. Cf. ci-dessus, p. 32.

c'est à vous à y donner suite s'il y a lieu. Il s'agit pour l'Espagne d'accéder à la Triple Entente. J'ai répondu il y a environ trois semaines que nous avions reçu la communication espagnole avec satisfaction, et vous l'avions transmise.

COMTESSE KLEINMICHEL. 1er décembre 1912.

Un jour où Savinsky se trouvait au théâtre, l'Empereur dit tout haut en parlant de lui : « Montrez-moi donc la comtesse Lamsdorff. »

Savinsky a réussi partout au moyen d'un procédé unique. Il a fait croire à toutes les femmes dont il avait besoin pour réussir qu'il se mourait d'amour pour elles : d'abord à la grande-duchesse Maria Pavlowna, puis à Madame Isvolsky, enfin à la fille du grand-duc Paul, duchesse de Sudermanie.

En arrivant au Ministère, Isvolsky avait dit que son premier acte serait de mettre dehors Savinsky ; mais celui-ci fit les yeux doux à Madame Isvolsky et resta.

Les deux Empereurs. — According to her, own est intelligent (it concur), mais n'est pas sûr, ni franc.

L'autre est très doué ; il a tous les talents, mais il n'est pas très intelligent, et il n'a pas la connaissance des hommes. Je le connais bien. Il n'a pas de jugement. Il est très bien renseigné, il a tous les moyens de l'être (notamment sur la

Russie ; il m'a lu un jour un rapport d'un de ses consuls, qui était vraiment très bien) ; et avec tout cela il voit mal. Il ne plaît pas à son peuple, il l'inquiète. On l'apprécie davantage chez vous, et d'ailleurs tout ce qui est français lui plaît : votre art, votre théâtre, etc. Il ferait beaucoup pour s'entendre avec nous.

G. Louis et Isvolsky. — G. Louis a remporté une victoire complète ? — Oui, je crois, autant qu'on peut voir clair.

— Je n'ai pas été à [*illisible*], mais Isvolsky, étant venu à Francfort, m'a rendu visite à Wiesbaden. Je l'ai trouvé bien abattu. — Nerveux, surtout.

— Croyez-vous qu'il reste ? — Je crois que nos destinées sont liées.

— Avez-vous pu tirer les origines plus complètement au clair ? — Le [*illisible*] me paraît encore le principal artisan. — Il a certainement agi pour Breteuil, puis pour Deschanel... — ... qu'on voulait écarter de la présidence de la Chambre. — Toute une intrigue. Mais Sazonoff avait aussi mis Isvolsky en mouvement. Il avait dit que G. Louis avait mal rendu sa pensée, et en outre était trop fermé. — Peut-être, mais Isvolsky en a dit plus qu'il n'y était invité. — Oui. Radicelle (?) aussi a joué un rôle là-dedans. — Vous croyez ?

[Cela, c'est le fait nouveau, et alors voici la filière : Radicelle (?) v/ Pastèque (?) ; vengeance Radicelle (?) v/ G. Louis. Et alors the letter story in *Temps* s'explique [1].]

1. Entre crochets carrés dans le texte.

Evidemment la comtesse Kleinmichel a été renseignée depuis l'été dernier par Isvolsky et Sazonoff.

Le grand-duc Michel (né en 1878). — Il a épousé à Vienne il y a huit jours la femme divorcée avec laquelle il vit depuis [*un blanc*] ans. En apprenant ce mariage, l'Empereur est entré en fureur. Il dit qu'il lui enlèvera ses titres, ses grades, ses apanages, tout, et qu'il l'exilera à jamais de Russie.

On raconte que le grand-duc Michel a déjà envoyé sa renonciation à ses droits au Trône.

Il n'avait obtenu la permission de sortir du territoire de l'Empire qu'à la condition qu'il ne se marierait pas, et il l'avait promis à l'Empereur, au baron Freedericksz. L'Impératrice mère est tellement affligée de ce mariage qu'elle dit que, s'il est maintenu, elle ne rentrera jamais en Russie.

Grand-duc Cyrille. — Si le grand-duc Michel perd ses droits au trône, ils passeront au grand-duc Cyrille. Et cette éventualité est grave, puisqu'il est probable que le grand-duc héritier ne vivra pas : il restera en tous cas exposé à finir brusquement. Le chirurgien Feodoroff a dit à l'Empereur que, même si l'enfant se rétablissait, il ne fallait pas penser qu'il pût jamais monter à cheval. Imagine-t-on un empereur de Russie ne pouvant monter à cheval ?

On le dit autoritaire, mal élevé. — Pas élevé du tout. C'est ainsi à la Cour. Un jour Monte-

bello, déjeunant à Gatchina avec la Famille impériale, était assis à côté de la grande-duchesse Olga : « Vous serez contente de rentrer à Pétersbourg ? — Oh non, j'aime bien mieux être à « Gatchina. — Mais vous devez vous y ennuyer ! « Qu'y pouvez-vous faire pour vous occu- « per ? — Je me roule dans la neige avec les « soldats. » Cela rappelle l'éducation des filles de Louis XV.

Le grand-duc Alexis disparu et le grand-duc Michel ayant renoncé au trône, c'est le grand-duc Cyrille qui deviendrait empereur.

— Vous ne paraissez pas très préoccupée de la santé du grand-duc héritier, disait le mois dernier la comtesse de Chevigné à la grande-duchesse Wladimir, à Paris. — Que voulez-vous ! répondit la grande-duchesse ; je ne puis pas m'enpêcher de penser plus à mes enfants.

Le grand-duc Cyrille, continue la comtesse Kleinmichel, n'a pas été malade il y a trois mois, comme on l'a raconté. Il a été dans un sanatorium pendant une quinzaine de jours, mais c'était pour masquer le vrai motif de son départ. Il a dit qu'il était malade afin de pouvoir quitter son bateau, mais la vérité est qu'il est parti parce qu'il a craint une émeute à son bord comme sur les bateaux de la Mer Noire, et il a fui pour n'être pas jeté à l'eau. Cette poltronnerie lui fait beaucoup de tort,

[Mais, ajoute la comtesse Kleinmichel, on se demande si son mariage ne lui a pas fait perdre tous ses droits au trône. Cousine germaine ? —

Mal écouté tout cela. Did she speak of Cyrille or Michel [1]] ?

Duc Alexandre de Leuchtenberg, fils aîné du duc Georges. — Il passe pour un imbécile, mais il ne l'est pas tant que cela ; il observe. Je lui demandais un jour s'il croyait que les dynasties se maintiendraient. Il m'a répondu que non. — « Qu'est-ce qui vous le fait croire ? — Les propos que les officiers tiennent devant moi quand ils sont ivres. Pas ceux des Chevaliers Gardes, bien entendu, mais ceux des régiments ordinaires. Tous ceux-là, quand ils sont ivres, ne se gênent pas pour dire devant moi que plus tard il n'y aura plus ni princes, ni grands-ducs. On voit bien que c'est là leur véritable pensée, et on peut croire qu'on pense ainsi dans tout le pays. »

Il est le fils du duc Georges de Leuchtenberg, et de Thérèse, duchesse d'Oldenbourg. Il est né en 1881.

Les Judéophobes. L'arbitraire. — Le surveillant de mes sucreries et de celles de mon neveu est un Juif : un parfait honnête homme que nous employons depuis vingt ans. Mais il est Juif, et cela a suffi pour que le gouverneur actuel, qui est l'homme des bandes noires, ait pris contre lui un arrêté d'expulsion. Mon neveu était alors aux obsèques de son père : j'étais malade. Peu s'en est fallu que l'ordre fût exécuté. Mais j'ai écrit tout de suite à Kokovtzoff pour lui deman-

1. Entre crochets carrés dans le texte. — Cf. ci-après, p. 44.

der s'il y avait encore des lois en Russie, et le lendemain j'ai été trouver Makaroff, qui avait, m'a-t-il dit, remis ma lettre à Kokovtzoff depuis la veille à minuit. Je me suis plainte si fort qu'on a télégraphié au gouverneur de suspendre ; mais, si je n'avais pas été là ou si j'avais réclamé moins fort, rien n'eût pu sauver la victine.

Mon neveu est un des plus riches propriétaires de Russie, sinon le plus riche. Ses biens valent dix-huit millions de roubles. Et il était tellement indigné des procédés du gouverneur qu'il disait : « Ces gens-là nous rendraient révolutionnaires ! »

Ce gouverneur a obligé à partir dans les vingt-quatre heures des malheureux Juifs dont les quatre enfants étaient atteints de scarlatine. Un de ses subordonnés le suppliait de ne pas l'obliger à exécuter de pareils ordres. « Les souffrances de ces malheureux me percent le cœur, disait-il. — Et moi, répondit le gouverneur, elles font ma joie. »

Cela se passe dans le gouvernement de Koursk. Le gouverneur actuel, nouvellement nommé, est celui qui a fait élire Pourischkévitch. Auparavant, il était dans le gouvernement de Tambof. Comme il refusait de ratifier l'élection du jeune comte Benckendorff (fils de celui de Londres) comme maréchal de la noblesse, les Benckendorff sont arrivés non sans peine à le faire déplacer, et c'est ainsi que Koursk en a hérité. Comme nous lui avons résisté, il a essayé de faire dire par des paysannes que mon beau-frère (le défunt père de mon neveu) se faisait appeler « le Tzar » (parce qu'on disait dans le pays qu'il était le

roi du sucre). Les paysans s'y sont refusés. Mais, s'ils l'avaient dit, le gouverneur aurait intenté à mon beau-frère un procès de lèse-majesté, pour faire confisquer ses biens. Voilà le régime !

Jamais, continue la comtesse Kleinmichel, il n'y a eu plus d'arbitraire qu'en ce moment. Ce n'est pas la faute des ministres, ni celle de Kokovtzoff, ni celle de Makaroff. Mais ce sont les bandes noires qui gouvernent, c'est à elles qu'obéissent les gouverneurs, parce qu'ils savent qu'elles sont bien vues de l'Empereur.

— Mais comment le mot d'ordre leur vient-il de la Cour ?

— Par une des personnes de l'entourage. Actuellement, c'est, je crois, le général Papouïloff (?), qui commande la garde intérieure du Palais.

Sir G. Buchanan. 2 décembre 1912.

La question de perte des droits au trône se pose pour Cyrille [1], parce que, pour régner, il faut être fils de père et mère orthodoxes, et que Maria Pavlowna était encore luthérienne lorsque ses enfants sont nés : elle ne s'est convertie à l'orthodoxie qu'après leur naissance. D'autre part, l'Église orthodoxe interdit les mariages entre cousins germains, et Cyrille et la grande-duchesse Victoria sont fils et fille de frère (grand-duc Wladimir) et sœur (grande-duchesse Marie,

1. Voir ci-dessus, p. 42.

duchesse d'Édimbourg, puis de Saxe-Cobourg et Gotha).

On prête à l'Empereur l'intention d'appeler au trône, à défaut de son fils le grand-duc Alexis, le grand-duc Dimitri, né en 1891 du grand-duc Paul et de la grande-duchesse Alexandra de Grèce, actuellement fiancé à la petite grande-duchesse Olga Nicolaïevna, née en 1895.

CHAMBRUN. *L'Empereur.* — 6 décembre 1912.

Isvolsky a l'air de dire qu'il ne dépasse pas la valeur de Louis XVI. Il ne loue en lui que son impassibilité. « Un jour, raconte-t-il, les ministres étaient réunis autour de l'Empereur, et nous parlions affaires. Pendant ce temps [c'était sans doute à Péterhof] crépitait la fusillade de Cronstadt, où il y avait une émeute. L'Empereur n'avait pas l'air d'entendre. » Isvolsky mentionne aussi l'entêtement de l'Empereur.

COMTE DE CHOLLET. *Prince Khilkoff.* — 25 décembre 1912.

Il a débuté dans la vie par une tragédie. Il avait un frère aîné marié, et s'était épris de sa femme ; il le provoqua en duel, le tua et épousa sa veuve. Le monde s'indigna, et l'Empereur punit le coupable (en lui confisquant ses biens et) en l'exilant.

Khilkoff partit pour l'Amérique, entra dans les

chemins de fer, et fut successivement chauffeur, mécanicien, chef de gare et directeur de Compagnie. Il revint alors en Russie incognito, et ses amis lui firent donner à conduire un train dans lequel voyageait l'Impératrice (la douairière actuelle). A l'arrivée, on demanda à l'Impératrice la permission de lui présenter le Prince, et on la pria d'intercéder pour lui auprès de l'Empereur puisqu'il avait expié. L'Empereur pardonna, et le Prince, étant entré dans les Chemins de fer, s'éleva rapidement au rang de ministre, et l'expérience qu'il avait acquise contribua à faire de lui un ministre remarquable. Chollet le rencontra au Turkestan où le Prince avait alors pour mission de contrôler l'administration du général Annenkoff. — Khilkoff est mort sans fortune. C'est sous son administration que fut fait le Transsibérien.

MADAME SCHÉBÉKO. 25 décembre 1912.

Roumanie. — Il y a à Bucarest un vieux bonhomme, un Roumain, qui a toute la confiance du Roi. C'est à lui qu'on parle quand on veut faire passer au Roi un renseignement, une indication quelconque. Cela se fait en dehors des ministres, et c'est admis. Le vieux bonhomme est une curiosité du pays,

La Cour en Roumanie. — C'est la Princesse héritière qui reçoit, et on la voit assez souvent. Mais c'est à la Cour seulement que l'on rencontre

les Majestés et les Altesses royales. La vieille Reine est intéressante.

La Cour en Russie. — Quand j'étais jeune, il y avait encore une Cour. La saison ne durait que deux mois, mais pendant ces quelques semaines il y avait à la grande Cour au moins sept grandes réceptions, et, comme les grands-ducs recevaient assez, l'hiver était très animé. Toutes les coteries se rencontraient sur un terrain commun.

---

28 décembre 1912.

Le général Parentzoff, commandant militaire du palais de Péterhof, président du Comité slave, à Marchand, correspondant du *Figaro* : « J'ai vu le grand-duc Nicolas Nicolaïevitch. Il est découragé. Il dit que la politique de paix triomphe, et que l'Empereur a dit à Sazonoff et Kokovtzoff « qu'il fallait éviter à tout prix une « conflagration, et manœuvrer de façon à ame- « ner les prétentions autrichiennes sur un terrain « où elles trouveraient en face d'elles l'Allemagne « et la Russie solidaires. »

« Souhaitons que ce ne soit pas pour aller guerroyer avec la Chine que l'on se montre si faible vis-à-vis de l'Autriche. Si c'était cela qu'on veut, on irait à une révolution. »

Bachmakoff, vice-président du Comité slave, a dit par téléphone, également à Marchand : « Si nous avions un homme sur le trône... »

Krivochéine, ministre de l'Agriculture, que Kokovtzoff empêche d'arriver à la présidence du Conseil. Il dit à Marchand : « On a persuadé l'Empereur que la guerre amènerait une révolution à l'intérieur. Mais en disant cela à l'Empereur on le trompe. C'est au contraire la paix à tout prix qui, à mon avis, peut amener une révolution ».

Il dit cela d'un air profondément affecté, très triste, et très nerveux. Il ajoute :

« Je n'ai pas besoin de vous dire que je suis absolument opposé à la politique de Sazonoff et de Kokovtzoff. Jamais Stolypine ne l'aurait laissé adopter. Lui disait : « Laissons la charrue « russe travailler encore quelques années, et alors « nous pourrons agir. » La charrue russe a travaillé, nous avons des économies, mais on ne les emploie pas.

« L'Empereur ne pense qu'à la santé du Tzarévitch ; c'est pour cela qu'il est si opposé à la guerre.

« — Soukhomlinoff est optimiste ? — Oui, il trouve que tout va bien quand sa femme va mieux.

« La période actuelle est la continuation de la chute de l'alliance franco-russe, alliance qui a commencé à décliner au moment où elle s'est compliquée de l'entente anglaise. »

Marchand : « Jamais le grand-duc Nicolas ne se soumettrait à un Cyrille ou à un Boris. »

BONZON. 1912.

Le sang-froid de Kokovtzoff. — C'était en novembre 1905. Pour ne pas éveiller l'attention, il nous recevait (nous étions douze) de dix heures du soir à deux heures du matin. On entendait le bruit populaire dans la nuit, et cela ressemblait par moment au grondement de l'émeute. Malgré nous, nous tendions l'oreille. Mais pas une fois Kokovtzoff n'a paru s'apercevoir que l'orage grondait. Pas une fois il n'a tourné la tête vers la rue. Il a continué à causer calmement comme à l'ordinaire.

Witte. — Sa brutalité. Grand mangeur, grand buveur. Il entraîne Bonzon dans la salle à manger pour faire jouer trois fois une pendule à musique ; et trois fois il rit aux éclats. Il est bien loin du pouvoir.

SAZONOFF. *Comte Bernstorff.* — 3 janvier 1913.

J'ai connu Bernstorff lorsque j'étais à Londres. C'est l'intrigue même, un Miquel. En septembre, j'étais à Balmoral lorsque Marschall est mort. C'est le Roi qui m'en a donné la nouvelle. Ne sachant pas s'il fallait se réjouir ou non de l'événement, j'ai demandé au Roi s'il prévoyait qui remplacerait Marschall à Londres. « Je n'en sais rien, m'a répondu le Roi ; mais je sais qui je n'aurai pas. Je ne me laisserai pas donner Berns-

torff. Savez-vous comment on l'appelle au Foreign Office ? The snake in the grass. »

ALEXANDRE STAKHOVITCH. 19 janvier 1913.

About Briantchaninoff. — Il nous envoie à notre nouveau journal, la *Rousskaïa Malva*, de longs télégrammes qui nous coûtent mille roubles par jour et qui sont si peu pondérés qu'il faut en supprimer le tiers ou la moitié. Il se croit un très grand politique, et, ayant épousé la petite-fille de Gortchakoff, il s'étonne que l'Empereur nomme ministres des Affaires étrangères des Giers, des Isvolsky ou des Sazonoff quand il pourrait nommer Briantchaninoff.

Parti il y a une quinzaine de jours, il a été successivement à Vienne, Belgrade, Paris et Londres.

Rousskaïa Malva, la « Rumeur russe ». C'est un nouveau journal, fondé par le parti progressiste (Efréimoff, etc), sur le modèle du *Temps*, avec des capitaux importants. A mi-chemin entre le *Novoïe Vremia*, qui est insupportablement nationaliste, et le *Retch*, qui s'est montré trop indifférent à la cause slave dans la crise actuelle. (On en veut beaucoup à Milioukoff à Sofia, où il a enseigné pendant quelques années, et à Belgrade.)

Avant la fondation de la *Rousskaïa Malva*, il n'y avait à Pétersbourg que deux journaux

sérieux (le *Novoïe Vremia* et le *Reich*), tandis qu'il y en a cinq à Moscou.

Stakhovitch a accepté de se charger de la politique extérieure dans le *Rousskaïa Malva* pendant un mois ou deux.

Savez-vous, dit Stakhovitch, où nous allons chercher des nouvelles sur ce qui se passe en Russie? Dans les correspondances du *Temps*. Nous avons fini par découvrir que c'est là que nous pouvons le mieux nous renseigner. Ainsi c'est dans une correspondance du *Temps* que nous avons appris que d'un trait de plume le Gouvernement a augmenté notre armée de 350.000 hommes. — Vous voulez dire que le Gouvernement a retardé provisoirement le renvoi de la classe ? — Oui. Cette mesure a dû être publiée dans le Recueil des actes du Sénat, mais personne ne le lit ; et d'ailleurs, même si nous l'avions lu, nous n'aurions pu publier la nouvelle dans nos journaux, puisque depuis un mois il est interdit de rien publier de ce qui se rapporte à l'armée.

Grande-duchesse Maria Pavlowna. — Elle est Allemande, comme vous savez, et pas seulement Allemande d'origine. Tout récemment, elle a traversé l'Allemagne, et, comme elle est intelligente, les impressions qu'elle a rapportées ont une valeur. Eh bien, elle est convaincue que l'Allemagne veut la paix. Je remarque cependant que la presse non seulement loue le Gouvernement de s'être refusé à faire une démonstration navale à Constantinople, mais le blâme d'avoir

consenti à remettre avec les autres Puissances une note collective à la Turquie.

ZINOVIEFF. *La Perse et Isvolsky.* — 19 janvier 1913.

Mon livre a porté. On me félicite de m'être attaqué à Isvolsky ; il est détesté ici. Tout le monde l'appelle Isvolsky le Snob, et l'on voit ce que vaut sa politique.

Je crois que c'est la comtesse Kleinmichel qui lui a envoyé un exemplaire de mon livre. Il est exaspéré, et ne parle plus que de cela.

MADAME NARISCHKINE. 19 janvier 1913.

Au Palais d'Hiver, à déjeuner : « J'étais à Livadia le printemps dernier ; oui, il me semble que c'était le printemps quand M. Danef y est venu. Il venait faire connaître ce qui se préparait. M. Sazonoff, qu'il a mis au courant, n'était qu'à moitié satisfait de tous ces beaux projets, et il lui a dit que ce serait à ses risques et périls. »

COMTE DE CHOLLET.
L'Opinion publique russe. — 22 janvier 1913.

J'ai vu depuis un mois que je suis ici beaucoup de financiers, de grands propriétaires, de commerçants. Tous demandent le maintien de la

paix, et disent que la Russie ne doit pas faire la guerre pour les Balkaniques. Et les officiers disent : « En tout cas, pas la guerre dans le Sud. Nous avons besoin de toutes nos forces sur notre frontière occidentale. »

BUCHANAN. *L'Allemagne et la Russie.* — 15 février 1913.

Pourtalès m'a dit aujourd'hui qu'on recommençait à le boycotter. « Ainsi, dit-il, la princesse Orloff a donné un grand dîner pour la duchesse de Cobourg, et, bien que celle-ci ait occupé un trône allemand, nous n'avons pas été invités. — Nous n'avons pas été invités non plus chez le prince Gortchakoff. »

COMTE WITTE. [Février ou mars 1913.]

Sazonoff? S'il n'avait pas été le beau-frère de Stolypine, il aurait fini sa carrière comme ministre à Munich.

---

28 mars 1913.

Madame de Bas à ma femme : « Il y quelques jours, Madame Isvolsky étant venue me voir, comme elle a fait pendant toute ma maladie, je lui ai parlé de ce qu'elle pouvait faire pour une œuvre dont elle était présidente. Elle m'a

répondu : « Je ne puis faire de projets ; je ne sais « ce qu'on fera de nous. »

Je sais quel accueil l'Empereur a fait à M. Louis quand il a présenté ses lettres. Évidemment, on a été très ennuyé à Tsarskoë de la désignation de Delcassé. Évidemment il veut entraîner la Russie à la guerre contre l'Allemagne.

Unité nationale. — Dép. de Berlin, 31 mars 1913.

Jagow a dit à Théotoky : « A l'exception de la France, il n'existe aucune puissance en Europe dont la domination repose dans toutes ses provinces sur le vœu des populations. »

P. de Chambrun a Ch. de Chambrun.

Présidence. — 24 avril 1913.

Avant l'élection présidentielle, j'ai été voir M. Ribot pour lui dire que, s'il se présentait, je voterais pour lui, et que j'engagerais mes amis à réunir leurs voix sur son nom. Il m'a alors raconté qu'il avait reçu la visite de Poincaré, et que celui-ci lui avait conseillé de se présenter, en ajoutant : « Votre élection me paraît assurée. Qui pourrait se porter contre vous ? Deschanel ? Vous aurez facilement raison de lui. » « J'ai répondu à Poincaré après quelque réflexion : « Je me sens la force d'être président, et j'en aurai « le courage. »

Quelques jours après, continue P. de Chambrun, j'ai eu l'occasion de voir Deschanel. Et lui aussi m'a raconté que Poincaré était venu le voir et lui avait dit : « Vous devriez vous présenter. Votre élection semble assurée. Qui pourrait se porter contre vous ? Ribot ? Il est bien fatigué. »

LANCKEN. 11 juin 1913.

Que pourrait-on faire pour calmer les esprits si surexcités des deux côtés de la frontière ? S'efforcer de régler d'un commun accord les questions soulevées en Orient dans lesquelles nos intérêts sont communs.

Pichon m'a demandé et a demandé le même soir à Schoen si nous ne pourrions pas profiter de l'occasion offerte par la Conférence financière pour régler d'un commun accord nos affaires d'intérêt commun en Asie. Il voulait dire le Bagdad. Mais ce n'est pas facile. Mais je crois, dit Lancken, qu'on devrait tendre et arriver à une « exploitation en commun des chemins de fer concédés à des Allemands ou à des Français ».

DROZ. *Poincaré et Bourgeois.* — 22 juin 1913.

Le 25 décembre 1911, Bourgeois, dînant chez moi, me dit que, quels que fussent son désir et son besoin de repos, il s'était entendu avec Poincaré pour prendre très prochainement le pouvoir

avec lui, tous deux considérant que le gouvernement ne pouvait être laissé dans les dangereuses mains de Caillaux. Il ajouta que Poincaré lui avait demandé de prendre les Affaires étrangères, mais que ce serait un ministère trop lourd pour lui, et qu'il n'accepterait qu'un portefeuille comme celui du Commerce ou du Travail. Trois semaines après, Caillaux tombait. Plus tard vint la question de la Présidence. Poincaré et Bourgeois s'entendirent de nouveau cette fois pour empêcher Pams de passer. Ils le considéraient comme incapable de prendre en mains le gouvernement. Ils acquirent la conviction que Ribot ne pouvait réunir la majorité, et que, si on laissait Pams et Ribot en présence, ce serait Pams qui l'emporterait. C'est ce qui décida Poincaré à se présenter. Pour l'y décider, Bourgeois lui dit : « Je ne vous abandonnerai pas, quelque éloignement que j'aie pour le pouvoir. J'accepterai la Présidence, pour six mois tout au moins, si je vois qu'il est à craindre que Pams ne l'emporte sur vous. Mais j'ai foi dans votre succès. Acceptez donc nettement la candidature. »

JUDET. 4 juillet 1913.

La Presse. — Le gouvernement russe a déposé à la fin de l'année dernière (1912) à Paris une somme d'environ 400.000 francs, en indiquant qu'elle pouvait être augmentée, et qui est destinée à rémunérer les concours de presse. La distribution des fonds se fait par l'intermédiaire d'Alph. Lenoir,

« publiciste », très lié avec Judet (ils se tutoient), et qui est depuis longtemps l'agent de publicité employé par le gouvernement français (Rouvier, Clémenceau, etc.).

Un jour, en janvier ou en février derniers, — c'était après l'élection présidentielle — Judet ayant publié un article contre la politique suivie en Orient (?), Poincaré le manda par un mot rue du Commandant Marchand, et s'attacha, dans sa conversation avec lui, à le gagner à ses idées. En causant, Judet indiqua, sans y mettre d'intention, que la guerre balkanique pesait beaucoup sur les affaires, et que les journaux en souffraient aussi. Poincaré lui dit alors : « Si votre journal est un peu gêné en ce moment, on pourrait venir à son aide » ; et il lui parla des fonds russes. Judet objecta qu'il préférait rester libre. « Mais vous le serez », répliqua le Président ; « on ne vous demande rien en échange. » — Judet a laissé Lenoir inscrire son journal pour 20.000 francs, conformément à l'indication donnée par Poincaré ; mais jusqu'à présent il n'a pas touché la somme, ne voulant pas qu'on puisse s'étonner qu'il continue à écrire avec la même liberté qu'auparavant.

—

La *Croix*. — Elle est dirigée par les Assomptionnistes. Comme ils sont établis en Bulgarie, ils ont espéré que leur influence en Orient gagnerait à la victoire des peuples balkaniques, et leur journal a soutenu ardemment la cause bulgare, et aussi, par suite, la cause serbe. Mais ils s'aperçoivent maintenant qu'ils se sont trompés. Leur

influence, bien loin de se développer, est déjà en décroissance.

Poincaré. — En mars ou avril 1912, Poincaré fit appeler Piou, en sa qualité de chef d'une fraction de la Droite, et lui dit qu'il croyait devoir lui faire part d'inquiétudes que lui causait la politique russe. « Je crains, ajouta-t-il, qu'on aille à la guerre, et j'ai dû faire appel à l'Angleterre. J'ai été entendu, et de Londres on a agi à Pétersbourg. » En même temps, il se plaignait des intrigues d'Isvolsky.

Quelques mois plus tard eut lieu le voyage de Poincaré en Russie, et peu après l'ambassadeur d'Autriche Szeczen dit à Judet : « L'Allemagne sait que Poincaré a été à Pétersbourg pour préparer la guerre. Elle est complètement renseignée sur tout ce qui s'est dit au cours de ce voyage. »

Ainsi s'implanta en Allemagne l'idée que Poincaré c'était la guerre possible dans un avenir prochain, et ainsi s'explique qu'aussitôt Poincaré élu, le gouvernement allemand décida de demander immédiatement à son Parlement l'augmentation des forces militaires de l'Empire. Sans l'élection de Poincaré, notre loi de trois ans n'eût pas été nécessaire.

Judet a revu Szeczen il y a quelques semaines, et l'ambassadeur lui a dit : « Isvolsky est plus écouté que jamais en France. Il fait ici un chantage éhonté. Il n'y a pas de Chambres, pas de Gouvernement qui serait assez fort pour pouvoir résister aux demandes de la Russie. »

Piou a été reçu de nouveau par le Président. Il

a dit à Judet que le Président voyait Isvolsky trois fois par semaine.

Il semble que Poincaré, si défiant d'Isvolsky, si hostile à son influence l'année dernière, lui est entièrement acquis cette année, et se laisse dominer par lui.

JUDET. *Deuxième visite*, 1913.

Millerand et Poincaré. — Millerand dit : « J'ai vu dans les yeux de Poincaré qu'il me lâchait. »

Caillaux. — Grand adversaire de Poincaré.

Clémenceau et Poincaré. — Clémenceau a raconté à Ribot que, lorsque Poincaré le fit appeler, il ne lui parla ni de la loi de trois ans, ni de la situation extérieure, ni de rien. Le Président avait l'air très embarrassé.

Pourquoi m'avez-vous fait appeler ? demanda Clémenceau. — Pour vous parler de la situation, répondit le Président.

Clémenceau eut soin d'avertir Poincaré, en se retirant, que, chaque fois qu'il viendrait, il devrait être bien entendu que le public en serait informé par l'Agence Havas.

HERBETTE. *Clémenceau.* — 4 juillet 1913.

Herbette a rencontré ces jours derniers Ad. Pichon. Il a eu l'impression qu'on était très préoccupé de Clémenceau à l'Elysée. « Croyez-vous,

lui a demandé Ad. Pichon, que l'*Homme libre* ait beaucoup de lecteurs ? — Il ne tire qu'à 1.800, a répondu Herbette, mais il n'y a pas un homme politique qui ne le lise. Le *Petit Parisien*, au contraire, tire des centaines de mille, mais on ne le lit que dans les régions obscures. »

BOURGEOIS. 5 juillet 1913.

Oui, c'est lu par tous les parlementaires, et cela porte.

Poincaré est venu me voir hier. Je l'ai trouvé très préoccupé de la situation. Il sent que la campagne qui se poursuit contre la loi des trois ans est la continuation de la lutte engagée contre lui.

PAYELLE. *Poincaré et Paul Cambon.* — 7 juillet 1913.

On racontait aujourd'hui chez Madame H. Germain qu'il y a eu un échange de mots vifs à Londres entre le Président et l'Ambassadeur. Poincaré dit à P. Cambon qu'il désirait inviter au dîner qu'il donnait à l'ambassade un assez grand nombre de journalistes. — C'est impossible, dit Cambon, ma salle à manger n'est pas assez grande. Je n'ai en conséquence invité que [*un blanc*] correspondant des *Débats*, et Menadier (correspondant de l'Agence Havas ?) [Ce sont les deux journalistes qui soutiennent le mieux P. Cambon [1]]. — Alors, répliqua le Président, je

1. Entre crochets carrés dans le texte.

n'inviterai aucun journaliste. Je vous charge de retirer les deux invitations que vous avez adressées.

BIHOURD. 20 juillet 1913.

Le Kronprinz à Laguiche, quelque temps après le départ de Bihourd : « Nous ferons le rapprochement. C'est Cécile qui le fera. »

Hanotaux à Paul Cambon, qui lui demandait sur un ton impératif une ambassade pour son frère, alors gouverneur général de l'Algérie : « Vous êtes ambassadeur, Monsieur, mais vous oubliez que je suis ministre. »

La dernière fois que Bihourd vit le Kronprinz — c'était après la remise de ses lettres de congé, — il lui dit, au cours de la conversation, dans laquelle le Prince avait beaucoup parlé de l'Allemagne et de l'Autriche : « Mais vous ne dites rien de l'Italie, Monseigneur. — L'Italie, cela ne compte pas, » répliqua le Kronprinz.

MILLIÈS-LACROIX. *Sénat.* — 21 juillet 1913.

C'est aujourd'hui un sénateur de l'Aisne, gros industriel de St-Quentin, M. Touron, qui exerce au Sénat l'influence prépondérante. Il a remplacé Prevet, et le remplaçant a plus d'autorité encore que le remplacé. Cette substitution s'est faite tout

naturellement, comme une chose qui allait de soi, sans protestation, sans lutte.

La candidature de Pams à la Présidence de la République était indéfendable. Jamais Pams n'a joué au Sénat un rôle quelconque. Il ne parle même pas dans son bureau. Il ne vient pas.

D'après le projet du gouvernement, l'introduction du service de trois ans devait entraîner une charge annuelle d'environ 140 millions. La Chambre a tellement majoré les secours à donner aux soutiens de famille que, si le Sénat adopte le projet qui lui a été envoyé, la charge annuelle sera de plus de 300 millions : la Chambre l'a plus que doublée.

BIZOT. *Jeune Raffalovitch.* — 30 juillet 1913.

Intrigant, actif, très souple, très intelligent, fécondité de moyens, mais trop agité, trop personnel. En somme, les résultats qu'il obtient semblent plutôt minces.

[C'est sans doute Isvolsky qui l'a fait venir à Paris. Il est son agent personnel, ne fait rien, dit Bizot, sans accord avec Isvolsky [1].]

LANDOUZY.
Son père et le cardinal Goussel. — 29 août 1913.

Invidia invidissima medicorum, disait tout bas Landouzy père au Cardinal en entendant un méde-

1. Entre crochets carrés dans le texte.

cin attaquer ses confrères. — Nisi sacerdotum, rectifia le Cardinal.

COMTE WITTE. 5 septembre 1913.

Isvolsky. — Il appartient à qui trouve le moyen de payer ses dettes. Aujourd'hui, c'est le jeune Raffalovitch qui est tout-puissant auprès de lui. Ses secrétaires ne comptent plus. Il n'y a que Raffalovitch qu'il reçoive à toute heure.

C'est l'empereur Guillaume qui aurait (qui a, dit Witte) conseillé au Tzar de prendre Isvolsky comme ministre des Affaires étrangères. Et, chose curieuse, c'est Isvolsky qui a fait le rapprochement anglo-russe. Witte a connu la nomination d'Isvolsky par le Tzar lui-même. Nicolas II lui dit : « Accepteriez-vous une ambassade ? — Si c'était en Amérique ou au Japon, non, et je ne souhaiterais pas non plus être ambassadeur en Allemagne ; mais ailleurs, oui. — Même si vous deviez avoir un ministre des Affaires étrangères plus jeune que vous ? — Oui, répondit Witte. Un ambassadeur ne relève que de l'Empereur. Et d'ailleurs, si le comte Lamsdorff est moins élevé en grade que moi, il a plus d'années de services. — Le comte Lamsdorff aura quitté le ministère à ce moment », répliqua l'Empereur. — Witte ajoute : Je m'empressai de prévenir Lamsdorff, qui ne savait rien. — Cela se passait, dit Witte, au moment où l'Empereur venait de me nommer comte.

A mon retour de Portsmouth, Édouard VII et

Guillaume II me firent demander d'aller les voir. Je répondis que je ne le pourrais que sur l'ordre de mon Souverain, et l'Empereur me fit télégraphier d'accepter l'invitation de Guillaume II. C'est alors que j'allai à Rominten.

Comme je n'allais pas à Londres, Édouard VII me fit porter le projet d'arrangement qu'Isvolsky devait signer plus tard. C'est Pavlowski Koziell, premier secrétaire de Benckendorff, qui me l'apporta de la part du Roi. Mais je répondis que, bien que partisan de l'établissement d'excellents rapports avec l'Angleterre, prêt même à appliquer les principes du projet d'arrangement, je ne pourrais cependant conseiller à mon Souverain de m'autoriser à signer un tel arrangement.

Et ce fut Isvolsky, amené au pouvoir par l'influence de l'Allemagne, qui prit sur lui de faire aboutir ce projet d'accord. C'est qu'à son arrivée aux affaires il avait auprès de lui Pavlowski Koziell, qui le tenait comme Raffalovitch le tient aujourd'hui.

Sazonoff. — Il est droit, honnête, mais très peu intelligent. Si Delcassé lie partie avec lui, il court le risque de se laisser entraîner dans des gaffes comme Sazonoff en a tant fait depuis deux ans.

[Intelligent, il l'est : mais il manque de jugement [1].]

L'Allemagne. — Ce que je vais vous raconter maintenant est un grand secret qui n'est connu

1. Entre crochets carrés dans le texte.

que d'un très petit nombre de personnes. A mon retour de Portsmouth, l'Empereur me donna l'ordre de m'arrêter en France et d'aller voir M. Loubet à sa campagne. Je vis aussi M. Rouvier. L'un et l'autre se montrèrent inquiets de l'entrevue qui venait d'avoir lieu à Björkö entre les empereurs de Russie et d'Allemagne. Je fis part de ces inquiétudes au comte Lamsdorff par le télégraphe, et Lamsdorff me répondit que je pouvais rassurer le président de la République et le président du Conseil, l'entrevue de Björkö n'ayant eu aucune portée politique.

Peu après, j'allai à Rominten, toujours sur l'ordre de l'Empereur. Guillaume II me fit un accueil extraordinaire : il me reçut en égal, « en empereur ». Quand je partis, il me reconduisit à la station dans une voiture qu'il conduisait lui-même et où nous n'étions que trois : l'Empereur, le prince d'Eulenbourg et moi. Je connaissais déjà l'Empereur. Il me traitait avec une considération particulière. Il m'écrivait des lettres qui feraient bien du bruit si on les connaissait. Maintenant, quand je lui écris, par exemple pour son jubilé, il me fait répondre par son ambassadeur. Le refroidissement vient de ce qu'il croit que je me suis mis en travers de sa politique.

L'année précédente, j'avais été envoyé à Berlin pour la conclusion d'un traité de commerce, et Bülow m'avait emmené à Norderney, où je passai trois semaines avec lui. Nous nous connaissions donc beaucoup. Chaque jour Bülow télégraphiait à Guillaume où nous en étions, et Guillaume répondait par des instructions détaillées.

L'Empereur et Bülow connaissaient donc mes idées. Ils savaient que j'étais partisan d'une triple alliance russo-franco-allemande. A mes yeux, ce serait le salut de l'Europe, et il n'y a pas d'autre remède aux maux dont nous souffrons. J'étais au contraire opposé à la conclusion d'une entente franco-russo-anglaise, que d'ailleurs on ne souhaitait pas chez nous en haut lieu : pour les gens de notre Cour, un Anglais ne vaut guère mieux qu'un Juif. Ne croyez pas que je ne sache pas ce que vaut l'Angleterre : c'est le peuple le plus civilisé du monde contemporain, et son gouvernement est plus intelligent qu'aucun autre ; il l'a montré une fois de plus au cours de la dernière crise. Mais les intérêts anglais et les intérêts russes sont en opposition.

Lorsque j'arrivai à Rominten, Guillaume II me dit : « Votre Empereur et moi nous avons fait de bonnes choses à Björkö ; nous avons appliqué vos idées sur l'alliance à trois. »

En rentrant en Russie, je répétai à mon Empereur ce que Guillaume m'avait dit. « Vous approuvez ? », me demanda l'Empereur. Je répondis que oui, et je ne pouvais faire une autre réponse, puisque Guillaume m'avait dit que c'étaient mes idées que l'on avait appliquées. « Dites à Lamsdorff que vous approuvez », ajouta Nicolas II. Je le dis à Lamsdorff ; mais celui-ci n'était encore au courant de rien. C'était de bonne foi qu'il m'avait télégraphié à Paris que l'entrevue de Björkö n'avait eu aucune portée politique.

Mais quelle surprise pour Lamsdorff et pour moi quand l'Empereur nous fit communiquer

la convention qu'il avait signée à Björkö !

L'article 1er portait que, si l'Allemagne était attaquée, la Russie lui donnerait son appui militaire ; l'article 2 portait à l'inverse que, si la « Russie d'Europe » était attaquée, l'Allemagne lui donnerait l'appui de ses forces militaires ; l'article 3 disait que la Russie et l'Allemagne feraient entrer la France dans leur alliance ; et enfin l'article 4 déclarait que cette convention entrerait en vigueur « dès que le traité de Portsmouth serait ratifié ».

Cet accord, très habile au point de vue allemand, avait été rédigé par le chef du cabinet militaire de Guillaume, sur les instructions de ce dernier, et Nicolas II l'avait accepté tel quel, sans consulter Lamsdorff, sans même l'avertir. Après que les deux souverains l'eurent signé, ils le firent contresigner, Guillaume par le chef de son cabinet militaire, Nicolas par l'amiral Birileff, alors ministre de la Marine (et le seul ministre russe qui fût présent à Björkö ?). L'amiral a raconté à Witte que l'Empereur lui avait apporté dans sa cabine l'instrument qu'il avait fait dresser par Tcharsky, et lui avait dit, en mettant les deux mains sur le texte : « Amiral, vous avez confiance dans votre Empereur ; vous savez que tout ce qu'il fait, c'est pour le bien de la Russie. Eh bien ! signez. » Et l'amiral signa sans lire.

Quand Witte et Lamsdorff eurent pris connaissance de la convention de Björkö, ils dirent l'un et l'autre à l'Empereur, l'un sous la forme un peu rude qui lui est habituelle, l'autre avec tous les

ménagements d'un vieux diplomate, que cette convention était absolument inconciliable avec la convention militaire franco-russe, qu'elle constituerait une violation de la parole d'Alexandre III, et que, par conséquent, elle devait être annulée.

Ce qui est inadmissible, expliqua Witte, c'est l'article 4. Il n'y aurait rien à dire si l'on avait stipulé que l'alliance russo-allemande entrerait en vigueur quand la France y aurait adhéré ; mais il était impossible de mettre la convention en vigueur dès la ratification du traité de Portsmouth, alors que rien n'était moins certain que l'adhésion de la France à la convention. Pour nous dégager, conclut Witte, nous devrons aller, s'il le faut, jusqu'à refuser de ratifier le traité de Portsmouth.

J'avais déjà pris mes dispositions, me dit Witte, pour me rencontrer à Kharbin avec le marquis Ito et refaire avec lui le traité de Portsmouth de manière à pouvoir dire à l'Allemagne : « Le traité de Portsmouth n'étant pas ratifié, la convention de Björkö n'existe plus. »

Craignant de ne pouvoir convaincre l'Empereur de la nécessité d'annuler la convention de Björkö, Witte alla en parler au grand-duc Nicolas, et lui demanda son concours. Le grand-duc consentit. L'Empereur finit par céder, en baissant les yeux.

Lamsdorff fut alors chargé d'écrire au gouvernement allemand que la convention de Björkö ne pouvait être maintenue, parce que Nicolas II ne l'aurait pas signée s'il avait eu sous les yeux

le texte de la convention militaire franco-russe. Il y avait eu erreur. Et Lamsdorff laissait entendre dans sa communication à Berlin que, s'il le fallait, la Russie se résoudrait à ne pas ratifier le traité de Portsmouth plutôt qu'à mettre en vigueur la convention de Björkö.

« Ce qui est fait est fait », répondit Bülow ; mais le gouvernement russe maintint sa déclaration.

Witte me dit en terminant : Guillaume ne m'a pas pardonné d'avoir brisé sa convention.

Guerre avec le Japon. — Quand le ministre Ito vint à Pétersbourg en 1903, il nous présenta des propositions que je trouvai acceptables. Mais je fus à peu près seul de mon avis, et Ito dut partir pour Londres sans avoir réussi dans sa mission. Je sentis vers ce moment qu'on allait aux catastrophes. Je conseillai une entente avec le Japon. C'était relativement facile : Ito nous offrait des conditions meilleures que celles que nous dûmes accepter plus tard à Portsmouth. Blâmant la politique que l'on suivait de notre côté, je quittai le ministère des Finances, et je partis peu après pour Paris, où j'arrivai en octobre 1903. Je ne voulus voir personne, ne pouvant dire ce que je pensais de la situation. Je ne fis exception que pour le baron Alphonse de Rothschild. Il me dit que M. Delcassé envisageait la situation sans inquiétude, le prince Ouroussoff lui ayant donné l'assurance que l'Empereur ne voulait pas la guerre. Des assurances d'Ouroussoff ! Cela n'avait pas grande valeur. Et puis, pour maintenir la

paix, il faut être deux. Mais chez nous on n'imaginait pas que le Japon pût se permettre de vouloir la guerre, et l'on disait : « La guerre est impossible, puisque notre Empereur n'en veut pas ». En passant à Berlin, je fus reçu par Guillaume, et lui avait la vue claire. Il me chargea de dire à l'empereur de Russie et il lui écrivit lui-même que, d'après les renseignements venus de Tokio, il n'était pas douteux que les Japonais se préparaient à la guerre. Chez nous on continua de répéter : « Ils n'oseront pas ! » Ainsi Guillaume, qui nous avait jetés dans l'affaire japonaise, sut en même temps nous donner un utile avertissement, qui semblait nous garantir sa bonne foi et ses dispositions amicales : mais il nous connaissait, il savait que nous ne reviendrions pas sur nos pas.

Witte dit : La grande faute de Delcassé a été de ne pas s'être opposé à la guerre russo-japonaise. Imaginez ce que serait aujourd'hui l'alliance franco-russe si la guerre japonaise n'avait pas eu lieu. Et certainement le gouvernement russe aurait fait à temps les concessions nécessaires pour éviter la guerre si la France nous avait dit : « Le texte de la convention militaire franco-russe vous laisse la liberté de faire la guerre au Japon ; mais l'intérêt de l'Alliance est que vous restiez forts en Europe. Une guerre avec le Japon serait contraire à l'esprit de l'Alliance. » Si vous aviez tenu ce langage avec fermeté, nous aurions évité la guerre.

Remarquez que ce langage n'eût été que la contre partie de celui que nous vous avons tenu

nous-mêmes lorsque Delcassé est venu nous demander notre appui après Fachoda. Nous lui avons dit : « Nous n'avons aucun moyen de vous aider contre l'Angleterre, ni sur terre, ni sur mer. Montrez-vous donc conciliants. » Et vous avez cédé, très heureusement. Pour l'avenir, vous nous avez promis l'appui nécessaire à la conclusion d'un emprunt destiné à pourvoir aux dépenses de construction de la ligne de Tachkent. Mais c'était l'ajournement *sine die* d'un conflit.

CAZENAVE. 5 septembre 1913.

Blondel. — « Non, je ne crois pas qu'il soit nommé à Pétersbourg. Les probabilités sont au contraire qu'il sera mis prochainement à la retraite. Il a de la fortune ; son père, qui est architecte, s'est enrichi dans les affaires.

Isvolsky, de Schoen, Tittoni. — « Ce trio ne se quittait pas l'hiver dernier, et c'est lui qui a tout mené. — Oui, et, ce trio payant la presse, notre gouvernement était dans la main de la presse, et la presse était dans la main de Tittoni. »

Duc Decazes. — Je suis entré au Ministère en 1872, d'abord aux archives, et de là on me fit passer au Cabinet. Dutreil était alors chef du cabinet, Beauvoir rédacteur. J'y restai de 1872 à 1876. Je me souviens qu'un jour un vieil huissier vint nous dire effaré : « M. Gambetta est

chez M. le Duc ! » Et c'était exact. Le journal de Gambetta, *la République française*, était une puissance, et Decazes n'avait garde de la négliger. Aujourd'hui, le gouvernement a le *Temps* et le *Matin* ; mais ces deux journaux sont à qui les paye, et ce sont les gouvernements étrangers qui les tiennent.

BARON DE CRESPY. 27 septembre 1913.

Mon beau-père [1] est mort à cinquante-neuf ans, comme son propre père, et comme lui également d'un épanchement de sang au cerveau. Pour mon beau-père, il n'y a pas l'ombre d'un doute que c'est bien la cause de sa mort : on a fait son autopsie par ordre du Gouvernement, et on a constaté un épanchement de la largeur d'une pièce de cinq francs.

Quand il est mort, il y avait déjà un an qu'il avait donné sa démission d'ambassadeur. Il avait quitté Pétersbourg, mécontent de la tournure prise par je ne sais quelle affaire. Le Gouvernement lui demanda quelle autre ambassade il souhaiterait ; il répondit qu'il désirait seulement rentrer dans l'armée, et c'est alors qu'on lui donna le commandement du 6ᵉ Corps. Le travail considérable auquel il se livra pour améliorer notre préparation à la guerre eut pour résultat de diminuer de trois jours le délai nécessaire pour porter son corps d'armée à la frontière.

1. Le général Chanzy.

Il vivait en militaire, habitué à ne jamais se ménager ; il travaillait trop, bravait le froid et le chaud, ne faisait attention ni à ce qu'il mangeait ni à ce qu'il buvait, et c'est tout cela qui l'a tué. Son médecin, Hilairet, qui pourtant avait remarqué qu'il avait le pouls très dur, ne l'avait pas averti du danger qu'il courait. L'artério-sclérose n'était alors ni bien connue ni bien soignée.

La veille de la mort de mon beau-père, nous avions, lui, ma belle-mère et moi, assisté à un grand dîner donné par le préfet de la Marne. Il avait beaucoup causé à ce dîner, et comme à son ordinaire vidé ses verres sans faire attention à ce qu'on y mettait. Que de fois nous nous sommes dit que peut-être ces verres de vin pur avaient pu hâter sa fin puisqu'il était dans un état d'artério-sclérose très avancé ! Au moment où le dîner allait prendre fin, le cardinal Langénieux, qui s'y trouvait aussi, porta la santé de mon beau-père. Dans sa réponse, le général lui dit à voix haute : « Sans religion, il n'y a pas de société. » Ce furent à peu près ses dernières paroles publiques, et on les remarqua d'autant plus qu'elles furent dites à la table d'un préfet connu par ses opinions anti-religieuses.

Rentré à la maison, mon beau-père nous parla des démarches qu'on faisait auprès de lui pour le décider à accepter la candidature à la Présidence de la République, et il nous dit qu'il avait résolu d'accepter, mais sous des conditions qui pourraient faire reculer ceux qui s'étaient adressés à lui.

Il y avait à ce moment cinq jours que Gam-

betta était mort, et l'on préparait ses funérailles. Mon beau-père dit à son aide-de-camp qu'il n'irait pas aux obsèques, et il nous quitta pour aller se coucher. Quand on entra dans sa chambre le lendemain matin, il était mort, mort dans son sommeil, sans faire un mouvement. Les draps n'étaient pas même dérangés. Sur sa table de nuit on trouva la liste du premier ministère qu'il se proposait de former s'il était élu Président de la République.

Le bruit ayant couru qu'on avait assassiné mon beau-père pour l'empêcher d'arriver à la Présidence de la République, le Gouvernement ordonna de faire l'autopsie du corps, et l'autopsie démontra que la mort était naturelle.

Le frère cadet de mon beau-père vit encore. Il a quatre-vingt-quatre ans. Mon beau-père aurait quatre-vingt-sept ans s'il vivait encore, et peut-être aurait-il vécu jusqu'à présent s'il avait comme mon oncle mené la vie tranquille d'un fonctionnaire des Finances.

Nous avons tous ses papiers, sa correspondance avec Freycinet, avec Gambetta. A sa mort, un délégué du Gouvernement vint mettre les scellés à Buzancy, dans la propriété où ma belle-mère vit encore. Il y avait une armoire dans son cabinet de travail ; on supposa que là étaient ses papiers, et là on mit les scellés. Mais il n'y avait que des pots à confitures. Et quand on leva les scellés, on crut, en ne trouvant pas les papiers dans cette armoire, que le général n'avait rien gardé.

ROSEN. *Stolypine*. — 27 septembre 1913.

Il défendit la Constitution tant qu'il put la faire servir à la réalisation de ses idées ; mais il était plus autoritaire que constitutionnel, et il viola la Constitution à la première résistance sérieuse qu'il rencontra. Le mécontentement que témoigna le Conseil de l'Empire de l'attitude hautaine de Stolypine aurait facilement décidé l'Empereur à se séparer de son Premier Ministre; mais les grands-ducs, et surtout l'Impératrice mère, supplièrent l'Empereur de garder Stolypine, et le souverain céda.

MADAME CATUSSE. 1er octobre 1913.

Pierre Weber est le courriériste parlementaire du *New-York Herald* (édition de Paris). En rendant compte de la séance dans laquelle Barthou lut la déclaration ministérielle, Weber glisse cette petite phrase : « En attendant mieux, M. Barthou trahit son anxiété. »

Ces comptes rendus parlementaires ne sont sans doute pas très lus, ajouta Madame Catusse, car j'ai cité la phrase de Weber à bien des personnes, et aucune ne la connaissait. Je l'ai citée notamment chez Ribot, qu'elle fit beaucoup rire.

L' « Homme Libre ». — Un journaliste niçois généralement bien informé, qui se nomme Garibaldi, m'a dit savoir d'une source absolument

sûre que c'est Gaston Menier qui fait les frais de la campagne de Clémenceau contre Poincaré. Il ne subventionne pas *l'Homme Libre*, mais seulement Clémenceau, à qui il assure 200 francs par article, soit environ 60.000 francs par an. — Pure invention, interrompt Catusse fils. — Mais non, c'est de Garibadi que je tiens cela. — *Et naturellement* tu ne m'en as rien dit, jette le fils d'un ton aigre.

HANOTAUX. *Dîner du Ministère des Affaires étrangères.* 13 novembre 1913.

« Si j'entre dans les ambassades, je me ferai auparavant nommer député. Ce sera facile. On m'offre vingt mandats. Être ambassadeur sans être membre du Parlement, c'est comme si autrefois on avait été ambassadeur sans être de la Cour. »

Comme c'est juste !

Ce qu'il poursuit, c'est encore une Triple Entente, mais avec l'Allemagne et la Russie. He wants to drop England. — Mais ce sera l'hégémonie de l'Allemagne ? — Non, si la Russie est en tiers. C'est pour cette entente à trois que j'ai été à Kiel, ce qu'on m'a tant reproché.

« Dans un dîner à Paris en 1904, après le combat de Port-Arthur, dîner auquel assistaient le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch et [*un blanc*] j'ai prédit la défaite finale de la Russie et la Révolution. On l'a rappelé dans le *Novoïe Vremia* pendant les troubles. »

Sa Triple Entente (France, Russie, Allemagne) est aussi celle de Witte.

DOUMER. *Dîner Affaires étrangères.* — 13 novembre 1913.

Je suis président de l'Union minière du Sud de la Russie et de la Compagnie générale d'électricité. C'est tout ce que je conserve « jusqu'à ce que je prenne le pouvoir ». — Avec Millerand, avez-vous dit ? — Ce serait peut-être beaucoup, lui et moi à la fois, mais nous sommes d'accord, lui et moi. — Vous avez aussi le Crédit Français ? — Pour si peu de temps que cela ne compte plus. Je n'y reste que jusqu'à la fin de l'année courante.

HANOTAUX. *L'ascension de l'Italie.* — 13 novembre 1913.

HANOTAUX. — Elle monte rapidement, ses ambitions sont illimitées. Elle abandonne l'Adriatique à l'Autriche pour prendre la Méditerranée, et son adversaire, ce n'est pas la France, c'est l'Angleterre. C'est elle qui a empêché l'Angleterre de prendre la Sude. L'Angleterre la trouve et la trouvera de plus en plus devant elle. C'est l'Italie qui a conduit les événements.

MOI. — C'est Tittoni.

HANOTAUX. — Peut-être. Cependant l'Italie eût joué un rôle dirigeant même si elle n'avait pas eu Tittoni.

MOI. — L'Italie aurait pu aller à Constan-

tinople ; elle n'a pas eu le courage d'y aller.

Hanotaux. — A quoi bon ? Elle n'eût pu y rester, à cause de la Russie.

Moi. — Cependant on disait à Pétersbourg : « C'est la seule puissance que nous verrions sans nous y opposer aller à Constantinople parce qu'elle ne pourrait pas y rester. »

Hanotaux. — Quelle erreur ! La voilà, la faute grossière, la faute d'écolier. Si l'Italie avait été à Constantinople avec la complicité de la Russie, elle n'en serait pas sortie de sitôt.

Moi. — Elle restera à Rhodes.

Hanotaux. — Certainement.

Kleczkowski. 25 novembre 1913.

Poincaré vous reproche : 1° de ne l'avoir pas accompagné à Moscou ; 2° de ne vous être pas trouvé dans le salon de l'ambassade quand il y est venu pour le dîner que vous donniez ce soir-là ; 3° de n'avoir pu, ne connaissant aucun nom, lui présenter les personnes qui venaient à l'ambassade.

Nordhein a Madame Georges Louis. 27 novembre 1913.

C'est extraordinaire combien Poincaré a d'ennemis. Je m'en rends compte, parce que je vois beaucoup de monde et que l'on parle librement devant moi.

La popularité dont il jouit dans d'autres milieux

n'est pas moins extraordinaire. Il n'a rien fait pour la justifier as you said, et d'autre part l'opinion publique le loue de procédés qui sont au contraire très critiquables et qu'on ne supporterait pas en Allemagne si l'Empereur en pratiquait de semblables (tournées de voyage).

Vous suiviez en Europe une politique très habile. Poincaré a détruit tout cela.

PUJALET A BARGONE [CLAUDE FARRÈRE].

L'Allemagne. — 2 décembre 1913.

Le roi d'Espagne, arrivé ce matin de Vienne, a dit à Pujalet : « Votre pays a montré un remarquable sang-froid depuis le commencement de l'affaire de Saverne. C'est très bien, et il est bien à désirer que l'on continue à garder le même calme. »

Il est très clair, ajoute Pujalet, que le Roi a voulu me faire comprendre que l'on avait de mauvais desseins en Allemagne, *et qu'il ne fallait pas tomber dans le piège*,

[Mind that : l'Allemagne devait pousser l'Autriche à prendre des initiatives qui rendaient la guerre inévitable. De cette manière, l'Autriche serait forcée de prendre part à la guerre, puisque c'est elle, en apparence, qui l'aurait déchaînée. La Russie provoquée par l'Autriche marcherait, et la guerre déchaînée par l'Allemagne éclaterait [1].]

1. Entre crochets carrés dans le texte.

Il est probable que l'Autriche s'était refusée à suivre l'Allemagne dans une guerre dont le Maroc eût été le prétexte.

Rénier (de l'agence [*un blanc*] filiale d'Havas.)
3 décembre 1913.

Non, Delcassé ne recueillera pas la succession de Barthou. Isvolsky a fait trop de panslavisme, et Kokovtzoff s'est montré trop exigeant : peu s'en est fallu qu'il nous déniât le droit de prêter à d'autres pays qu'à la Russie. Il demandait qu'on tînt prêts des milliards pour l'achèvement du réseau russe. C'était beaucoup, et le ton était par moments bien impérieux. On en a assez. Et c'est pour cela qu'on n'appellera pas Delcassé, qui céderait à toutes les exigences du panslavisme. Pichon nous a dit combien il avait de peine à faire admettre par la Russie l'existence d'intérêts français en Orient.

— On a eu tort, en effet, de trop écouter Isvolsky ; mais pourquoi l'a-t-on laissé nouer toutes ces intrigues ?

— Parce que les hommes politiques sont lâches. Il n'y a pas d'autre raison.

— En tout cas, ne commettons pas la faute de marquer des défiances à l'Empereur. Il n'est pour rien dans les intrigues d'Isvolsky.

JUDET. 8 décembre 1913.

Poincaré m'avait dit à moi-même qu'en tout cas vous ne quitteriez Pétersbourg que lorsqu'Isvolsky quitterait Paris. Vous êtes parti, Isvolsky est resté. Pourquoi ?

— Parce que, dans l'intervalle, Isvolsky a su le gagner en le chargeant de la distribution des fonds mis à sa disposition par le Gouvernement russe pour agir sur la presse.

— On dit maintenant que les jours d'Isvolsky sont comptés. Il voulait aller à Londres, mais sir E. Grey a déclaré très nettement que le Gouvernement anglais ne voulait pas de lui. Il ira à Rome. C'est une sorte de disgrâce. Demidoff reviendrait à Paris comme ambassadeur. Ce changement aurait lieu au commencement de l'année prochaine.

Quand j'ai fait paraître, pendant mon congé de septembre, la série d'articles que j'avais préparée sur l'affaire balkanique, le *Gaulois* a commencé par en donner des extraits ; mais, lorsqu'il a vu que j'attaquais Isvolsky, il n'a plus reproduit aucun de mes articles. « Attaquer un ambassadeur étranger, m'a dit A. Meyer, ce serait contraire à la ligne du journal. » Et toute la presse a fait le silence.

Mais il m'est venu une approbation inattendue, celle de Gortchakoff, de l'ambassade de Russie. Il m'a fait dire par Étienne Lamy que c'était très bien, notamment ce qui vous concernait. Il

n'a fait de réserves qu'en ce qui concerne Tcharykoff, à la chute duquel, suivant lui, Isvolsky aurait été étranger.

Un peu avant de publier mes articles, j'avais été voir Pichon pour lui parler de l'affaire de Cavalla, qui préoccupait alors l'opinion parce qu'on y voyait une preuve du relâchement de l'Alliance. Il m'a lu un télégramme de Delcassé qui montrait que ces craintes n'étaient pas fondées, et nous sommes venus à parler d'Isvolsky. Je lui ai dit que j'allais attaquer l'ambassadeur ; Pichon n'en a paru ni surpris ni fâché, tout au contraire. Il s'est mis à rire, et m'a dit : « Un des hommes d'État étrangers les plus connus, mais que je ne puis vous nommer, m'a dit il y a quelques jours : « Isvolsky est l'homme le plus « dangereux de l'Europe. »

Le prince Kotchoubey a fait et signé en 1908 dans *l'Éclair* des articles très violents contre Isvolsky à propos de l'affaire bosniaque. Aujourd'hui, les deux hommes sont réconciliés, et Kotchoubey est venu me proposer de me raccommoder avec Isvolsky, peut-être à la demande de celui-ci.

Après la publication de mes articles, Deschanel m'a envoyé son chef de cabinet « pour me féliciter et me remercier ». Il m'avait dit quelque temps auparavant que vous étiez un peu parents par sa femme ; mais, quand j'avais indiqué, dans la suite de la conversation, qu'il fallait vous défendre, il avait levé les bras en signe d'impuissance !

KLECZKOWSKI. 21 décembre 1913.

Il est certain qu'on veut faire tomber Dumaine. Paléologue espérait sans doute que ce serait à son profit, mais on dit maintenant qu'il ne serait certainement pas accepté à Vienne, en sa qualité d'ex-schismatique, d'ex-roumain, etc. (Voir dans le même sens un article de Clémenceau du 22 décembre.)

---

24 décembre 1913.

Hugo Finaly à ma femme : « Vous savez que Delcassé n'a pas été reçu. C'est pour cela qu'il ne veut pas rester. — Je suis très au courant. M. Louis a vu juste ; je sais comment les événements ont justifié ses prévisions. Mais ses avertissements n'ont pas plu. Quelqu'un de très écouté par quelqu'un de très ambitieux (Isvolsky par Poincaré) a vu en M. Louis un gêneur, et l'a fait sacrifier. Toute la politique de Poincaré a été néfaste aussi bien à l'intérieur qu'à l'extérieur. Et malheureusement les conséquences n'ont pas encore toutes apparu : vous verrez tout ce qui se passera d'ici à un an ! »

CROZIER. *Société Générale.* — 24 décembre 1913.

Ses filiales à l'étranger restent-elles sous sa dépendance ? Est-elle responsable de leurs opérations ? — Non, il n'y a guère que la France qui

pourrait mériter encore le nom de filiale, et celle-là même a détendu ses liens. Comme administrateurs de la Générale, nous n'avons jamais à nous occuper de ces filiales.

— Et le Crédit Français ? Est-ce qu'il est vrai que votre Société en a pris la direction ? — Non, elle s'en est occupée au moment où [*un blanc*] y est entré, mais c'est fini maintenant. C'est Doumer qui s'occupe du Crédit Français. — Vous avez d'autres affaires en France, personnellement ? — Non, aucune. J'ai essayé de placer un brevet américain, mais ce n'est pas fait. Et à l'étranger je n'ai que la Landsbank.

MADAME RIBOT. *Paléologue.* — 25 décembre 1913.

Il a demandé aujourd'hui à mon mari de le recevoir, et Alexandre lui a fixé quatre heures. C'est la seconde fois en quelques jours. What does he want to tell him ? Don't know.

His word cannot be trusted. Once he told my husband that he had been very unjustly criticized in re Louis-Isvolsky. « Vois-tu, said Alexandre, tu as été trop amère dans tes propos. » Mais quelques jours après nous avons appris qu'une fois de plus Paléologue avait altéré la vérité.

Paléologue est fils d'un père roumain et d'une mère belge. Ses trois sœurs Dietz, [*un blanc*] et Pernolet et lui ont été baptisés dans la religion orthodoxe. Lui n'aurait été naturalisé qu'au moment de son service militaire,

MADAME COGORDAN.
Ambassade de France à Vienne. — Décembre 1913.

Suivant Madame Cogordan, Crozier aurait tout fait pour empêcher son successeur de réussir. Il aurait dit de tous côtés du mal de Dumaine et de Madame Dumaine, et leur aurait fait par tous les moyens une situation difficile. Par amitié pour lui, les Cartwright se seraient brouillés avec les nouveaux arrivants. D'où ce résultat déconcertant que ceux-ci auraient été privés de tout contact avec l'ambassade d'Angleterre.

Décembre 1913.

Madame Vallé dit à ma femme que Madame Delcassé disait : « Il y a deux victimes, mon mari et M. Louis. Ah ! quelle ambassade ! C'est horrible, c'est horrible ! »

---

2 janvier 1914.

Petit Pichon dit à ma femme que les gens bien informés assurent que Delcassé est reparti très irrité. Mais de quoi ? On ne le dit pas.

MOI. Très irrité sans doute parce qu'on ne l'a pas autorisé à tenir le langage qu'on attendait de nous à St-Pétersbourg au sujet de la nomination d'un général allemand au commandement du corps d'armée turc de Constantinople ; et

peut-être aussi à cause de la campagne qu'on a laisse engager par la presse à la suite de l'article du *Correspondant* de décembre concernant le plan de concentration turque.

HÉLY D'OISEL.

Au Siège de la Société Générale. — 5 janvier 1914.

« Je désire vous demander un avis que je n'ai encore demandé à personne et que vous êtes mieux que personne en mesure de me donner. Je n'ai sollicité mon admission dans aucun autre conseil d'administration que celui de la Banque de l'Indo-Chine. Mais il se pourrait que des offres me fussent faites de certains côtés ; serai-je entièrement libre de les accepter ?

« — Oui, votre liberté est complète. Il y a toutefois des usages dont généralement on tient compte en ces matières. S'il s'agissait d'une des grandes banques, il n'y aurait évidemment aucun doute possible. Les difficultés commencent avec les autres banques. Cependant, s'il s'agissait de l'Union parisienne, vous pourriez accepter aussi. De même encore, mais déjà avec un peu de doute, s'il s'agissait du Crédit mobilier. Enfin, on pourrait encore à la rigueur donner une réponse favorable en ce qui concerne la Banque française, l'ancienne Banque Rouvier ; mais ce serait tout, on ne pourrait pas aller plus loin. Si vous acceptiez dans des banques considérées comme étant à peine de deuxième ordre, vous vous déprécieriez, et vous vous barreriez le che-

min pour entrer ultérieurement dans d'autres grandes banques, telles que le Crédit Lyonnais et la Banque de Paris et des Pays-Bas.

« On avait voulu nous imposer Crozier à la Banque de l'Indo-Chine. C'est moi qui ai dit : « A la Banque de l'Indo-Chine, non ; mais à la « Société Générale, oui ; pour traiter avec le gou- « vernement français et avec les gouvernements « étrangers, son expérience d'ambassadeur peut « être utile à la Société Générale. » Cette nomination a été vivement critiquée à l'assemblée générale de la Société Générale. J'étais très souffrant ; je n'avais pu aller présider l'assemblée, et le vice-président a voulu emporter la nomination d'autorité, ce qui était une erreur. Il ne faut pas brusquer les actionnaires. C'est avec des égards et de la douceur qu'on arrive au but. »

Il va céder la place à Dorizon comme président du Conseil d'administration de la Société Générale.

ROUME. *Armée britannique.* — 7 janvier 1914.

Visiblement, l'Angleterre se détériore. Il y a deux ou trois ans, je me trouvais en Angleterre avec mes deux beaux-frères anglais et allemand, et nous avons été ensemble visiter un camp où étaient réunies des troupes appartenant à l'armée territoriale. Mon beau-frère anglais — un major retraité — était gêné de lire sur nos physionomies, à nous étrangers, le mauvais effet que nous produisaient ces troupes d'aspect si peu militaire

et en même temps si malingre ; car le bel Anglais, robuste et sûr de lui, que nous voyons à l'étranger, constitue une élite qui n'est guère représentée dans les troupes britanniques de seconde ligne.

— Lloyd George s'éloigne de plus en plus de l'Angleterre traditionnelle. Il a été son fidèle interprète en 1911 lorsque, d'un geste, il a averti l'Allemagne, au début de l'affaire d'Agadir, que l'Angleterre pourrait avoir son mot à dire. Mais, que ce soit à cause de ses difficultés intérieures, ou que nous devions nous en prendre à nos propres fautes, il est bien certain que le gouvernement anglais ne tiendrait plus en 1914 le langage de 1911.

GUILLEMIN. 7 janvier 1914.

Le mouvement en préparation. — Paléologue à Pétersbourg (il assure n'en pas vouloir, mais il ira), Margerie à Constantinople, Berthelot à la Direction politique. Descos vient de retourner à Belgrade, mais on dit que son remplacement (peut-être par Boppe) est très prochain ; une récente dépêche de lui a été trouvée si absurde qu'on lui a dit de ne plus compter sur aucun avancement, et que tout ce qu'il pourrait espérer serait de rester à Belgrade. Il avait écrit au Département que la composition actuelle des groupements des Puissances était contraire au bon sens et à la nature des choses, et que, devant nous attendre à la reconstitution du Dreikaiserbund, nous devrions

nous rendre compte que pour nous il n'y a d'alliance naturelle et raisonnable qu'avec l'Angleterre et l'Italie, qui partagent nos tendances juives et franc-maçonnes ! C'est cette alliance qui devrait devenir le but et la base de notre politique. — Si Descos se retire, il se jettera certainement dans le journalisme.

Guillemin souhaite Bucarest, ou Allizé.

Roumanie. — Au mois d'octobre 1912, j'étais sur le point de me rendre à mon poste, quand Paléologue me fit appeler et me demanda de profiter de mon prochain passage à Bucarest pour essayer de savoir si, comme on le croyait, il existait un traité d'alliance entre la Turquie et la Roumanie. Je répondis que la question était du ressort de Blondel, et que je ne pourrais essayer de me renseigner là-dessus que si j'en recevais l'ordre formel du ministre. Paléologue en parla à M. Poincaré, qui me fit appeler et me dit : « Je ne vous donne aucune mission, mais tout ce que vous pourrez apprendre sur l'état réel des rapports turco-roumains présentera pour nous le plus vif intérêt, et je vous serai obligé de m'en donner connaissance. »

Je partis pour Bucarest, et je fis demander une audience au Roi. Le souverain me reçut avec la même bienveillance que précédemment, et me retint deux heures. Sa conversation très intéressante me mit en mesure d'envoyer aussitôt à M. Poincaré un télégramme de mille mots. Il en résultait qu'il n'existait aucune alliance entre la Roumanie et la Turquie : en m'en donnant l'assu-

rance, le Roi avait ajouté que, quelques jours avant ma visite, le gouvernement turc lui avait envoyé un émissaire pour obtenir l'appui militaire de la Roumanie ; mais le Roi avait décliné ces ouvertures.

Dans le télégramme que j'adresai au Département, je pus répéter ce que j'avais déjà dit à M. Poincaré, que le Roi, malgré son origine allemande, était avant tout roumain, bien plus roumain qu'autrichien et même qu'allemand, quoi qu'on en dise. J'indiquai en outre que le Roi avait témoigné, dans sa conversation avec moi, de dispositions favorables envers la Russie, et qu'il m'avait dit qu'il ne pouvait oublier qu'il avait commandé en 1878 une armée de cent mille Russes. [Cette conversation a été évidemment communiquée par Poincaré à Isvolsky, et elle doit être pour quelque chose dans l'envoi à Bucarest de la mission russe chargée de remettre au Roi les insignes de feld-maréchal[1].]

J'ai revu le Roi à mes autres voyages à Bucarest. En octobre dernier, il me dit qu'il avait beaucoup regretté que l'on eût donné Kavalla aux Grecs, au lieu de le laisser aux Bulgares, ceux-ci ne pouvant pas s'en passer, tandis que les Grecs n'en avaient pas besoin, ayant déjà Salonique. « Dans l'intérêt de la paix, Kavalla aurait dû rester aux Bulgares. Soyez sûr que, pour reprendre Kavalla, les Bulgares recommenceront la guerre aussitôt qu'ils le pourront. »

Guillemin ajoute qu'en donnant Salonique aux

1. Entre crochet carrés dans le texte.

Grecs nous avions assez fait, et que c'est une grosse faute d'avoir indisposé tout le monde, et surtout l'Italie, en soutenant toutes les revendications helléniques. Guillemin va jusqu'à dire que nous aurions dû laisser l'Italie tranquille dans le Dodécanèse ; en tous cas, il fallait laisser l'Angleterre revendiquer les îles pour la Grèce. Nous avons si mal manœuvré que, bien que ce soit l'Angleterre qui la première ait déclaré nettement que l'Italie devrait évacuer les îles, c'est nous que l'Italie accuse de vouloir l'obliger à se retirer.

KURCZ. 10 janvier 1914.

On dit que le Ministère Doumergue va céder la place à un Ministère Briand.

D'après les on-dit, Paléologue ne voudrait pas être nommé à Pétersbourg. On a parlé aussi de Margerie. Baudin serait candidat.

La femme du grand-duc Michel Alex. a trente-cinq ans ; elle en est à son troisième mari : le premier était un avocat, le second un officier. Elle a divorcé des deux. Quant au grand-duc Michel, son mariage avec lui a été béni par un pope, mais il n'y a pas eu d'acte de mariage dressé. Le grand-duc et elle vivent actuellement à Londres. Il aurait été voir l'Empereur à Livadia l'automne dernier : l'Empereur ne l'a pas reçu au Palais, mais a eu une entrevue avec lui.

Au mois d'octobre dernier, Delcassé a fait demander à l'Empereur de le recevoir à Livadia.

Nicolas II a répondu que la distance de Pétersbourg était trop grande, et que, ne voulant pas lui laisser faire un voyage aussi fatigant, il le verrait à Pétersbourg à son retour.

HUGO FINALY. 10 janvier 1914.

Soixante-dix ans. Né en Hongrie. Dix ans en Égypte, vers 1865, 1870.

Thèse : Supériorité du neveu sur l'oncle. Notre erreur aurait été de ne pas voir que notre intérêt était de nous allier au neveu et non pas à l'oncle ! L'avenir est à l'Allemagne. Si un plébiscite avait lieu en Alsace-Lorraine, l'Allemagne l'emporterait certainement, au moins en Alsace. On travaille bien plus en Allemagne qu'en France ! Dès à présent, l'Allemagne est plus riche, mais elle manque de disponibilités, parce qu'elle fait fructifier ses gains en entreprises industrielles. Il viendra très vite un temps où elle aura autant de richesses que nous, et même plus : ne nous imaginons donc pas que notre prépondérance financière durera. Une autre erreur de notre politique, c'est de nous laisser entraîner par la Russie à travailler à la destruction de la Turquie, puis de l'Autriche, alors que nous n'aurions pas dû cesser de considérer le maintien de l'intégrité de ces deux pays comme un des buts primordiaux de notre politique.

X [?] 10 janvier 1914.

La Présidence Poincaré est la plus extraordinaire entreprise de publicité qui ait été organisée. Et malheureusement elle paraît presque assurée du succès, parce qu'elle trouvera tout l'argent qui lui est nécessaire, et aussi parce qu'elle est menée par deux hommes, Poincaré et Bunau Varilla, qui sont sans scrupules et qui emploieront tous les moyens.

Cela a commencé avec le voyage en Russie de juillet 1912. L'argent abonde. Il est venu de tous côtés, surtout de la haute Banque. Et la presse en reçoit en outre de Raffalovitch.

Bien des opposants de la première heure ont été conquis par Poincaré. L'un des derniers est de Selves. Lui et Poincaré sont maintenant comme les deux doigts de la main.

JUDET. *Poincaré.* — 12 janvier 1914.

Il m'a fait demander de venir le voir quelques jours après la formation du ministère actuel. Il savait que je le critiquais d'avoir formé ce ministère, et il a tenu à m'expliquer sa conduite. Il m'a laissé entendre que Doumergue était son homme, qu'il l'avait choisi afin de pouvoir sous son nom continuer à diriger la politique extérieure, et qu'il la dirigeait en effet en restant en rapports constants avec les ambassadeurs accrédités à

Paris. C'est lui en outre qui a mis Margerie auprès de Doumergue.

Judet a dit à Poincaré : « Et Isvolsky est toujours à Paris. Vous m'aviez dit cependant en juin 1912 que, si M. Louis partait, M. Isvolsky partirait aussi. » Poincaré m'a répondu d'un air de défi : « J'ai dit cela, mais les choses ont changé. Il n'est plus question du départ d'Isvolsky. Tout va bien avec lui. »

Et Poincaré a ajouté : « La Russie a un avenir immense. Sa force est en plein développement. Elle n'oubliera pas le coup que l'Allemagne vient de gagner à Constantinople. Dans deux ans, la guerre aura lieu. Tout mon effort va tendre à nous préparer. »

[Abord [?] dit ici : « A son retour d'Angleterre, le Président a réuni le Conseil supérieur de la Défense nationale, et l'un des généraux présents m'a dit : « Pour la première fois nous avons eu « devant nous quelqu'un qui donnait des ordres « et se faisait obéir. » Abord [?] ajoute : « La popularité du Président est très grande dans le peuple (quartier St-Antoine). — C'est très intéressant, dit Judet. — Mais, disent Las Cases et Querenet, nous croyons que d'une manière générale la popularité du Président est plutôt en décroissance [1]] ».

Le Président a dit aussi à Judet : « Barthou, Millerand, Étienne, comme Dumont, n'entendent rien aux finances. Barthou commençait à apprendre ; mais Millerand est très ignorant sur ces matières. Le ministère Barthou a commis bien des

1. Entre crochets carrés dans le texte.

erreurs dans les questions financières, malgré mes incessantes recommandations. »

Judet, Las Cases inclinent à croire que le ministère durera peut-être jusqu'aux élections.

NEYMARK. *La guerre.*

La guerre de 1870 a coûté 15 milliards, c'est-à dire l'équivalent d'une annuité de 450 millions à 3 °/₀ que nous payons toujours.

RIBOT. 25 janvier 1914.

I heard through Paléologue et Paul Cambon that follows. Le roi des Belges ayant été récemment à Berlin (pour le mariage de ?), le Kaiser lui a dit : « Je désire que la paix puisse être maintenue, et je continuerai à y travailler ; mais c'est une tâche de plus en plus difficile. La situation est bien mauvaise. Causez-en avec mon chef d'état-major. Il vous en dira davantage. » « Oui, a dit le chef d'état-major, la situation est mauvaise. La guerre de 1870 nous a valu quarante ans de paix. Mais ce que nous avons aujourd'hui, ce n'est pas la paix. L'incertitude est générale. C'est intolérable. On sent qu'une nouvelle guerre victorieuse est nécessaire pour nous assurer la sécurité et une vraie paix. Nous sommes prêts, et nous ferons la guerre plutôt que de supporter plus longtemps la situation qui nous est faite. »

Le roi Albert fit immédiatement rapporter ces conversations à notre ambassadeur à Berlin par le jeune Beyens.

Sans doute, remarque Ribot, toutes ces confidences n'ont été faites au roi des Belges que pour nous être rapportées. Mais il faut tout de même en tenir compte. Si l'Empereur ne veut pas la guerre, il n'en est pas moins vrai que l'opinion publique allemande est agitée, inquiète, qu'on l'a montée imprudemment, et qu'elle s'habitue à l'idée d'une nouvelle guerre. Le parti militaire est très fort, et la faveur que le Kronprinz rencontre auprès de lui préoccupe l'Empereur. Chez nous l'Empereur ne voulait pas la guerre, et cependant il l'a faite en 1870, poussé lui aussi par le parti dynastique. Il ne faut donc pas être trop optimiste.

Et nous avons bien des motifs de préoccupations. Il semble bien que notre ministère de la Guerre n'est pas prêt. Étienne s'est montré très inférieur à sa tâche. C'est un homme usé.

— Comment le Président a-t-il eu la faiblesse de lui confier le ministère de la Guerre ? — Étienne a été un de ses électeurs au Congrès de Versailles. Ce titre là suffisait.

— Do you believe that Poincaré will remain in office ? — Pendant la dernière crise ministérielle, he said to me that (que) whatever might happen he would not play the Casimir Périer ; et trois jours après he said on the contrary that he would retire si on l'empêchait de remplir ses fonctions. Il n'est pas assez courageux pour se mettre franchement en opposition vis-à-vis du parti radical

unifié. Le parti radical unifié, qui a pour chef Caillaux, gagne des voix. Briand en perd. Quant au troisième parti qui se forme actuellement, il est beaucoup moins nombreux que les deux autres ; c'est Thomson qui le mène.

La presse, les journalistes ; Calmette, Hébrard, Stéphane Lauzanne, Hédeman.

Comment a-t-il pu discipliner ainsi la presse et la maintenir unanime sous sa direction ? — Par les remises des grands établissements financiers sur les émissions. — Et Isvolsky ? N'aurait-il pas consenti à laisser à Poincaré la distribution des fonds spéciaux que son gouvernement lui a alloués, fin 1912 ?

Son élection à Boulogne, puis scrutin de liste, puis St-Omer.

La question des crédits (pour la création des nouveaux ministères) soulevée par lui ébranla Gambetta. Il avait avec lui de très bons rapports, le connaissait depuis 1869. Dès cette époque Gambetta disait : « Je ne voudrais pas diminuer d'un sous-officier la force de l'armée française. » Il savait combien l'armée allemande était forte.

Jacques Bardoux !!! a dit à Ribot qu'il avait été prié par Millerand de venir chaque matin lui donner une leçon de politique étrangère !

Ribot a dit à Poincaré : « Si j'acceptais de former un cabinet, je ne pourrais donner la Guerre à Millerand. La Chambre lui est trop hostile. » Trois jours après Millerand venait lui faire visite

et lui disait : « J'ai vu avant-hier le Président... [1] »

20 février 1914 [2].

Millerand ne s'est pas contenté de cette démarche. Madame Ribot me raconte qu'à la suite de ses discours contre Caillaux son mari a reçu une lettre de Millerand. Et quelle lettre ! [Elle dit ces mots du ton dont elle dirait : Et dans cette lettre que de compliments ! que de flatteries [3] !] Et en outre j'ai reçu ces jours derniers la visite de Madame Doumer !

Évidemment, l'Élysée fait faire par ses amis le siège de Ribot. [Je suis d'accord avec Millerand, me disait Doumer il y a trois mois [4].]

Boni [de Castellane]. 3 février 1914.

J'ai dit ce soir à Margerie qu'il devrait se défier de Berthelot. Celui-ci au fond lui est hostile, et le mine sous main, d'accord avec Clémenceau. Mais Margerie ne veut pas le croire.

Croiriez-vous que Dumaine, depuis deux ans qu'il est à Vienne, n'a vu l'Archiduc héritier que tout récemment ? Et, s'il l'a enfin vu, j'y suis pour quelque chose.

1. Ces points de suspension sont dans le texte.
2. Note ajoutée postérieurement comme le prouve la différence des encres.
3. Entre crochets carrés dans le texte.
4. *Idem.*

Pourquoi le Tzar a-t-il donné le St-André à Delcassé ? — Il avait tout le reste. — C'est étrange cependant. — On pense qu'il deviendra président du Conseil, et on veut se l'attacher, — Pour en faire l'instrument du Panslavisme. D'ailleurs, Bunau-Varilla dit que Delcassé redeviendra peut-être ministre des Affaires étrangères, mais qu'il ne sera jamais président du Conseil. — Pourquoi le *Matin* le soutient-il avec tant d'ardeur, alors ? — Parce qu'il est payé pour cela par Isvolsky. Poincaré m'a dit avant d'aller en Russie tout ce qu'on peut dire contre un homme : que c'était un traître, à la solde de Tittoni, qu'il en avait la preuve ; que la politique d'Isvolsky était une politique personnelle, nullement en harmonie avec les instructions de son gouvernement ; que c'était l'ambassadeur le plus dangereux. Et c'est avec Isvolsky qu'il a été en Russie ; et il ne voit aujourd'hui que par ses yeux !

Le Corps diplomatique accrédité à Paris est bien dangereux. Tittoni, Isvolsky, Sceczen, l'auteur du veto, plus allemand que Schoen !

Quand Vanutelli est venu l'année dernière, j'ai offert à Pichon de le faire se rencontrer avec lui chez moi. C'eût été d'autant plus utile qu'à ce moment le Pape était fort malade, et qu'on envisageait déjà les probabilités d'un très prochain conclave. Pichon comprit que ce serait utile, et il inclinait à accepter, mais il me dit : « Voyez le Président de la République. » Poincaré me dit : « Pour le conclave ? Nous sommes prêts. Nous avons déjà notre candidat. — Rampolla (qui vivait encore à cette époque) ? » Rampolla

s'était montré si favorable à la France qu'il me semblait évident que nous ne pouvions pas avoir un autre candidat. Poincaré me répondit : « Non, notre candidat c'est le cardinal Ferrata. — Ferrata ? mais il n'est pas pour nous. — Peu importe ! nous le tenons. Il y a ici un dossier contre lui (affaire de mœurs) ! — Votre dossier sera inefficace. » Et j'ai répondu à tout hasard : « Il y en a un aussi à Rome. »

Il n'y a que Paléologue qui ait pu suggérer une si folle politique.

Escoffier a Madame Georges Louis. 6 février 1914.

Banque de l'Indo-Chine. — Très solide, très bien posée, mais les allocations des membres du Conseil d'administration tendront à diminuer plutôt qu'à augmenter, la nouvelle Banque de Chine dont André Berthelot est l'âme faisant déjà à la Banque de l'Indo-Chine une concurrence qui deviendra très dangereuse. La Banque de l'Indo-Chine gardera les affaires de l'Indo-Chine proprement dites, mais ces affaires ne sont pas susceptibles du même développement que celles de la Chine.

Cependant Escoffier voudrait être l'un des deux représentants du Crédit Lyonnais à la Banque de l'Indo-Chine.

Ministère. — Aujourd'hui en Bourse on escomptait la chute du ministère. On disait que Delcassé

prendrait la présidence du Conseil et le ministère des Affaires étrangères, Briand l'Intérieur, Barthou l'Instruction publique, et Millerand la Guerre.

MADAME CATUSSE A MADAME GEORGES LOUIS.

A propos de l'échec de Bourgeois à l'Académie. — 19 février 1914.

On raconte que, s'il ne s'est pas trouvé de majorité pour élire Bourgeois, c'est que dans le camp des opposants on a dit : « Il est visible que Bourgeois n'a plus beaucoup de temps à vivre. Si nous le nommons, il faut que le bureau de l'Académie s'attende à aller bientôt à ses obsèques, et il vaudrait bien mieux que l'Académie ne mît pas son bureau dans la nécessité d'aller à des obsèques qui seront certainement civiles. » Cette rosserie a pu suffire pour enlever à Bourgeois les trois ou quatre voix qui lui ont manqué.

ABBÉ THIBAUD. *Situation intérieure en Russie.* — 20 février 1914.

Oui, je crois à une agitation profonde. Elle était très forte l'été dernier. Il y a une accalmie depuis que l'affaire Beylis a été réglée par un moyen terme, les Juifs ayant fait cesser les grèves qu'ils suscitaient de tous côtés comme une menace. Mais cela recommencera. Quand l'été dernier j'ai été au Caucase, j'ai lié conversation

avec un remarquable officier, colonel, chargé de missions importantes. Il ne m'a pas caché qu'à son avis on allait à une nouvelle révolution, et que c'était nécessaire. Les dames qui étaient avec lui parlèrent dans le même sens et avec moins de réserve encore. A l'autre extrémité de l'opinion, « les Cent-Noirs » s'agitent aussi ; mais le bruit qu'ils font fait illusion sur leur nombre ; ils sont beaucoup moins nombreux qu'on ne le croit.

Tout le monde est convaincu — et à la Cour plus qu'ailleurs — que, le jour où une guerre éclatera, la révolution intérieure recommencera, plus violente encore, plus décisive que pendant la guerre japonaise.

L'Impératrice mère est l'âme des Cent-Noirs. Elle les soutient très efficacement, son fils continuant à obéir à son influence. Suivant l'abbé Thibaud, ce serait elle aussi qui inspirerait le moine sibérien [1] ? Il peut voir les dames de la Cour pendant leur bain pour leur donner de l'humilité. Quand, à la fin de la journée, les grandes-duchesses viennent lui demander sa bénédiction : « Allez vous coucher ; j'irai vous la donner quand vous serez dans vos lits. » De telles histoires plus ou moins absurdes se colportent.

Le gouvernement, dit-on partout, irrite par d'incessantes persécutions tout ce qui n'est pas Russe : Finlandais, Polonais, Juifs, etc. Et c'est l'exaspération ainsi créée qui fomente la révolution.

1. Raspoutine.

MADAME RIBOT. 20 février 1914.

Ses conversations about me avec la comtesse Gyldentolpe : Je ne devrais pas dire cela, mais on a mal agi envers M. Louis. Vilaines intrigues.

Le jour où vous avez rencontré Paléologue chez moi, vous avez été parfait. Il est devenu blême quand il vous a vu sortir sans que vous lui donniez la main. Ce n'était pas moi qu'il venait voir ce jour-là, c'était my husband. Il venait annoncer his appointment.

Vous rappelez-vous l'article publié ce même jour par Clémenceau ? Il critiquait le Président du Conseil d'avoir pris comme chef de cabinet le fils du recteur d'une faculté catholique, et il disait qu'on avait nommé Paléologue à Pétersbourg parce qu'on n'avait pas voulu de lui à Vienne. — Est-ce vrai cela, que Paléologue a été refusé à Vienne ? — On me l'a dit de tant de côtés différents que je le crois. On a dit à Vienne qu'on ne voulait pas d'un Roumain.

PIERRE LOUYS. 21 février 1914.

Last night at Gregh sprach Klotz.

Quels ministres des Affaires étrangères nous avons eus en 1911 ! Le premier si ridicule, le second si insuffisant ! Le premier (c'est Cruppi) ne savait rien et le disait sans cesse. A chaque question un peu délicate dont il avait à entretenir le Président du Conseil ou le Conseil lui-

même, c'était toujours la même phrase : « Vous connaissez mon dévouement, je ferai ce que vous déciderez. Je m'en rapporte à votre jugement. »

Ce qui explique l'affaire d'Agadir, c'est bien moins les convoitises de l'Allemagne sur la Sangha ou sur d'autres territoires, que l'impatience causée à Berlin par nos continuels manquements de cette année 1911 aux engagements que nous avions pris.

DUPEYRAT. *About Paléologue, Margerie.* — 5 mars 1914.

So long Paléologue was Directeur politique, I was in fact independant. The ministers Poincaré, Jonnart, Pichon let me come, and talked about Maroccan affairs not with Paléologue but with me. I was very grateful to Paléologue ; but Margerie was angry at me because I ignored him, and now he elbow me out.

Before two years have elapsed, J. Dupuy will be minister of Foreign affairs, and I shall come back as director of his cabinet.

KLECZKOWSKI. 29 mars 1914.

Kaiser. — A sa première visite à M. Fallières, Édouard VII lui a dit : « Il n'y a pas à s'inquiéter sur ce que pourra faire Guillaume. C'est un [*un blanc*] et un capon. »

Il faut dire cependant que ce n'est pas être un

capon que d'éviter la guerre quand elle n'est pas nécessaire. Et pourquoi Guillaume l'eût-il faite par exemple en juin 1905, puisqu'on a pu dire avec raison qu'en juin 1905 il n'y avait pas eu de guerre, mais qu'il y avait eu un vaincu ?

Paléologue. — Ses beaux-frères racontent que l'Empereur lui a fait un accueil particulièrement satisfaisant, et qu'il lui avait dit que l'Alliance était plus forte que jamais, et que la France pouvait compter sur lui comme il comptait sur elle.

FONTARCE. 2 mai 1914.

On a dit au Ministère qu'il n'a pas réussi, et qu'il ne pourra pas rester longtemps. Il n'a pas la mentalité française. Il s'agite, met le Président en avant à tort et à travers. C'est lui qui a lancé si inopportunément le bruit de la transformation de la Triple Entente en Triple Alliance [1].

LY [?]. *Poincaré.* — 8 avril 1914.

Il reçoit *tous les jours* Julia, qui est au *Temps* actuellement et qui précédemment dirigeait l'*Opinion*, journal fondé par Poincaré et dont les bureaux sont 4, rue Chauveau-Lagarde. Je le tiens de Julia lui-même.

1. Note ajoutée ici postérieurement, comme le prouve la différence des encres.

Quant à Calmette, Poincaré le recevait aussi très fréquemment.

KLECZKOWSKI. *Sur Poincaré.* — 3 mai 1914.

Kleczkowski était à l'Élysée à la réception qui a suivi le dîner offert aux souverains anglais. Hanotaux lui a parlé de Poincaré en homme qui le juge bien. Il sait que, comme le disent ses cousins les Lucien, Poincaré est un faible. (Poincaré, dit Kleczkowski, fait inlassablement des discours, des discours de bon élève dans lesquels il n'y a rien. On attend toujours qu'il dise quelque chose, mais toujours l'attente est déçue). Hanotaux a ajouté qu'on savait que « l'attaque contre Poincaré commencerait bientôt, et que ce ne serait pas seulement Clémenceau qui la mènerait. L'attaque viendrait de deux côtés. — Mais qui serait l'autre assaillant ? — Hanotaux a nommé Delcassé, et un autre que j'oublie. »

LANDY A Mme GEORGES LOUIS. 11 mai 1914.

Je connais le plan de campagne qui a été préparé, mais je ne puis le révéler. Tout ce que je puis vous dire, c'est qu'on n'attaquera pas directement ; on agira sur les côtés, de manière à lui couper la retraite et à rendre sa capitulation inévitable.

MADAME J. DE MONTEBELLO.

Les Phares ottomans et les Quais de Constantinople. — 13 mai 1914.

L'affaire des Phares ottomans, c'est mon beau-père qui en a eu l'initiative. Un capitaine au long cours, Michel, lui avait donné les premiers renseignements nécessaires. Il étudia la question, se documenta plus complètement auprès d'un officier supérieur de notre marine.

Aujourd'hui c'est mon neveu, comte Hubert Michel de Pierredon, qui est administrateur général des Phares ottomans, et lui et son frère aîné, comte Thierry Michel de Pierredon, sont propriétaires du lot d'actions des Quais de Constantinople qui appartenait à leur grand-père Michel.

Hubert a la procuration de Thierry, dont il est très jaloux. Il désire l'emporter sur lui, et, si Thierry était décoré avant son frère puîné, ce dernier en serait outré. C'est Thierry qui avait donné il y a quelques années pour le consulat français de Jérusalem les 250.000 francs qu'Hamon a omis de verser au Trésor.

L'agent allemand à Bâle chargé de poursuivre l'achat des actions Michel s'est adressé à Hubert avec les pleins pouvoirs de sa Banque pour traiter. Il offre deux ou trois millions de plus que la Banque ottomane.

JUDET. *Poincaré.* — 18 mai 1914.

Il compte sur les complications extérieures pour se maintenir au pouvoir, et il croit qu'elles pourraient aller jusqu'à la guerre. Il s'est laissé persuader que la paix ne pouvait être maintenue que deux ans, que la Russie n'attendrait pas plus longtemps, et il se tient prêt à profiter des événements. C'est pour cela, m'a-t-il dit lui-même, qu'il a offert la présidence du Conseil à Doumergue. L'ignorance de celui-ci, sa complète inexpérience en matière d'affaires extérieures donneraient à Poincaré la certitude que rien ne serait fait sans la participation du Président.

COMTESSE J. DE MONTEBELLO.

Poincaré. — 24 mai 1914.

Son élection a été l'œuvre des académiciens : de Mun et Denys Cochin. Engouement inexplicable, extraordinaire, fou. Qui nous délivrera de la politique des académiciens ? Il n'y en a pas de pire ; mais celle des avocats ne vaut pas mieux.

Je me suis mise en travers autant que j'ai pu. En décembre, j'ai été à Bruxelles pour demander au Prince de déconseiller à ses fidèles de voter pour Poincaré. Je l'ai convaincu, et il a envoyé un de ses (secrétaires ? officiers ?) pour recommander de voter blanc ou pour Deschanel.

En 1912 également j'ai vu à Rome le cardinal Rampolla. Il savait quelles sympathies ardentes

Poincaré s'était acquises à l'Académie et dans les milieux mondains, et il les trouvait déraisonnables. Il prévoyait des déceptions.

VICTOR BÉRARD. 30 mai 1914.

Élection Poincaré. — Il a été en Russie pour se faire consacrer.

Quelle erreur, cette élection ! Clémenceau écrivait ce matin dans son journal que c'était la cause de la confusion actuelle : rien n'est plus vrai.

Mais, si Poincaré a été élu, c'est la faute de Clémenceau. On avait été lui demander, avant l'élection, de convenir que, si au premier tour ni Pams ni Poincaré n'avaient de majorité absolue, le parti républicain ferait retirer ces deux candidatures et concentrerait ses voix sur Delcassé. Mais Clémenceau refusa de s'engager, et dit qu'on verrait le moment venu ce qu'il y aurait à faire. Comme on insistait, il éclata : « Foutez-moi la paix ! » C'est ce qui fit l'élection de Poincaré. Jusqu'au dernier moment cependant Delcassé espéra : il emporta à Versailles des bulletins de vote à son nom !

Pams eut été d'ailleurs été un bon président, très acceptable.

Pams se serait retiré facilement devant Delcassé. Ils sont du même département.

Clémenceau a eu tort, même à son point de vue, de refuser l'accord. Delcassé l'aurait forcément pris pour président du Conseil.

Maintenant d'ailleurs, les jours de Poincaré sont comptés. La situation actuelle conduira nécessairement à une crise présidentielle. Quand? Metternich dit avec raison qu'il est plus facile de prédire les tempêtes que les coups de vent.

Les femmes d'existence irrégulière, se donnant un appui mutuel, ont travaillé au succès de Poincaré. C'est Hervieu qui a fait, à l'instigation de M[me] de X., l'élection de Poincaré à l'Académie : Hervieu seul.

Le Parti colonial. — On ne sait pas combien grande est son influence. Ses chefs s'arrangent toujours de manière à ce que son influence reste prédominante. Ils se partagent les rôles : Étienne est avec la Fédération des gauches, Thomson est avec Clémenceau. Étienne est proportionnaliste, Thomson est arrondissementier. Peu leur importe qui l'emportera, puisque le parti est toujours sûr d'avoir les faveurs du vainqueur.

Le parti, c'est 40 voix. Il a réussi à entraîner la France à Fez en 1911. L'expédition a été décidée dans un déjeuner auquel assistaient Cruppi, Berteaux, Étienne et (deux autres). Berteaux a cédé aux instances d'Étienne parce qu'il était candidat à la présidence de la République et qu'il avait besoin des 40 voix du parti colonial. Vous verrez que le parti réussira également à entraîner la France en Syrie : Poincaré et Pichon marcheront.

His friends : Delcassé, général Toutée. — Lyautey ! Il ne demande qu'à quitter le Maroc,

parce qu'il partirait sur un succès, Taza ; parce que, s'il restait, il aurait à surmonter les plus graves difficultés financières, sans parler des autres ; parce qu'il a son discours à faire à l'Académie ; et enfin parce qu'il aura la compensation qu'il souhaite : l'ambassade de Madrid.

BIHOURD. *L'Empereur d'Allemagne.* — 3 juin 1914.

Bihourd croit la guerre inévitable et la craint prochaine. Cependant il reconnaît qu'il y a une raison très forte, dit-il, mais unique, de croire que l'Allemagne ne fera pas la guerre : c'est qu'elle n'a pas intérêt à la faire, puisque le temps travaille pour les Allemands, leur nombre et leur richesse s'accroissant si rapidement que dans un court délai la France ne pourra plus accepter la lutte. Mais à cela on peut répondre, ajoute Bihourd, que la population et la puissance matérielle de la Russie s'accroissent plus vite encore que celle de l'Allemagne.

Et puis l'Empereur est superstitieux. Sa sœur, la princesse de Saxe-Meiningen, raconte que, d'après une ancienne prédiction portant sur toute une série d'événements qui jusqu'à présent se sont toujours réalisés, c'est sur un champ de bataille que la dynastie des Hohenzollern perdra la couronne, et Guillaume II a été frappé de cette prophétie. (C'est à Madame Louis Stern, née Ernesta de Hierschel, que la princesse a fait cette confidence dans une de ses visites au Cap Martin ;

elle lui a dit aussi que ses neveux, les fils de l'Empereur, n'étaient pas intelligents ; elle ne fait exception que pour un d'entre eux, Frédéric-Guillaume.)

GAUVAIN. *Isvolsky.* — 6 juin 1914.

Il m'a fait dire qu'il s'étonnait du ton de mes articles. Je lui ai demandé de me recevoir, et nous avons eu une longue conversation. Je lui ai fait remarquer que les *Débats* avaient toujours soutenu l'alliance russe. C'est vrai, a-t-il répondu, mais c'est de l'attitude du journal à mon égard que je me plains. Il se rappelait toutes les attaques, si on peut employer ce mot ; en réalité, je ne l'ai jamais attaqué personnellement, à peine critiqué, et il est bien rare que j'aie procédé par critiques directes : tout au plus des réserves ou des allusions ; un jour j'ai parlé d'intrigues, une autre fois de manigances d'ambassadeurs, et il s'est reconnu avec Tittoni. Il m'a dit que je l'avais attaqué au sujet du rappel de M. G. Louis ; mais, a-t-il ajouté, je ne suis pour rien dans ce rappel, et, quand j'étais ministre des Affaires étrangères, j'étais dans les meilleurs termes avec M. G. Louis.

— Cette dernière affirmation, ai-je répondu, est exacte ; mais, ce qui ne l'est pas, c'est de dire qu'il n'a été pour rien dans mon rappel. Il y a été au contraire pour beaucoup, parce qu'il m'en voulait d'avoir contrecarré son action dans l'affaire balkanique. Il est en partie cause de

l'affaire tripolitaine et des guerres balkaniques. Vous vous en étiez rendu compte puisque, dans plusieurs de vos articles de ce temps, vous avez parlé des « puissances complices ou consentantes », et il était clair pour les initiés que c'était à la Russie et à l'Italie que vous faisiez allusion. Mais, dans la réalité, ce n'était pas tant le gouvernement russe que M. Isvolsky personnellement qui a déclanché ces événements. Et certes c'était là une politique contraire à nos intérêts. C'est encore Isvolsky qui agissait quand Poincaré a commis à son instigation la faute de demander à l'Autriche d'adhérer à une formule de désintéressement. Poincaré s'est fait ainsi l'instrument des rancunes d'Isvolsky contre l'Autriche.

Paléologue. — 6 juin 1914.

Hier paraissait dans le *Matin* un télégramme de Pétersbourg parlant de Paléologue comme ayant continué d'une manière remarquable la politique de Delcassé, et le correspondant du journal insistait sur le tort que ferait à l'Alliance l'abandon par la France du service de trois ans. Aujourd'hui, *Paris-Midi* annonce que, dès son arrivée à Paris, Paléologue s'est rendu chez Viviani, et lui a déclaré « que, si la moindre atteinte était portée à la loi militaire, il se verrait obligé de remettre séance tenante sa démission ».

C'est découvrir le gouvernement russe et faire croire qu'il veut exercer une pression sur les

décisions de la Chambre. Tout porte à croire que c'est Poincaré et Paléologue qui ont provoqué la campagne des journaux russes en ce sens. C'est un bien dangereux précédent.

HERBETTE. 7 juin 1914.

Ce qui expliquerait l'incartade de Paléologue, c'est que Delcassé a négocié dans les derniers mois de son ambassade un article additionnel à la convention d'alliance, aux termes duquel le gouvernement français s'est engagé à maintenir sous les drapeaux, même en temps de paix, l'effectif que lui donne la loi de trois ans. Ce serait manquer à cet engagement que de revenir au service de deux ans. En échange, le gouvernement russe a de son côté pris des engagements destinés à rendre plus efficace le concours militaire qu'il doit nous donner.

— S'il en est ainsi, on comprend que Viviani déclare qu'il n'est pas libre. Mais Poincaré et le gouvernement des derniers mois de 1913 ont eu tort de consolider la loi de trois ans sous forme de convention militaire. Cette loi était trop violemment attaquée pour que le gouvernement français puisse donner l'assurance qu'il ne consentirait à aucune réduction du service militaire.

— Ce serait Poincaré qui aurait inspiré les démarches de Paléologue.

Allemagne. — On attribue aux radicaux l'in-

tention de remplacer à Berlin Jules Cambon par Lutaud, qui serait chargé de faire la politique de rapprochement que souhaite M. Caillaux.

RIBOT. 7 juin 1914.

Vous avez raison : le langage de Paléologue est indéfendable. C'est aussi l'avis de Paul Cambon qui est venu me voir ce matin.

— Vous avez été appelé par le Président de la République au commencement de la crise ? — Aujourd'hui seulement. Adolphe Pichon est venu me demander d'aller à trois heures et demie à l'Élysée. La semaine dernière, j'ai reçu la visite de Viviani, mais je n'ai pas vu Poincaré. Adolphe Pichon m'a dit que le Président avait fait appeler ce matin Peytral, mais que celui-ci avait refusé de se charger de former le ministère, et m'avait désigné à son choix. J'ai répondu qu'il fallait un président du Conseil radical, et que j'accepterais de prendre un portefeuille dans un ministère formé par Peytral. — Peytral reprendrait les Finances ? — Il n'en serait pas capable. Il est vieilli, fatigué, et il s'est tenu si à l'écart depuis quinze ans qu'on ne le connaît plus. — Et Clémentel ? — Il n'en peut être question pour la présidence du Conseil.

Kleczkowski. *La conférence de V. Bérard.* — 7 juin 1914.

Lasteyrie y assistait. On a pensé, m'a t-il dit, que c'était une indisposition diplomatique qui vous avait empêché de présider la conférence. Bérard a été très brillant, mais il a un peu trop critiqué notre corps diplomatique actuel, où, suivant lui, il y aurait plus d'hommes d'affaires que de diplomates. Il a conté beaucoup d'anecdotes amusantes qu'un président diplomate n'aurait peut-être pas pu laisser passer sans faire quelques réserves.

Dupeyrat. 8 juin 1914.

Il y assistait. Première partie bonne ; deuxième remplie d'attaques contre notre corps diplomatique, etc.

Kleczkowski.

Après votre départ, hier, d'Eichthal est venu chez Madame Ribot. Il a dit que la deuxième partie ne pourrait pas être publiée telle quelle ; qu'il y avait des jugements plus que contestables : la loi de trois ans est venue de Casablanca ; attendons-nous à voir sortir du Congo une loi de quatre ans ; etc.

X[?]. *Le nouveau Ministère.* — 10 juin 1914.

D'après mes renseignements, la lutte va entrer dans une phase décisive. On est certain que, dans la séance d'après-demain, les 100 socialistes unifiés, les 180 radicaux unifiés et les 20 socialistes indépendants feront bloc contre le cabinet Ribot. Si tous ne votent pas contre, il est sûr en tout cas qu'aucun député du Bloc ne votera pour le cabinet : ceux qui ne voteront pas contre s'abstiendront. On peut donc dire avec certitude que, si le ministère n'est pas mis en minorité, il ne triomphera qu'avec le concours des droites. Or deux des nouveaux ministres [Dessoye et Dariac ?? [1]] se sont engagés par écrit à démissionner si le ministère n'a pas une majorité composée uniquement de membres de la gauche. C'est donc avec une quasi certitude une nouvelle crise dans deux ou trois jours. Et alors il faudra bien que Poincaré s'en aille. S'il s'y refuse, ce qui est probable, il n'aura d'autre ressource que de former un cabinet de droite, et de dissoudre la Chambre. — Mais il faudrait le consentement du Sénat. L'aurait-il ?

Géo Gérald. 10 juin 1914.

Même exposé en ce qui concerne le vote qui aura lieu à la fin de la séance d'après-demain. Interrogé au sujet de l'éventualité d'une dissolu-

1. Entre crochets carrés dans le texte.

tion. Gérald dit qu'elle est bien improbable. Le Sénat ne la voterait pas.

Il ajoute qu'il a prévenu aujourd'hui Ribot par lettre qu'il compte intervenir dans le débat d'après-demain et demander au gouvernement quelle mesure il compte prendre contre Paléologue en raison du langage que celui-ci a tenu contre la loi de deux ans. Gérald a ajouté que son vote dépendrait de la réponse qui serait faite à sa question. Il considère qu'on ne peut souffrir que des fonctionnaires prennent impunément une telle attitude d'insubordination. Il me cite à l'appui de son sentiment l'article publié ce matin par Clémenceau dans son journal. I answer que Clémenceau a raison en ce qui concerne Paléologue, mais qu'il est beaucoup trop rigoureux contre Joffre, qui a démenti immédiatement ce qu'il y avait de critiquable dans les propos qu'il lui attribuait. Et d'ailleurs Joffre défendait son œuvre : c'était en réalité son affaire, tandis que Paléologue n'avait rien à dire sur un tel sujet, au moins en public, et il devait surtout s'abstenir de paraître parler au nom d'un gouvernement étranger, fût-ce le gouvernement allié. C'était d'une maladresse insigne de faire croire que la Russie intervenait dans nos affaires intérieures, et de jeter dans un débat d'une telle violence l'alliance russe.

Géo Gérald me dit que son intention serait de s'abstenir dans le vote d'après-demain. Quant aux conséquences d'un vote hostile au cabinet Ribot, elles peuvent être très graves ; mais Gérald croit que Poincaré cèdera, « et, si le Président

démissionne, son successeur est tout trouvé. Ce sera certainement Deschanel, car tout le monde reconnaît aujourd'hui que c'est lui qu'on aurait dû nommer l'année dernière. »

Voilà ce qui explique l'attitude de Géo Gérald dans les conjonctures actuelles. Cet intime de Deschanel pousse aux extrémités parce qu'il ne doute pas que la chute de Poincaré serait immédiatement suivie de l'avènement de Deschanel.

Et c'est peut-être pour cela aussi que Ribot a accepté le pouvoir avec le concours de Bourgeois et de Delcassé : c'est que tous les trois, voyant par les 411 voix données au nouveau président de la Chambre que Deschanel a le vent en poupe, veulent retarder la chute de Poincaré, afin de renvoyer l'élection présidentielle à un moment moins favorable pour Deschanel.

MARQUISE DE DION. *Poincaré.* — 10 juin 1914.

Tout le monde, à droite surtout, est contre lui. Personne ne le défendra.

HOMBERG. *Société Générale.* — 10 juin 1914.

C'est lui qui est venu me parler à Pétersbourg d'un projet de banque agricole auquel s'intéressait Krivochéïne, mais que Kokovtzoff combattait. Aujourd'hui, il est directeur de la Société Géné-

rale, et « cela vaut mieux ». He is a little dark man, with a beard half and half.

Il me dit que c'est la bande noire qui a mené l'attaque contre la Société Générale. Il y avait trois foyers : « le cercle Volney, le Comité Mascuraud, et les abattoirs de la Villette. Mais les répandeurs de mauvais bruits ne sont pas faciles à pincer. Et il faut, pour qu'on les poursuive, pouvoir prouver que ce sont eux qui ont fait baisser les cours ; il est bien rare que celui qui a vendu des titres, retiré des dépôts vienne dire : « Je l'ai fait parce qu'un tel m'y a poussé dans le but de nuire à telle ou telle institution de crédit. »

Il s'est décidé à aller trouver Doumergue dimanche matin, et c'est dans le long entretien qu'il a eu avec le président du Conseil démissionnaire, de dix heures et demie à une heure et auquel ont pris part René Renoult, Pallain et Privat-Deschanel, qu'ont été arrêtés les termes de la lettre du Gouverneur de la Banque qui a rassuré l'opinion.

Mme de Montebello. *Affaire des Quais.* — 11 juin 1914.

D'après H. de Pierredon, le gouvernement français n'aurait rien fait pour obtenir du gouvernement turc la prolongation de la concession des phares. La Société aurait dès lors été obligée de faire elle-même le nécessaire. Elle a commencé par consentir un emprunt au gouvernement turc ; mais elle eut le tort de se contenter d'une simple promesse en ce qui concerne le renou-

vellement de sa concession, et, lorsque le gouvernement turc eut reçu l'argent de l'emprunt, il tergiversa à son habitude, et opposa des réponses dilatoires à la demande de la Société. M. de Vauréal (administrateur général des Phares ottomans) s'adressa alors à l'ambassade d'Allemagne, et celle-ci s'engagea à faire donner satisfaction immédiate à la Société, à la condition que M. de Vauréal s'engagerait à donner à l'industrie allemande 20 °/₀ des commandes de la Société. Un accord se fit sur cette base, et quatre jours après le gouvernement turc accordait à la Société le renouvellement de sa concession.

Mme de Montebello rappelle que ce n'est pas le premier exemple d'une entente entre Français et l'ambassade d'Allemagne à Constantinople. En réalité, c'est à l'Allemagne que M. de Vandœuvre a cédé les chemins de fer de [*un blanc*].

Les précédents avaient préparé MM. de Pierredon à écouter les propositions allemandes pour les quais. Les deux frères en ont reçu. A l'aîné, des Allemands ont offert d'acheter ses actions 600 francs (c'est-à-dire une somme plus élevée (?) que celle qu'offre la Banque ottomane). Au plus jeune, des offres encore supérieures ont été faites, et elles viennent de lui être renouvelées par un télégramme daté de Bâle et dont l'expéditeur est « le chef de l'espionnage allemand » dans cette ville.

H. de Pierredon a promis à sa tante de ne pas donner de réponse avant le 1er juillet.

20 juin 1914.

En tout cas, il ne traitera pas avec les Allemands. Sa tante a sa promesse. Il acceptera le 1er juillet les 600 offerts par la Banque ottomane, au lieu des 750 offerts par les Allemands de Bâle, soit 1.500.000 de perte.

BETHENOD. *Sur la situation* — 11 juin 1914.

Brice vient de lui dire qu'il croit que le ministère Ribot franchira l'épreuve de demain, et qu'il aura une majorité suffisante.

C'est bien douteux, mais personne ne peut prédire avec certitude le résultat de la séance.

La question financière exige toute attention. Cependant il n'est pas absolument indispensable que l'emprunt soit émis avant le mois de novembre. En tout cas on ne peut penser à une émission après juillet : toute la clientèle part. Pour se procurer l'argent nécessaire, on pourrait, à la rigueur, se borner à émettre les emprunts que projettent la Ville de Paris et l'Ouest-État. Ils sont moins gros, et, la Ville de Paris n'ayant pas un besoin immédiat des sommes qu'elle va emprunter, l'État pourrait les utiliser provisoirement pour sa trésorerie.

Nous sommes d'avis que le gros emprunt d'État devra être émis par tranches successives ; la première ne devrait pas être supérieure à 7 ou 800 millions.

Dimanche, après la conférence qui a eu lieu chez M. Doumergue, le ministre des Finances, Renoult, nous a réunis, Rostand, Hottinguer, [*un blanc*] et moi, pour nous demander de soutenir les cours de la Société Générale. Mais celle-ci a un million de titres : on ne soutient pas aisément les cours d'une valeur aussi répandue ; on peut bien s'y employer quelques jours ; mais, si la baisse reprend, il faut se résigner à la subir. C'est à quoi la Société Générale a de la peine à se résoudre. Ses titres ne peuvent être maintenus indéfiniment aux cours actuels si les vendeurs persistent. En fait, les titres de la Société Générale n'ont baissé que dans une proportion assez faible ; cette valeur se négocie en temps normal au cours de 795 francs environ : aujourd'hui elle est, je crois, à 770.

Si les cours du Crédit Lyonnais, du Comptoir d'Escompte ou de la Banque de Paris faiblissent, nous ne nous entêterons pas à les soutenir indéfiniment. Nous laissons les cours se tasser.

— On ne sait ce qui se passera demain. Mais il faut se dire qu'une crise présidentielle est possible. — Et qui remplacerait M. Poincaré ? — Peut-être Deschanel ! Il est bien vu à la Chambre actuellement. — *Autant celui-là qu'un autre.*

Fr. Deloncle. *Poincaré.* — 13 juin 1914.

Il tombera en octobre. Pas avant.

SAB[?] (no doubt from Paléologue). 14 juin 1914.

On n'arrivera pas à le faire tomber. Il est bien décidé à rester quoi qu'il arrive.

RIBOT. *Impôt sur le revenu.* — 14 juin 1914.

Je le voterai, puisque je l'ai promis ; mais je ne me croirai pas obligé de prendre la parole pour le défendre.

LEBOUCQ. *Poincaré.* — 15 juin 1914.

Viviani m'a dit lui-même : « Poincaré ne fait que des âneries. »

« Et cependant vous avez raison de dire que les deux hommes avaient lié partie, et que, lorsque Poincaré est devenu président du Conseil, c'est à Viviani qu'il avait passé toutes ses grosses affaires.

A Pétersbourg, j'ai vu surtout des journalistes ; mais là il semblait que de l'avis général Poincaré s'était rendu profondément ridicule pendant son voyage en Russie. On ne voyait en lui qu'un parvenu gonflé de son importance récemment acquise, une espèce de Bourgeois gentilhomme.

GÉRARD. 18 juin 1914.

Poincaré. — Quand il est arrivé au Quai d'Orsay, il n'y connaissait à peu près personne, et l'empressement avec lequel divers fonctionnaires du Ministère l'avaient renseigné le mois précédent sur les affaires en cours et leurs dessous l'avait fortement indisposé contre le personnel. C'est de là que sont venues toutes ses préventions contre la Carrière. J'avais été le voir en décembre, au moment où il enquêtait à la demande de la commission chargée de l'examen du traité franco-allemand. On avait mis à sa disposition le cabinet du Directeur politique, et c'est là qu'il me reçut : « Vous voyez, me dit-il, l'énorme quantité de papiers mis à ma disposition ; on m'a tout donné, et la facilité avec laquelle on m'a tout montré m'a donné une piètre idée de ce ministère. »

Devenu président du Conseil et ministre des Affaires étrangères, il fit venir immédiatement Révoil de Constantinople pour lui demander des avis, principalement sur le choix des personnes dont il devait s'entourer, et c'est sur le conseil de Révoil qu'il appela Daeschner aux fonctions de chef du cabinet. Il pensa prendre ensuite Legrand comme Directeur politique, mais la maladresse de Legrand fit échouer cette combinaison ; et, ne connaissant que Paléologue parmi les autres candidats, il prit Paléologue : lamentable choix.

Ambassade de Pétersbourg. — La Guiche est

venu à Tokio quelque temps avant mon départ l'année dernière. Il n'y est resté qu'un jour, mais nous avons causé. Delcassé, m'a-t-il dit, ne voit que Sazonoff et Kokovtzoff ; personne autre, pas même son collègue d'Angleterre, malgré tous les efforts de celui-ci pour se tenir en contact avec lui. Toutes les avances de sir Georges Buchanan ont échoué. Et Delcassé n'a pas tenu moins à l'écart son propre personnel. Jamais un de ses secrétaires n'a dîné à sa table. Il discute avec cet aplomb méridional qui amuse tous ceux qui causent avec lui : « Je dirige toute la politique russe. Ces gens n'y connaissent rien. » Mais ce qui nous fait sourire irritait profondément les Russes ; ils ne le trouvaient pas seulement ridicule, ils l'exécraient.

Paléologue n'a pas mieux réussi. Dans toutes ses conversations, il a le Président à la bouche, et ses excès de langage agacent tout le monde. On dit de lui : « C'est un fou ».

Pierre Louys.

Ambassade à Pétersbourg. — 19 juin 1914.

Pierre Louys a rencontré hier soir (étant avec Paul Robert) Chambrun, qui lui a dit les souvenirs qu'il avait gardés de G. Louis (ses dépêches).

Le jour où Delcassé est arrivé, on lui a demandé à quelles heures il aurait besoin du personnel de l'ambassade : « C'est bien simple, a répondu Delcassé ; chaque soir je me couche à

neuf heures, et chaque matin je me *lève* à cinq heures. » Effarement.

Sa valeur, et aussi sa vanité de méridional. Quand Chambrun lui a demandé d'être son parrain lors de sa nomination dans la Légion d'honneur, Delcassé exclaimed : « J'en ai fait, des membres de la Légion d'honneur ! Au moins cent chevaliers, et des officiers, des commandeurs, des grands-officiers, et trois grand'-croix. — Mais vous aussi vous êtes membre de la Légion d'honneur. — C'est Gambetta qui a voulu. Un jour il me l'a apportée en me disant : « Prenez ça ! prenez ça ! » Et on n'a jamais su pourquoi ! »

Toutes les histoires de Delcassé se terminent par une vanterie.

Chambrun très réservé sur Paléologue ; laisse voir qu'il préfère ne rien dire ; semble avoir opinion très médiocre.

Delcassé et Paléologue n'auraient jamais l'un et l'autre parlé qu'en bons termes de G. Louis.

LEBOUCQ. 27 juin 1914.

La majorité. — Le groupe radical unifié va se désagréger. Quarante-cinq radicaux unifiés, au moins, se réuniront à nous (*sic*) dans les votes concernant la loi de trois ans, et ce sera définitif : ils ne s'en iront plus.

« — Et le parti se désagrégerait au lendemain d'élections qui lui ont donné le pouvoir ? Il me semble que c'est bien peu probable. »

Poincaré. — Il m'a dit : « On veut me faire partir, mais je ne partirai pas. Il faudra une révolution pour me renverser. »

KLECZKOWSKI. 28 juin 1914.

La campagne pour la présidence de Poincaré a été faite au moyen d'un fonds formé par le syndicat des agents de change.

Est-ce que Verneuil n'a pas été nommé commandeur de la Légion d'honneur ?

RIBOT. *Sur le Sénat.* — 30 juin 1914.

Et vous allez voter l'impôt sur le revenu ? — Je crois en effet qu'il passera. — La Chambre acceptera le système qui sera voté par le Sénat ? — Je le crois, mais Caillaux le combat.

BÉRENGER, de « l'Action ». *Poincaré.* — Juin 1914.

On lui demande d'être le guide de la France, et non pas de l'écrire (cela dit à propos de ses discours aux villes de France, Marseille, Rouen, etc.).

JUDET. *Poincaré.* — 8 juillet 1914,

« Il ne m'a pas fait appeler depuis le mois de

janvier. Et cependant j'ai publié plusieurs articles qu'il n'eût pas laissés passer précédemment sans me demander de venir lui en parler. Sans doute il croit ou que mon concours ne lui est plus utile, ou que, quoi qu'il me dise, je ne le lui donnerais pas.

« Il m'a dit en janvier que la Russie serait prête au plus tard dans deux ans, et que la guerre ne pouvait pas être retardée au delà de ce terme. (Vous vous rappelez que j'ai raconté cela rue de Beaune devant Rostand, et l'étonnement qui se peignait sur son visage). Comment expliquez-vous qu'il soit si sûr que la guerre éclatera ? — Parce qu'il la veut, et qu'il en a besoin pour se maintenir au pouvoir. — Si j'avais confiance dans la manière dont nos armées seront dirigées, je souhaiterais presque qu'il arrivât à ses fins. Une guerre heureuse serait la réalisation de tous mes vœux. Mais je crois au contraire que les plans de notre état-major sont fous, et que nous irions à la destruction immédiate de nos armées. Il faut donc tout faire pour empêcher la guerre. Mais je ne puis engager une campagne en ce sens. » (A Deloncle) : « Tout au plus, pourrais-je peut-être reproduire des parties de vos articles. — Moi je marcherai, je dois marcher, réplique Deloncle, mais je sais à l'avance que je ne serai pas soutenu. *Clémenceau m'a fait dire qu'il ne voulait rien faire en ce moment.* »

Judet. — « J'ai noté que, lorsqu'éclata le Panama, Crozier, qui était alors chef de cabinet de Ribot, ministre des Affaires étrangères, me dit

au cours d'un déjeuner auquel il m'avait invité ; « Dans 72 heures, M. de Freycinet ne sera plus ministre. » J'ai rappelé cette affirmation plus tard à M. Ribot en causant avec lui, et, comme je m'étonnais de la précision et de l'assurance que Crozier avait mises dans ses paroles, M. Ribot me répondit : « Il était en effet certain que M. de « Freycinet se retirerait après la conversation « que je devais avoir avec lui. »

Deloncle. — Freycinet s'était trop laissé mêler aux affaires de Cornélius Herz pour pouvoir rester au pouvoir. Il n'avait aucun intérêt dans ces affaires, mais il subissait d'une façon extraordinaire l'ascendant de Cornélius Herz. Il ne savait pas lui dire non. [De même qu'il se laissait dominer par Ferrabouc [1]]. C'est moi, ajoute Deloncle, qui suis cause que Cornélius Herz a réussi à entrer en relations avec Freycinet. Il m'avait été adressé par [*un blanc*], et je m'en suis débarrassé en l'envoyant à mon père, qui l'a présenté à Freycinet. Cornélius Herz était juif (Herz est la transformation allemande du nom hébreu Ezra).

Gout. 14 juillet 1914.

Affaires des Quais de Constantinople. — Thierry et Hubert [de Pierredon [2]] sollicitent la croix tous les deux : ils ne l'auront ni l'un ni l'autre, bien que le premier fasse agir tout le

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. Entre crochets carrés dans le texte.

Faubourg, et que le second ne soit pas en reste de démarches.[1]

Le premier invoque son don de 250.000 francs qu'il a remis de la main à la main à l'honnête Hamon.

Le second fait valoir surtout le sacrifice de plusieurs millions qu'il aurait fait en refusant jusqu'à présent, au nom de son frère et au sien, de vendre à une banque allemande les actions des Quais de Constantinople qui leur viennent de leur grand-père. Son insistance prend des airs de chantage. He has been told que, s'il faisait réellement un sacrifice, il lui en serait certainement tenu compte, mais qu'on ne croyait pas qu'il pût disposer des actions provenant de son grand-père, attendu que, au moment du contrat passé avec la Banque Ottomane par la Société, Michel a bloqué ses actions à la Banque de France et a fait à la Banque Ottomane une promesse de vente réalisable au plus tard en 1917, et que par conséquent ces actions ne peuvent être cédées à une Banque allemande. S'il y avait un doute à ce sujet, l'affaire ne pourrait être portée que devant les tribunaux français puisqu'il s'agit d'un contrat entre citoyens français, [oui, pour le contrat entre Michel et la Banque de France, mais pour le contrat entre la Banque Ottomane et Michel [1] ?]. Toutefois, a-t-on ajouté, comme en renonçant à prolonger la discussion vous feriez preuve d'une certaine bonne volonté, elle pourra être reconnue par nous au moyen d'une proposition de Légion

1. Voir ci-dessus, p. 120.

d'honneur faite au Ministre, proposition qui pourra être réalisée quand toute cette affaire des Quais sera close.

Une fiche de proposition sera faite pour chacun des deux frères, et sera soumise au Ministre.

L'affaire de la vente des Quais à la Banque Ottomane a été conclue en 1907 par la Direction commerciale (directeur Henry). La Banque Ottomane a consenti, sur l'insistance des Affaires étrangères représentées par moi (c'était avec M. Vernes que je traitais), à acheter 500 francs, c'est-à-dire au pair, les actions qui alors ne rapportaient qu'un pour cent.

Paléologue. — Il est exact qu'il a tenu au sujet de la loi de trois ans le langage que *Paris-Midi* a rapporté. Il l'a tenu d'abord à Sabatier, qui avait été au-devant de lui à la gare ; plus tard, n'ayant pu être reçu par Viviani auprès de qui il s'était rendu vers sept heures, il a été voir Briand, et lui a parlé dans le même sens. Il a été voir aussi Pichon, mais le lendemain, et la note avait déjà été donnée à *Paris-Midi*.

Il a essayé aussi de voir Poincaré ; mais celui-ci, « brave oui, mais pas téméraire », comme disait Constans, n'a pas voulu le recevoir. Il ne l'a vu qu'à la veille de son départ, quand l'incident se fut calmé. Et Paléologue partit, sans tambour cette fois.

Gout. *Lyautey.* — 16 juillet 1914.

C'est M. de Mun et M. d'Haussonville qui

ont eu l'idée de la candidature de Lyautey à l'Académie, et qui de là l'ont poussé à la Résidence générale du Maroc.

Paléologue avait essayé de faire accepter d'Amade à la place de Lyautey par les académiciens. Il a réuni dans ce but d'Amade, de Mun, d'Haussonville et [*un blanc*] à un dîner chez lui ; mais de Mun a tenu bon pour Lyautey.

COMTESSE J. DE MONTEBELLO ET HER BROTHER.

A propos de l'impôt sur le revenu. — Juillet 1914.

Sprach Jacques de Broglie : « Toute ma fortune est en biens dotaux, et, d'après une clause de mon contrat, je n'ai pas le droit de l'enlever de la Banque de France Alors (!) je serai ruiné (!), sans pouvoir rien faire pour échapper à la ruine. »

Madame J. de Montebello. « On nous forcera à aller à l'étranger. On nous fait une existence si peu agréable qu'il ne faudrait pas beaucoup nous pousser pour nous décider à partir. Où ? Rome par exemple. »

BONI DE CASTELLANE. *Conflit austro-serbe.* — 24 juillet 1914.

Que savez-vous de l'état actuel de la question ? J'étais informé, il y a quelque temps déjà, qu'elle grossissait, et j'avais averti le Président de la République. Et quelques jours après il m'a fait rappeler. Je lui ai dit ce que je savais, et j'ai noté

ces conversations. Je me couvre ainsi pour l'avenir. C'est en apprenant la mort subite d'Hartwig que le Président m'a fait rappeler. Il m'a dit : « Qu'est-ce que cela signifie ? — Cela prouve, lui ai-je dit, que mes informations étaient exactes. Hartwig est le véritable auteur de la conspiration qui a abouti au meurtre de l'Archiduc héritier. Il a appris qu'il était découvert en allant voir son collègue d'Autriche le jour du retour de celui-ci, et il s'est tué. »

Je doute, ai-je répondu. Il se peut que Hartwig soit mort subitement d'une mort naturelle. — Il n'était pas très âgé. — Mais les morts subites se produisent le plus souvent au passage de l'âge mûr à la vieillesse. En tout cas, s'il y a eu conspiration et que Hartwig y ait pris part, on peut être sûr que l'Empereur et son gouvernement n'y sont pour rien. — C'est à l'instigation du parti panslaviste qu'Hartwig a agi. — D'un très petit nombre de personnalités remuantes et dangereuses, comme Isvolsky, peut-être. Tout cela est très problématique. — Mais nos dirigeants doivent être très inquiets. Vous avez vu que Viviani va sans doute revenir directement. Il simule une maladie. — Est-ce bien sûr ? N'a-t-il pas le teint d'un homme à coliques hépatiques ?

MADAME DE MONTEBELLO ET BONI DE CASTELLANE.

La situation extérieure. — 30 juillet 1914.

Boni sprach : « Je tiens de *l'ambassadeur d'Autriche* qu'il a essayé hier d'avoir, dès le retour de

Viviani, un entretien avec lui. Savez-vous ce que le Président du Conseil lui a fait répondre ? Qu'il était trop occupé pour le recevoir ce jour-là. Et les journaux ont annoncé qu'il avait reçu Schoen hier. Il aurait dû faire tout le contraire : recevoir Sceczen, et ajourner Schoén. »

« Le Gouvernement est un peu affolé par la gravité des événements, dit Madame de Montebello. Vous ne devineriez jamais qui il songe à envoyer à l'empereur d'Allemagne ! Ne cherchez pas : la comtesse Greffulhe et Jules Roche (Jules Roche parce que c'est lui qui a organisé les croisières dans lesquelles la comtesse Greffulhe a rencontré l'Empereur). Comme on voyait que ce double choix m'étonnait, la comtesse Greffulhe !, on m'a dit : « Mais qui donc, suivant vous, devrions-nous envoyer ? » J'ai cherché une minute, et j'ai dit : « Reverseaux. »

Comtesse de Montebello. *L'Italie.* — 30 juillet 1914.

Ces jours derniers, Visconti Venosta, secrétaire de l'ambassade d'Italie, fils de l'ancien ministre des Affaires étrangères, est venu la voir tous les jours. Il a changé de couleur quand elle lui a dit qu'elle savait de source sûre que l'Angleterre se rangerait aux côtés de la Russie. Et, lorsque la comtesse a laissé tomber que l'Autriche allait entrer dans le Sandjak, et qu'elle n'en sortirais plus une fois qu'elle y serait, il a déclaré que, d'après l'arrangement de 1909, l'Italie

n'avait pas à craindre d'être jouée, car toute annexion faite par l'Autriche mettait l'Italie en droit d'exiger une compensation. Il a ajouté : « Notre situation est bien nette. L'Autriche ne peut rien prendre sans nous assurer une compensation territoriale ; et, d'autre part, si la guerre éclate dans les conditions que l'on prévoit, nous ne sommes pas tenus de marcher. » Cela veut dire sans doute que l'Italie s'est réservé le droit de rester neutre si l'Angleterre prend part à la guerre.

BONI DE CASTELLANE. *L'Autriche.* — 30 juillet 1914.

Ma belle-sœur, la comtesse Jean, revient de Carlsbad. Elle a été très frappée de l'union étroite qui s'est établie dans les derniers temps entre les représentants des différentes races de l'Empire. C'est l'attachement et le respect que l'on a pour l'Empereur qui ont cimenté cette union.

Si l'on avait attendu pour faire la guerre la mort du vieil Empereur, l'Autriche aurait été moins unie, et par suite beaucoup moins forte. Le jeune archiduc qui lui succédera ne peut pas inspirer les mêmes sentiments.

COMTESSE DE MONTEBELLO. *Belgique.* — 15 août 1914.

La comtesse (de Caraman) Chimay (sœur de la comtesse Greffulhe), dame d'honneur de la

reine des Belges, toujours appelée auprès de la reine quand des souverains étrangers sont les hôtes de la Cour, parfaitement renseignée, a écrit à la comtesse de Montebello : « Vous ne pouvez imaginer combien d'Allemands il a fallu fusiller [notamment, ainsi appris ensuite, le duc (Prosper ?) d'Arenberg, sujet prussien, qui vient d'être fusillé à Bruxelles pour flagrant délit d'espionnage ; c'est lui qui, dans un procès retentissant, fut accusé de nombreux faits de cruauté commis contre les indigènes dans une colonie (allemande ?[1]]. On a été forcé de se rendre à l'évidence : des centaines d'Allemands, qui avaient reçu dans le monde l'accueil le plus confiant, ou qui avaient trouvé des emplois dans des maisons de commerce, étaient des espions qui ne cessaient de nous trahir. » La comtesse de Chimay dit, dans la même lettre (arrivée par la valise belge), que le roi Albert a reçu de l'empereur Guillaume une dépêche « si insultante qu'en la lisant il a senti que son sang ne faisait qu'un tour ». Madame de Montebello ajoute que, la comtesse de Chimay ne lui ayant pas cité les termes de cette dépêche « si insultante », elle l'a priée de lui en envoyer le texte, si possible. Quelqu'un a dit à Mme de Montebello que, d'après ce qu'on raconte à Paris, la dépêche en question était un télégramme de l'Empereur ainsi conçu : « Je vous châtierai si vous ne me laissez pas passer. »

1. Entre crochets carrés dans le texte.

KLECZKOWSKI. 17 août 1914.

La Guerre. — Pour évaluer ce qu'il y aurait de déchet à la mobilisation quand la guerre éclaterait, notre État-Major a pris comme base les appels de réservistes au moment des grandes manœuvres. On avait constaté que pour les grandes manœuvres il y avait 14 °/₀ de manquants, et on avait conclu que la mobilisation donnerait à peu près la même proportion de manquants. Mais la mobilisation qui vient d'avoir lieu a donné des résultats fort différents : il n'y a eu que 3 °/₀ de manquants.

Infériorité de l'artillerie allemande : mauvais pointage, mauvais projectiles.

_ Scepticisme du général Brun, « à qui on élève un monument à Mirande » ! ! [Delcassé raconte qu'il disait à ses subordonnés : « Vous croyez encore à la guerre, vous ? Vous êtes très jeunes ! Il y a beau temps que je n'y crois plus » [1]. Lorsque Kleczkowski lui a raconté la lutte engagée à Buenos-Aires entre le Creusot et Krupp, Brun s'est borné à dire, de son ton sceptique et indifférent à tout : « Le canon allemand est un bon canon. » C'est la seule réflexion qu'il fit.

Et le canon allemand n'est pas si bon que le disait Brun. Il donne de mauvais résultats dans la guerre actuelle. Le frein automatique de la pièce allemande est très inférieur au nôtre.

1. Entre crochets carrés dans le texte.

Général de Trentinian, qui commande une division de notre armée de Belgique, lui a écrit ces jours-ci : « Ces dernières journées sont les plus belles de ma carrière. La victoire est certaine. »

La sécurité assurée à nos côtes nous permet de faire envoyer dans nos forts de l'Est quelques-unes des pièces de 305 de notre artillerie de côtes.

Poincaré. — Il a d'abord refusé, le 1er août, de signer l'ordre de mobilisation que Joffre lui demandait. Le généralissime insista, et alla jusqu'à dire qu'il donnerait sa démission si l'ordre n'était pas signé. L'intervention énergique d'Augagneur amena Poincaré à céder. Le manifeste rédigé par Poincaré à l'appui de l'ordre de mobilisation porte les traces de ses tergiversations. Il n'a pas l'air d'avoir été fait pour une décision aussi grave, et l'on s'explique ainsi les critiques si vives et si unanimes que le manifeste présidentiel a soulevées (émotion injustifiée !).

D'autre part, il s'oppose toujours au Conseil aux vélléités qu'auraient les ministres de diriger les opérations militaires. Il dit : « Cela regarde les militaires. Laissez-les faire. »

LALANDE. 27 septembre 1914.

Les responsabilités. — Le toast de Poincaré à Tsarskoë Selo « ... nos forces réunies ». Le parti

militaire a dit à Guillaume : C'est un défi, vous ne pouvez pas ne pas le relever.

Clémenceau connaît très bien les origines de la guerre ; il les connaît surtout par les Anglais.

Sir E. Grey a prié P. Cambon d'aller dire à Paris : Prenez garde.

Caillaux aussi connaît les origines à fond ; il a un dossier très complet.

I saw, added Lalande, Deschanel a few daws after war was declared : il avait le visage défait et croyait tout perdu. Freycinet, Pallain, Franck-Chauveau (i saw all of them) étaient très sombres aussi dans leurs pronostics. Fallières a gardé une grande influence.

Freycinet était en Suisse au moment des événements. A peine rentré, il alla voir le Président pour lui parler de ce qu'il y avait à faire pour l'organisation de la Défense nationale. Mais dès les premiers mots Poincaré l'arrêta, ajoutant : « Je ne suis pas au courant. Voyez le ministre de la Guerre. » Messimy, prévenu du désir de Freycinet, lui écrivit : « Ne prenez pas la peine de venir au Ministère ; j'irai chez vous. » Et il n'y alla jamais. Si bien que ni le président de la République ni le ministre de la Guerre ne donnèrent cinq minutes à l'organisateur de la Défense de 1870.

Les créatures de Poincaré : Paléologue et Margerie. Ce sont eux qui sont avec lui les auteurs de la situation actuelle.

Maintenant Poincaré n'a plus ses grands airs : il a la figure défaite.

Dans le pays, la popularité de Poincaré subsiste.

Margerie et Gavarry semblent être en bons termes : mais en réalité ils sont opposés l'un à l'autre, tous deux voulant une ambassade.

Paléologue à Lalande, qui demandait une légation : « Je suis tout à fait hostile à l'entrée des consuls généraux dans la carrière diplomatique. » — Lalande : « Je vous ai connu moins absolu. » (Ils s'étaient connus à Yokohama).

Crédit Français. — Les journaux cherchent actuellement des appuis financiers. Ils tirent à un grand nombre d'exemplaires et se vendent, mais ils ne gagnent pas d'argent, les annonces leur faisant complètement défaut. Le moment est donc favorable pour s'assurer leurs services. Il y a en ce moment des pourpalers engagés entre la *Liberté* et le Crédit Français, cette banque désirant avoir comme ses rivales, petites et grandes, un organe qui la défende. Ce serait l'organe de la banque régionaliste par rapport à la grande banque internationale française. Berthoulat et Gandolphe y resteraient.

D'autre part, le Crédit Français a besoin d'un nouveau président, Doumer se retirant. Doumer a dit : « Ne prenez pas un homme politique pour me remplacer. » Il s'est démis de ses principales fonctions dans les affaires industrielles et financières, parce qu'il était convaincu qu'il allait jouer un grand rôle, qu'on l'appellerait au ministère de la Guerre ; mais on l'a joué. Il s'est consolé en acceptant de son ami Galliéni, dans le « cabinet politique anonyme » de celui-ci, une place à côté de Litchtenberger et de Reinach.

Le Crédit Français s'annexera, outre la *Liberté*, une agence d'information, l'Agence Fournier, dans le conseil de laquelle entreront Mabilleau, Lalande, etc. Lalande est de plus membre du conseil de la Bancaria, banque secondaire italienne, qui est à la Banca Commerziale Italiana ce que le Crédit Français est aux grands établissements financiers. On lui avait dit que ça valait 12.000 : mais ça ne vaut pas la moitié, ni même le quart.

Delavaud, qui lui a cédé cette place, a obtenu en échange d'être chargé de travaux particuliers, et on l'a gratifié d'un tribunal de 8.000. Il ne doit pas beaucoup plaire aux puissants du jour, car, malgré ses instances, on a refusé de l'emmener à Bordeaux.

BAC. *Hanotaux, Millerand, Poincaré.* — Septembre 1914.

Hanotaux. Son action actuelle. On dit de lui qu'il fait la mouche du coche. Il est à Royat. A Paris, pendant le mois d'août, Millerand venait tous les jours déjeuner chez lui. Un jour que Bac se trouvait aussi rue d'Aumale, Millerand a raconté que, le jour où il a accepté de reprendre le ministère de la Guerre, il a passé toute la nuit suivante à essayer de faire comprendre la situation à Poincaré, mais n'y a pas réussi. Le Président a commencé par lui faire un interminable discours d'avocat qui a duré jusqu'à une heure et demie après minuit. Millerand lui a

demandé : « Mais enfin, qu'est-ce que tu as dit aux Russes ? » — « Ce qu'il a dit ? », ajouta Bac d'après Millerand : « Grisé par les revues militaires et les attentions, il a dit à l'Empereur que nous étions prêts. L'Empereur lui avait demandé : « Nous sommes prêts ; mais vous, l'êtes-vous ? »

Politique personnelle d'Isvolsky. — 5 octobre 1914.

Toute sa politique est dominée par sa rancune contre l'Autriche, dixi dès 1910 ; rursus en 1911 à propos de l'affaire du Maroc, et en 1912 et 1913. Il a voulu que la guerre éclatât à propos de la Serbie, puisque c'était à propos de la Serbie qu'il avait dû reculer devant l'Autriche en mars 1909. Il a donc raison de dire « ma guerre », lorsqu'il parle de la guerre qui couvre la France de sang et de ruines.

Isvolsky.

Intransigeant du lundi 7 septembre 1914, 1ère page, 5e et avant-dernière colonne, *in fine*, un article intitulé *La Vie à Bordeaux* : « On voit à la poste, rue du Palais Galien, M. Isvolsky, veston, chapeau de feutre mou, très élégant. L'ambassadeur de Russie promène par les Quinconces un visage souriant et plein de confiance dans l'issue de cette guerre qu'il appelle « ma guerre », qu'il a voulue et réussie. »

MADAME LE QUEUX [1]. *Espagne.* — 5 octobre 1914.

Les hautes classes sont plus favorables à l'Allemagne qu'à la France, et elles en veulent peut-être encore plus à l'Angleterre qu'à la France, parce que, sans le concours de l'Angleterre, la France n'aurait pas pu prolonger la lutte. Rien de plus intéressé que cette mauvaise humeur. Les grands propriétaires espagnols ne peuvent écouler leurs produits en Espagne. Ceux qui, par exemple, sont producteurs d'huile ne trouvent de grands acheteurs qu'à l'étranger, et actuellement il est impossible de rien exporter, aucune compagnie d'assurances ne consentant à assurer contre les risques de guerre. Hijer garde son huile, et les grands propriétaires de mines ne sont pas plus heureux. Voilà pourquoi on souhaite en Espagne que les belligérants ne tardent pas à faire la paix, et l'on en veut à l'Angleterre de la retarder, comme nous en veut à nous-mêmes de ne pas nous avouer vaincus par l'invasion.

CAZENAVE. *Poincaré.* — 31 octobre 1914.

Il faut entendre Margerie raconter les propos qu'il lui a tenus pendant le voyage à Pétersbourg.

Poincaré, de sa voix haineuse : « Dans tous les

1. Sœur de Madame Georges Louis.

pays nous avons deux ennemis, le souverain et notre ambassadeur. »

Ce qu'il a dit aux Russes à Pétersbourg ? A ce moment les choses étaient déjà si avancées qu'il n'y avait plus grand'chose à dire. [C. Q. F. D.[1]]

Mais, sur l'esprit de Viviani, ce qui s'est dit a beaucoup agi.

Et au retour quel désarroi ! Les avocats s'effondraient. Heureusement Margerie et Berthelot ont remis les machines en marche. »

St-Simon entrant, Cazenave adds, as if talking about the governments departure for Bordeaux : « Ah, le désarroi du 1er septembre ! rien n'en peut donner une idée. — J'ai vu cela, dit St-Simon. Des Colonies on me renvoyait aux Finances, des Finances aux Colonies, et tout le monde ajoutait : « Débrouillez-vous ! » C'était un inextricable désarroi. Tout le monde pouvait entrer partout : un espion aurait pu fouiller à son aise dans les cartons jetés fébrilement sur la planche.

— Mais ce départ a été heureux. Les Prussiens, en se détournant alors de Paris, ont montré qu'en marchant sur la capitale ils cherchaient à prendre le gouvernement et les banques bien plus qu'ils ne tenaient à occuper la ville. [St-Simon et Stern assent.[2]]

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. Idem.

Clémenceau. *Les origines de la Guerre.* — octobre 1914.

C'est un conflit direct de l'Allemagne et de l'Autriche avec la Russie qui a mis l'Europe en feu. L'Autriche réclamait une part de curée. Bosnie, Herzégovine, une part d'Albanie, on lui avait déjà beaucoup donné. Cette fois, il lui fallait la Serbie. Guillaume II avait pris la longanimité de la Russie pour de la faiblesse. En vain le correspondant de la *Neue freie Presse* venait aux bureaux de *L'Homme Libre* me répéter la parole recueillie à l'ambassade d'Autriche : « La Russie cèdera ; elle a toujours cédé. » La Russie ne cédait pas, parce qu'elle ne pouvait pas céder ; et Guillaume, ayant voulu la guerre, voyait sa politique comminatoire aboutir au résultat cherché.

Jules Cambon. 1er novembre 1914.

Les Préliminaires. — Lorsque le roi des Belges est venu à Potsdam en 1913, il y a environ quatorze mois, j'ai demandé à son ministre Beyens de le prier de me recevoir, car je le connaissais de longue date. Il m'a fait répondre que, ne venant pas à Berlin afin d'éviter de recevoir le Corps diplomatique, il ne pouvait pas me donner audience à moi seul. Mais au moment de son départ il a envoyé Beyens me dire que l'Empereur n'était plus le pacifiste d'autrefois, qu'il lui avait dit que la France lui créait de

continuels ennuis, qu'il en avait assez, et qu'il irait jusqu'à la guerre pour mettre fin à un état de choses intolérable. Le Roi avait ajouté qu'il désirait que je fisse part de cette communication au Président de la République, sans en écrire à mon Gouvernement. « Moi-même, avait-il dit, je n'en parlerai pas à mes ministres, au moins pour le moment : il ne faut donc pas que M. Klobukowski vienne en entretenir mon ministre des Affaires étrangères. » J'ai tourné la difficulté, ajoute Jules Cambon, en n'écrivant pas officiellement. J'ai adressé une lettre personnelle à Pichon ou au Président, je ne sais plus. J'ignore si le Président a montré ma lettre, mais il a raconté à tout le monde que le roi des Belges et le roi d'Espagne l'avaient fait avertir des intentions menaçantes de l'Empereur d'Allemagne. On publiera ma lettre au *Livre jaune*, en en changeant un peu le début.

Le Livre jaune. — On ne m'en a pas communiqué les épreuves, mais je sais à peu près ce qu'on y mettra. Il y a dans les archives du ministère cent dépêches où j'ai prédit la guerre : on n'en publiera que deux ou trois.

Les Préliminaires. — L'Empereur m'a dit, le 1er janvier *1912* : « On nous a reproché notre accord, mais dans six mois on nous élèvera des statues pour l'avoir conclu et avoir évité la guerre. »

Remarquez cette date : 1er janvier 1912. C'est la dernière fois que l'Empereur m'a parlé sur un ton

confiant de l'avenir. Poincaré n'était pas encore président. Il allait le devenir.

Et en 1913 l'Empereur m'a tenu un langage tout différent. « J'ai fait tout, m'a-t-il dit, pour arriver à un régime de bons rapports ; mais c'est fini. » C'était la première fois qu'il me parlait sur ce ton. Je n'ai pas télégraphié cela à Paris, ajouta Cambon.

Puis est venu l'avertissement que le roi des Belges m'a fait parvenir de Potsdam.

Poincaré est en partie cause de la guerre.

— Oui, avec Isvolsky.

— La guerre pouvait-elle être évitée ? demande Cambon.

— Pas à la fin de juillet ; mais nous l'aurions évitée si en 1912 notre gouvernement avait été en d'autres mains. Pour arriver à la présidence de la République en réussissant son voyage à Pétersbourg et en s'emparant de la presse à l'aide de fonds secrets, Poincaré s'est fait l'instrument d'Isvolsky, et c'est ce dernier qui, en liant partie avec Tittoni, a déclanché la guerre balkanique, et ensuite la guerre de la Tripolitaine. De la guerre balkanique est sortie la guerre actuelle.

— Nous ne nous sommes pas rencontrés depuis deux ou trois ans, mais nous voyons de même.

Les Personnes. — A part Millerand, dit Cambon, quels ministres ! Dans quelles mains nous sommes !

Paléologue est un présomptueux.

Kiderlen avait la dent dure. Vous vous rappelez les efforts de Poincaré en 1912 pour arriver à faire

réunir une conférence à Paris ? C'était un peu ridicule.

— Oui, je me rappelle les sourires de Sazonoff.

— Notre insistance a fait dire par Kiderlen à Goschen, qui me l'a répété : « M. Poincaré tient à ses droits d'auteur ! » Et à moi il a dit : « Voyez-vous une conférence où siègeraient un Isvolsky, un Tittoni et un Schoen ! » Il faisait très peu de cas de son prédécesseur Schoen, et connaissait tout l'esprit d'intrigue d'Isvolsky et de Tittoni.

Aujourd'hui l'influence de Poincaré dans le Conseil des Ministres est très grande. Il n'y a que lui qui parle, dit Ribot ; il parle tout le temps et beaucoup trop.

Il voudrait retourner à Paris, et les ministres qui suivent ses directions ne l'abandonneront pas sur ce point. Mais Millerand et Delcassé insisteront pour qu'on ne parte pas de Bordeaux avant l'heure. Les prudents s'inquiéteraient si le Président retournait à Paris, parce qu'il voudrait diriger Joffre.

Les Préliminaires. — Dernière visite de Jagow. Il me dit : « Si les imbéciles qui crient sur la Pariser Platz nous voyaient, mon cher ami ! » Nous étions assis sur le même canapé.

J'ai raconté cela dans une dépêche ; mais, sur le conseil d'Hermitte, j'ai supprimé le « mon cher ami » !

J'avais dit à Jagow que je voudrais aller faire mes adieux au Chancelier. Il m'en a dissuadé, « cette entrevue ne pouvant être que pénible ».

L'Angleterre. — En revenant d'Allemagne, j'ai passé par Londres et j'ai vu Nicolson. Je lui ai dit : « Laissez-moi vous l'avouer, j'ai douté de l'Angleterre au moment où la crise a éclaté. J'ai craint que l'Angleterre ne marche pas. — Je l'ai craint aussi », m'a répondu Nicolson.

— Moi. Oui, sans l'invasion de la Belgique par l'Allemagne, l'Angleterre restait immobile.

— Pas tout à fait, mais elle ne nous aurait aidés que pour la défense de nos côtes. [Ce qui l'intéressait, comme au Maroc elle aide l'Espagne à défendre la côte nord contre nous [1].]

L'Italie. — J'ai été à Rome. J'ai vu le Roi et San-Giuliano. Je suis sans doute le dernier que San-Giuliano ait reçu avant de mourir. Il m'a dit : « Je ne sais pas encore si nous marcherons, mais c'est possible. »

PALLAIN. 1er novembre 1914.

La tête de Napoléon III.

Difficultés avec la Russie. Elle a confié 700 millions à nos banques, et celles-ci sont incapables de les lui rembourser, même partiellement en payant le prochain coupon de la rente russe. Il est vrai que de leur côté elles ont prêté 400 millions aux banques russes, mais la Russie refuse d'admettre qu'il y a compensation jusqu'à concurrence de cette somme. Nos banquiers sont

1. Entre crochets carrés dans le texte.

d'ailleurs très coupables d'avoir employé leurs dépôts en placements tels que le dernier emprunt turc.

« J'envoie Sergent en Russie, et j'offre à la Banque d'État de convenir que la Banque de France et la Banque Impériale d'État s'ouvriront des comptes courants. Nous tournons aussi la clause de nos statuts qui interdit les prêts, et nous arrivons à mettre à la disposition de la Russie les sommes nécessaires pour payer son coupon. La Russie paraît disposée à accepter cette combinaison, mais ce n'est pas encore dit. Nos banques ont été bien coupables !

« Le moratorium a été décidé par Noulens sous la pression de Privat Deschanel et de Chapsal (l'homme de la Société Générale, mais qui a été réintégré depuis).

« Ce moratorium était absurde. N'autoriser le retrait des dépôts que jusqu'à concurrence de 5°/₀, c'était fou. Les banques ne se relèveront pas aisément du coup porté à leur crédit.

— « Mais le moratorium est une mesure tellement grave qu'il n'a pu être décidé qu'en conseil des ministres. Le Gouvernement tout entier en a donc la responsabilité. Est-ce que Poincaré, ancien ministre des Finances, n'a pas combattu le projet de décret soumis au Conseil ?

— « Poincaré a été au-dessous de tout. Il ne s'est attaché qu'à décliner toute responsabilité. »

QUERENET. 25 novembre 1914.

Poincaré. Il a découragé tous ses amis ; il n'a su ramener à lui aucun de ses ennemis. Il est perdu, mais je le crois trop intelligent pour rester après la guerre. Il se retirera volontairement à la paix.

Millerand. On le dit fatigué. Il a donné un grand effort, et il est fourbu.

Delcassé. Il pourrait bien être choisi pour le rôle de transition. Lui croyez-vous du mérite ? — Oui. Il s'est retourné très vite quand il a vu que la guerre du Japon et ses suites allaient immobiliser la Russie pendant plusieurs années. Après avoir été anti-anglais au début de son ministère, il a travaillé comme le roi Édouard au rapprochement anglo-français, et sa collaboration a été très efficace.

Deschanel. Il voit que Poincaré s'effondre, et il travaille à prendre sa place.

En tram de Montrouge. Les loyers. — 26 novembre 1914.

Il y a deux ans nous voulions louer, dit une dame, deux appartements voisins l'un de l'autre et dont on demandait 1.100 francs chacun ; si on prenait les deux, c'était 1.800 francs, soit 900 francs chacun. Ils sont redevenus vacants, et aujourd'hui on demande 800 francs de chacun pris séparément, et 1.200 francs des deux. C'est la crise des loyers, le commencement de la débâcle,

BARDAC. 28 novembre 1914.

C'est l'Autriche la première qui demandera la paix. Nous verrons cela dans trois mois.

Ce ne sera pas la fin de la guerre, mais ce sera le commencement de la fin.

Il faudra ruiner la prépondérance de la Prusse en Allemagne. On abaissera la Prusse, et on grandira la Bavière et la Saxe. Nous pouvons compter sur la Russie pour cela.

La Turquie. En se rangeant aux côtés de l'Allemagne, elle s'est condamnée à mort, et c'est heureux. La liquidation de la Turquie, qui en d'autres circonstances eût été si difficile, sera très facilitée par les conditions dans lesquelles se livre la guerre actuelle. On entrevoit déjà la part de chacun.

Et la débâcle du parti jeune-turc ne tardera pas ; chaque matin, en ouvrant les journaux, je m'attends à trouver la nouvelle d'une révolution sanglante à Constantinople. Les jeunes-turcs ne sont pas des Turcs, ce sont des Levantins ; les Turcs les ont en haine.

Je ne m'inquiète pas des fonds turcs. La disparition de la Turquie assurera la prospérité de ses territoires, et la hausse future des fonds turcs est certaine.

Novembre 1914.

Après avoir lu le Livre bleu d'août sur la crise européenne,

On sent que Poincaré et Sazonoff se sont dit : « Ce qui importe, ce n'est pas d'éviter la guerre, c'est de nous donner l'air d'avoir tout fait pour l'éviter. »

La Guerre. — L'influence, la politique d'Isvolsky a eu pour résultat d'entretenir une irritation continue et réciproque entre la Russie et l'Autriche, qui fatalement devait amener la guerre, et qui par suite servait les projets du parti militariste allemand.

Isvolsky est donc parfaitement fondé à dire de la guerre de 1914 que c'est sa guerre.

La Guerre. — Si Fallières était resté président de la République et Pichon ministre des Affaires étrangères, nous aurions évité la guerre en 1914 comme nous l'avons évitée en mars 1909.

Melle Pereyra. *Le Roi d'Espagne et M. Loubet.* — 11 décembre 1914.

Le Roi a raconté au neveu de Maria (Amezzaga) : « M. Loubet ne perd jamais de vue le protocole. Quand, à ma première visite officielle à Paris, on a jeté une bombe sur la voiture où je me trouvais avec lui, le Président m'a dit : « *Sire*, nous sommes foutus. »

Le Roi parle toujours avec affection de M. Loubet, dont la bonhomie lui a plu.

Gérard. 24 décembre 1914.

Poincaré. — « Son départ le 1er septembre a fait la plus lamentable impression. On en est venu à parler du Président dans les termes les plus méprisants, et pour le qualifier on ne recule devant aucun mot grossier. Viéville, du *Temps*, que j'ai rencontré au commencement de septembre, m'a dit de lui : « C'est le c. retranché. » Et, pour qu'on se servît de pareils mots parmi les gens cultivés, il fallait qu'on fût amené au dernier degré de l'exaspération. »

M. Pichon, lui aussi, parle maintenant de Poincaré avec une violence qui égale celle de M. Clémenceau. Mais personne n'est plus sévère que M. Loubet pour son successeur.

To him. — C'est l'Allemagne qui a déclaré la guerre, mais la politique inconsidérée de notre gouvernement avait contribué à créer la situation qui a rendu la guerre inévitable. On a commis une grande faute en laissant Isvolsky chercher sans relâche sa revanche de l'échec que d'Aehrenthal lui avait fait subir. L'Allemagne a saisi habilement l'occasion que lui offrait l'irritation de l'Autriche. Il est probable que jamais l'Empereur n'a eu l'intention de nous faire la guerre à propos du Maroc. S'il nous l'avait faite, l'Autriche aurait sans doute déclaré, comme l'Italie aujourd'hui : « Notre alliance est purement défensive. Vous êtes l'assaillant. Je ne marche pas. » Le jeu de l'Allemagne était donc de faire naître une diffi-

culté intéressant l'Empire autrichien. Celui-ci ne pouvait refuser de marcher du moment où ce serait son intérêt qui serait en jeu. Et ce fut là la grande habileté de l'Allemagne.

En août 1913, Isvolsky était mal vu à Pétersbourg. Son rappel fut discuté, mais Delcassé à Pétersbourg et Poincaré de Paris firent agir auprès de l'Empereur pour qu'il ne sacrifiât pas son ambassadeur. Poincaré, qui aurait dû le faire partir, le sauva. Et en échange Isvolsky a mis à sa disposition ses moyens d'action de toute nature. L'union des deux hommes nous a conduits où nous sommes.

Et Isvolsky, c'était Tittoni.

— C'était aussi Schoen, ajoute Gérard. — Vous avez lu dans le Livre blanc anglais la dépêche de Buchanan notant les excitations de Paléologue ? — Oui. — Et vous avez remarqué qu'on l'a tronquée dans notre Livre jaune ? — Oui.

JUDET. 25 décembre 1914.

La Guerre. — Tittoni m'a dit hier : « On se trompe lorsqu'on affirme que l'empereur Guillaume a voulu la guerre de longue date : il l'avait si peu préméditée qu'il avait invité le roi d'Italie aux grandes manœuvres qui devaient avoir lieu le 15 août. »

[Gouin ajoute : pourquoi l'aurait-il voulue ? La paix armée telle qu'il la pratiquait lui assurait à bien moins de frais les mêmes avantages que la

guerre la plus heureuse. C'est l'entourage militaire de l'Empereur et sa famille qui l'ont poussé malgré lui à la guerre. Gérard m'a raconté qu'en signant le décret de mobilisation en présence du Kronprinz et de son chef d'état-major-général, Moltke : « La voilà, la guerre que vous voulez. Je crains que vous n'ayez à vous repentir (reuen) de l'avoir conseillée. » Il l'avait déjà signé la veille, mais il avait fait revenir le décret du *Staatsanzeiger* et l'avait déchiré [1].]

La Guerre. — « Voilà l'effet des six millions d'Isvolsky. »

Poincaré. — C'est à peine s'il existe encore. C'est un effrondement.

[Gouin ajoute : « Poincaré, c'est un pleutre. » Il semble que ce mot-là exprime le sentiment général [2].]

Judet — Quand il a reçu la presse pour nous recommander l'union, il nous a serré la main à tous. C'est une habitude de réunion électorale qu'il a portée à l'Élysée. Quand mon tour fut venu, je lui dis : « Vous m'aviez prédit la guerre pour cette année. Il y a un an. Nous l'avons. » Ce rappel le troubla un peu, et il me répondit avec un certain embarras : « Oui, mais c'est l'empereur Guillaume qui avait prédit la guerre ; nous le savions par le roi des Belges. »

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. Idem.

DENISE. *Les explications populaires.* — 5 janvier 1915.

On dit que, si nous avons perdu la bataille de Charleroi, c'est parce que le général Percin est arrivé avec son armée deux jours trop tard.

Un messager lui avait apporté le mot d'ordre du général Joffre ; mais Percin était ivre et ne l'a pas lu. Il l'a bien reçu, car le messager de Joffre dit qu'il l'a mis lui-même dans la poche du général !

PERCHOT. *Le Chômage.* — 10 janvier 1915.

Avec les secours divers, l'indemnité s'élève à environ 2 fr. 50. Les ouvriers disent : « Avec cela et les soupes populaires, la patronne s'arrange. »

Elle s'arrange si bien qu'ils ne veulent plus travailler. Et le mal s'étend.

On ne trouve plus de femmes de chambre, dit Madame Perchot. Elles ont 1 fr. 50 d'indemnité de chômage. C'est ce qu'elles gagneraient en travaillant. Elles préfèrent ne rien faire.

L'habitude se prend. On ne voudra pas y renoncer après la guerre.

Le gouvernement s'accommode de cet état de choses, qui lui donne une solidité relative. On sacrifie l'avenir au présent.

Ribot s'inquiète. Il voit le gouffre se creuser sous ses pieds. Mais il ne croit pas pouvoir arrêter le mal.

LALANDE. 11 janvier 1915.

Ambassade à Rome. — Jules Cambon, ayant été à Rome il y a deux mois, fit visite à Barrère. Dès que celui-ci le vit entrer, il lui jeta : « Vous venez m'annoncer que vous êtes mon successeur ? » Cambon protesta qu'il n'avait pas demandé l'ambassade de Rome. Et c'était vrai. Mais Barrère se sent si menacé qu'il voit partout des candidats à sa succession. Ce n'est pas de Cambon, c'est de Paléologue qu'il devrait se préoccuper, car Paléologue a toujours souhaité Rome, et c'est aujourd'hui encore le poste qu'il demande.

L'Académie française. — Le seul académicien qui fût membre d'un conseil d'administration était Marcel Prévost. Il était au Crédit Français. Poincaré lui a fait dire qu'il vaudrait mieux qu'il ne conservât pas des fonctions qui pouvaient engager sa responsabilité. Prévost jugea que, l'autorité juridique de Poincaré étant incontestable, il devait se conformer à cet avis, bien que sa qualité d'administrateur n'entraînât pour lui aucune responsabilité, et il donna sa démission.

S. PICHON. 14 janvier 1915.

S. PICHON. — Ah ! si on vous avait laissé là-bas ! Si vous étiez resté ambassadeur à Pétersbourg, et si j'avais été aux Affaires étrangères, nous n'aurions pas eu la guerre !

G. Louis. — Certainement, vous au Quai d'Orsay, et M. Fallières à l'Élysée, la guerre n'éclatait pas. J'ai dit cela autour de moi bien des fois.

S. Pichon. — Dutasta, qui était à Pétrograd il y a quinze jours, l'a dit aussi à Sazonoff : « Si M. Fallières et M. Pichon étaient restés aux affaires, la guerre aurait été évitée. — Peut-être en effet », a répondu Sazonoff.

G. Louis. — Nous avons vu en mars 1909 comment on peut empêcher une guerre.

S. Pichon. — Les deux ambassades qui se sont succédé depuis vous ont été bien dangereuses. Celle de Paléologue surtout ; mais aussi celle de Delcassé. Paléologue a poussé les Russes à la guerre.

G. Louis. — Oui, c'est très visible dans le Livre blanc anglais. L'ambassadeur d'Angleterre, qui a très bien renseigné son gouvernement, le laisse entendre clairement.

S. Pichon. — Delcassé a contribué aussi à faire éclater la guerre, en ne cessant de monter les Russes contre l'Allemagne. Les Anglais se sont plaints comme ils se plaignent.

G. Louis. — La présidence Poincaré a été funeste.

S. Pichon. — Et son passage au Quai d'Orsay également. A mon retour aux Affaires étrangères, Paul Cambon est venu me voir, et il m'a manifesté (vous connaissez sa manière, en me prenant les deux mains) sa satisfaction de mon retour. Il a ajouté textuellement : « Si M. Poincaré était resté au Quai d'Orsay, il aurait fini par nous brouiller avec tous nos amis. »

G. Louis. — C'est vrai, mais il a été encore plus dangereux à la présidence de la République, parce que de là il a pu librement déclencher la guerre. C'est toujours de lui que Paléologue s'autorisait à Pétersbourg en poussant les Russes à l'intransigeance.

S. Pichon. — L'élection de Poincaré à la Présidence a été faite par Bourgeois et Briand, surtout par Bourgeois. J'ai commis aussi la faute de lui donner ma voix, mais je n'ai voté pour lui que parce qu'il n'était vraiment pas possible d'élire Pams. La Chambre ne voulait pas de Dubost, le Sénat ne voulait pas de Deschanel. On aurait pu voter pour Ribot ; il eût fait un très bon président. Depuis, je me suis dit que l'on aurait dû proposer la candidature de M. de Freycinet, mais j'y ai pensé trop tard. Mon vote pour Poincaré a mis en fureur Clémenceau, et c'est pour cela surtout qu'il a fait campagne contre moi. Depuis, nous nous sommes réconciliés, mais nous n'avons plus reparlé de l'élection présidentielle. Mes rapports avec Poincaré ne sont pas très bons maintenant. J'ai été quatre mois sans aller le voir. A la fin il m'a fait appeler : « Pourquoi ne venez-vous plus ? — Parce que je vous désapprouve. » Il a bondi.

G. Louis. — L'année dernière, il y a juste un an, j'ai été sur le point d'entrer dans la bataille. J'avais des choses à dire, et je vois aujourd'hui que c'eût été le moment.

S. Pichon. — Oui, vous auriez dû.

G. Louis. — J'ai hésité, parce qu'il y avait trop peu de temps que je n'étais plus en fonctions.

J'ai cru préférable d'attendre, et c'est ce souci de correction qui m'a empêché de parler à temps.

[Il eût fallu faire comprendre que les politiques étrangers que j'avais vus irriter sous main les plaies balkaniques entretenaient cette agitation pour l'assouvissement de leurs rancunes personnelles, et que, grâce à l'infatuation aveugle du chef de l'État français, ils nous conduisaient rapidement à la guerre générale que le principal d'entre eux appelle aujourd'hui « ma guerre »[1]].

La situation actuelle est bien dangereuse. Je crois à la victoire finale, mais par quels sacrifices ne faudra-t-il pas l'acheter ! Et comme nous en sommes loin encore ! Il va nous falloir au printemps une armée nouvelle. L'aurons-nous ?

S. Pichon. — On dit que oui. Nous avons certainement les hommes, mais il faut les équiper, et les armer. Nous fabriquons 40 à 50.000 fusils par mois. C'est peu pour nos besoins : dix mois seraient nécessaires pour armer 500.000 hommes. Il faut aussi des munitions, et en mombre immense. Nous en fabriquons non seulement pour nous, mais pour la Russie (je l'ai dit hier devant Sevastopoulo qui a fait un signe d'assentiment), et aussi pour la Serbie, pour la Roumanie et pour la Grèce.

G. Louis. — Parmi nos ennemis du moment, je crois qu'il faut compter aussi le Vatican. Il est très germanophile.

S. Pichon. — Mais c'est la faute de notre gouvernement. Le Pape a notifié son avènement au

1. Entre crochets carrés dans le texte.

président de la République en termes très gracieux. On a répondu par une lettre délibérée en Conseil des ministres et dont on a supprimé toute politesse. Le projet portait des souhaits de long pontificat. « Un long pontificat ? a dit Viviani ; cela nous est indifférent. Supprimons ce souhait. » Des souhaits de santé eussent été insuffisants ; alors on n'a rien dit. A la fin, le projet portait la formule protocolaire : « Votre fils obéissant ». « Pas de fils », a dit encore Viviani. Si bien qu'il n'est rien resté.

G. Louis. — Alors la lettre n'est pas partie?

S. Pichon. — Si, Berthelot m'a dit que le résidu était informe, mais qu'on l'avait envoyé. Naturellement, le Pape a été profondément blessé de cette réponse à peine polie à une lettre qui était très courtoise.

G. Louis. — Et l'Italie ?

S. Pichon. — Loiseau, dont j'ai reçu une lettre aujourd'hui, a bonne impression. Il me dit aussi que Barrère va mieux.

S. Pichon. *L'Écho de Paris*. — 16 janvier 1915.

« Junius » est une signature collective. Les articles ainsi signés sont de Bourget, de Doumic ou de Masson, surtout de Bourget. On a parlé aussi de Cochin, mais il n'a donné à l'*Écho*, sous cette signature, qu'un article.

Moi. — C'est sous cette signature qu'a paru en décembre 1912 un article où l'on reprochait à la

Russie de ne pas soutenir suffisamment la Serbie! Ainsi a commencé la campagne que Paléologue a fait aboutir à la guerre en juillet 1914 en poussant le gouvernement russe à prendre position contre l'Autriche en faveur de la Serbie.

Droz. *Angleterre et Allemagne.* — 19 janvier 1915.

En 1904 ou 1905, le roi Édouard VII, à un déjeuner aux Affaires étrangères auquel Delcassé avait invité une dizaine de personnes particulièrement connues du Roi, notamment le comte Greffulhe, parla à table de son neveu l'empereur d'Allemagne, et dit de lui : « Il n'est pas seulement fou, il est méchant. » Ce propos m'a été raconté dès le lendemain, au Conseil général de Seine-et-Marne, par mon collègue Greffulhe, qui sans doute considérait qu'il n'était pas tenu au secret, car il n'y avait aucune intimité entre nous. Je le racontai à mon tour à Bihourd. Notre ami en fut si frappé que, plusieurs années après, il me demanda, de Nice où il s'était retiré, de lui refaire ce récit par écrit.

Moi. — Il est probable que Bihourd a utilisé le propos d'Édouard VII dans les souvenirs qu'il a écrits, et dont il se proposait, m'a-t-il dit, de déposer le manuscrit à la Bibliothèque Nationale, au sujet de la crise franco-allemande de 1905. Il tenait à laisser après lui la preuve qu'il avait tout fait, pendant sa mission à Berlin, pour empêcher la guerre d'éclater entre la France et

l'Allemagne. Les douleurs de la guerre de 1870 étaient restées si présentes à son esprit qu'il était toujours hanté de la crainte qu'on pût lui imputer une responsabilité quelconque dans les événements de 1905 d'où une nouvelle guerre a failli sortir.

Il a parlé aussi à notre ami Pigalle du fragment de mémoires qu'il a rédigé à ce sujet, et il lui a dit qu'il l'avait déposé « en lieu sûr », sans préciser que ce fût à la Bibliothèque Nationale. D'autre part, il a laissé dans ses papiers un écrit cacheté qu'il a chargé Pigalle de remettre après sa mort au Président de la République. Il n'a pas indiqué quel était l'objet de cet écrit. Une autre note ne portait extérieurement que le nom de Pigalle. Elle contenait notamment le récit d'un entretien que Bihourd avait eu avec le Kronprinz à la fin de sa mission. Ces jours derniers, Pigalle a remis le tout au Président de la République, qui l'a déposé dans son tiroir sans faire aucune remarque à ce sujet.

Pierre Louys. *Paléologue.* — 21 janvier 1915.

Zervadachi a dit à P. Louys que ce nom patronymique, loin de faire croire à une parenté avec la famille des empereurs d'Orient qui ont porté ce nom, devait faire présumer que le Paléologue actuel, qui est fils d'un Roumain et d'une Belge, descend d'une famille de domestiques. On sait en effet que, lorsqu'un état civil a commencé à s'éta-

blir parmi les chrétiens d'Orient, les domestiques ont généralement pris le nom de leurs maîtres. Regardez le Paléologue que nous devons à M. Poincaré ; suivez-le des yeux quand il entre, quand il apporte des papiers, et vous verrez qu'il a les allures d'un domestique levantin, le corps qui se courbe, la main qui plonge vers le sol, et qui attend, qui sollicite une permission.

LALANDE. *Désirs de paix.* — 22 janvier 1915.

En Angleterre, on commence à dire que la guerre ne donnera pas les résultats décisifs que l'on croyait pouvoir espérer quand elle a éclaté, et l'on voit qu'en tout cas les avantages à en attendre ne vaudront pas ce qu'elle coûtera. Le colonel Repington écrivait hier dans le *Times* que c'est une erreur de croire que l'on peut anéantir son adversaire : on ne le peut jamais. C'est là un langage nouveau. Il prouve que le moment approche où des propositions de paix pourront être examinées.

En Russie, on laisse dire qu'il y a un parti de la paix, et qu'il a à sa tête le comte Witte.

D'autres bruits circulent, remarque Lalande. Il y aurait eu des conversations, dans l'entourage du Saint-Siège, avec le duc de Vendôme (dont la femme est la sœur du roi des Belges), et l'on aurait envisagé dans ces entretiens le rétablissement éventuel de la paix sur les bases suivantes :

L'Allemagne évacuerait les territoires qu'elle

occupe en Belgique, en France et en Russie. Elle céderait au Tsar la province de Posen, et nous rétrocéderait l'Alsace-Lorraine en échange d'un certain nombre de milliards à payer par la France, ou par la France et la Russie. L'Autriche céderait à la Russie les parties de la Galicie occupées par les armées russes. La Russie s'engagerait à ne pas rétablir le royaume de Pologne (?). Ces diverses propositions ne seraient formulées que lorsque l'armée allemande qui va attaquer la Serbie l'aurait vaincue, de sorte que le but apparent de la guerre, qui, pour les Austro-Allemands, était de châtier la Serbie, serait atteint, et cette satisfaction permettrait aux deux empires alliés de retirer leurs troupes des territoires français, belges et russes qu'elles occupent.

Remarquer que les clauses principales de ce prétendu projet (évacuation des territoires occupés et rétrocession de l'Alsace-Lorraine en échange d'une indemnité à payer à l'Allemagne, soi-disant pour indemniser les Allemands immigrés qui se retireraient d'Alsace-Lorraine), sont identiques à celles qui nous auraient été offertes à la fin d'août. Il est vrai qu'alors on nous demandait en échange d'abandonner nos alliés, et qu'il n'est plus question de cette proposition infamante.

Mais rien de tout cela ne pourrait aboutir pour le moment. Il n'est pas probable que l'on trouve un terrain d'entente avant le quasi-épuisement des forces des deux groupes.

ROUME. 24 janvier 1915.

Sur la fin de la guerre. — Roume a demandé à Étienne aujourd'hui vers quel moment à son avis la guerre prendrait fin :

« J'ai une très forte raison de croire que ce sera en juillet prochain. C'est l'avis de Joffre. Et qui aurait chance de voir plus juste ? »

QUERENET. *Le Vatican.* — 26 janvier 1915.

Renseignements donnés par Alfred B.

Quand, en causant avec un membre du Sacré Collège, on marque de l'étonnement au sujet de l'attitude du Saint-Siège à l'égard de nos ennemis, la réponse est toujours celle-ci : « Que voulez-vous ? Dans tous les pays la France n'est soutenue que par la canaglia. »

[Évidemment ce mot a été rapporté à Alphonse XIII, et c'est pour cela qu'il dit : « Il n'y a que la canaille et moi qui soyons pour la France » [1].

Les ministres d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et de Bavière voient le pape chaque semaine deux et trois fois et font pression sur lui.

[Que le Vatican nous abandonne, nous, dont les rapports avec lui sont difficiles, cela peut s'expliquer ; mais la Belgique, qui est gouvernée par le parti catholique [2] !]

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. Idem.

C'est Loiseau qui est actuellement notre agent de liaison avec le Saint-Siège.

Mgr Baudrillart a été récemment à Rome pour demander au Pape une subvention en faveur de l'Université catholique. « Le Saint-Père l'accorde, lui dit M. Gasparri. Il vous alloue 100.000 francs; mais il faut que je vous dise entre nous que le Saint-Père sera content si vous n'acceptez pas toute la somme. »

Sans doute Benoît XV craignait que Mgr Baudrillart ne se rappelât pas l'observation du Cardinal secrétaire d'État ; car, lorsqu'il l'eut fait venir pour lui remettre les 100.000 francs qu'il avait fait mettre sur une table devant lui, il lui dit cette phrase bien italienne et bien « d'Église »: « Si vous ne prenez pas tout, je n'en serai pas responsable. »

TRÉGOMAIN. *Société Générale.* — 30 janvier 1915.

Deux ou trois mois avant la guerre, il courut de si mauvais bruits sur la solidité de la Société Générale que, pour soutenir les cours qui baissaient de plus en plus, le Conseil d'administration a jugé nécessaire de procéder à des achats d'actions de la Société, et les membres du Conseil les ont payées de leurs deniers personnels (ceci confidentiel).

Le 31 juillet, au moment où la guerre allait éclater, la situation de la Société est devenue si inquiétante qu'il est apparu qu'une catastrophe ne pouvait être évitée que si les autres grands

établissements de crédit venaient au secours de la Société. Le Crédit Lyonnais, la Banque de Paris et des Pays-Bas, le Comptoir d'Escompte et le Crédit Industriel consentirent en conséquence à lui prêter une somme de 50 millions, mais sous la caution personnelle de son ancien président, le baron Hély d'Oissel.

RAINDRE *Directeurs politiques.* — 31 janvier 1915.

Decrais avait toujours fini ce qu'il avait à faire, car il ne faisait rien. Jamais il ne lisait une dépêche. Il allait fumer des cigarettes chez Dumaine, qu'il avait pris en amitié, et il a traversé avec le même dédain de tout travail les ambassades de Rome, de Vienne et de Londres. Il parlait avec aisance, rédigeait avec facilité, mais ce qu'il disait et ce qu'il écrivait était sans intérêt.

Decrais avait été choisi par Herbette pour succéder à M. de Rives, qui lui-même avait remplacé Weiss, précisément parce que la paresse de Decrais était notoire et qu'Herbette y comptait pour pouvoir rester en fait le directeur général du ministère : il était assuré que le nouveau directeur politique ne chercherait pas à rivaliser d'influence avec lui auprès du ministre.

Quant à Weiss, venu et parti avec Gambetta, il avait tout de suite compris qu'il ne pourrait pas se plier aux procédés de travail du ministère. Journaliste très brillant, il se jetait sur sa plume

sans avoir rien lu de ce que le ministère avait écrit sur la question qu'il voulait traiter. Il était incapable de prendre le temps d'étudier un dossier, et ignorait de parti pris les précédents.

HÉLY D'OISSEL. 1er février 1915.

Dépôts russes. — La situation de la Société Générale est celle-ci. Elle a reçu 80 millions de francs de la Russie en dépôt, et d'autre part elle a avancé 65 millions aux banques russes. La Russie, ayant besoin d'argent, réclame ses 80 millions. La Société Générale lui répond : « J'ai avancé la plus grande partie de cette somme à vos nationaux. Vous ne pouvez donc pas me réclamer purement et simplement vos 80 millions. »

Comment la Russie a été amenée à déposer 80 millions à la Société Générale ? Elle a fait des dépôts analogues dans les autres grands établissements financiers français, Ils datent de son dernier emprunt. Pour obtenir des conditions meilleures pour l'émission de cet emprunt, le gouvernement russe a déposé dans nos grandes banques des sommes considérables qui se trouvent ainsi mises à leur disposition. C'est la contre-partie des avantages consentis par les banques au gouvernement russe. « Tout cela s'arrangera », ajoute Hély d'Oissel.

— Je croyais que c'était fait par l'intervention de la Banque de France.

Bons du Trésor et Emprunt. — Le ministre des Finances a placé beaucoup de bons, dit Hély d'Oissel, mais comment? Au détriment des dépôts des banques, ce qui empêche celles-ci de fonctionner. — Est-ce que le public a déjà fait de nombreux retraits ? — Non ; il faut le temps pour que le public voie son intérêt. mais il finira par le voir. Mieux vaudrait que le gouvernement lançât un grand emprunt. Il est vrai que, pour que cet emprunt soit souscrit plusieurs fois, il faudrait y attacher de sérieux avantages. Mais l'effet moral, l'effet moral serait bon.

Lalande. 7 février 1915.

Les Responsabilités. — Il a assisté hier à une conférence taite par le député Lairolle et présidée par Deschanel. S'y trouvaient aussi Arago et les Fontenay, ces derniers « venus pour Deschanel ». La conférence se donnait au Musée Social, sous les auspices de la Fédération nationale de la mutualité sociale. D'où la présence de Mabilleau, ami de Deschanel et de Lalande.

Lairolle avait pris pour sujet de sa conférence : « Le Livre jaune ». Il a traité le sujet en avocat. Un moment il a parlé des avertissements qui avaient été donnés à notre gouvernement par un de nos derniers ambassadeurs à Pétersbourg ; mais Deschanel a fait tout de suite un geste de déprécation comme pour arrêter le conférencier dans la voie des révélations dangereuses. Même geste à

un autre moment quand Lairolle fit allusion à [l'état de notre armement ?] [1].

L'attitude de Deschanel pendant la conférence et ensuite au cours de sa propre allocution a beaucoup frappé et intrigué Lalande. Une vive mauvaise humeur se peignait sur le visage du Président ; il paraissait vouloir arrêter le conférencier, l'empêcher d'en trop dire, et lui-même en disait plus que M. Lairolle. Il laissait échapper, en frappant du poing la table, des phrases comme celle-ci : « Nos ambassadeurs avaient tout dit à Paris ; des avertissements étaient venus de tous côtés. Mais on nous a tout caché ; nous n'avons rien su. » Et il prenait à témoin les mutualistes, en faisant comprendre qu'il faudrait des sanctions, qu'un jour viendrait où l'on rechercherait les responsabilités ; et alors !...

[C'est la campagne des responsabilités qui s'annonce. Lui n'a rien su, puisqu'il n'a jamais eu part au gouvernement. Tous les autres candidats savaient. Qu'ont-ils fait pour conjurer le formidable danger que notre pays allait courir [2] ?]

L'Italie. — Les choses vont mal pour nous et nos alliés. Bulow gagne du terrain, et nous en perdons. D'après les renseignements donnés par la princesse Veziari ?, née Bauffremont [femme brune, altière, d'une vive intelligence, ayant une quarantaine d'années [3]], dame d'honneur de la Reine, le Roi craindrait que l'armée italienne ne

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. Idem.
3. Idem.

pût pas tenir devant l'armée autrichienne, et surtout devant l'armée allemande, et ce manque de confiance dans la solidité de son armée l'aurait convaincu qu'il fallait que l'Italie restât neutre. C'est donc la politique de Giolitti qui l'emporte, et peut-être va-t-elle ramener au pouvoir l'ancien président du Conseil. Les partisans de l'action continuent, il est vrai, à s'agiter, et ils peuvent mettre la dynastie en péril ; mais il paraît vraisemblable qu'ils ne seront pas assez forts pour triompher.

Les dépôts russes. — Le gouvernement russe, du temps de Kokovtzoff, a déposé trois millions au Crédit Français. Mais une somme trois fois plus forte a été avancée par le Crédit Français à des établissements russes [ce sont les expressions de Lalande, mais n'a-t-il pas voulu dire plutôt : a été employée par le Crédit Français dans des affaires russes ?] [1]. Jusqu'à présent, le gouvernement russe ne nous a pas réclamé les trois millions, — Les journaux disent que ces questions de dépôt ont fait l'objet d'un arrangement entre la Banque de France et la Banque d'Empire ? — On ne nous a fait à ce sujet aucune ouverture soit du côté russe, soit du côté français. Je voudrais en tout cas avoir une conversation sur nos possibilités en Russie, au retour de Bark. Je demanderai par télégraphe à Persiani, allié de ma femme, actuellement directeur du Département asiatique (*sic*), de me mettre en relations avec Bark.

1. Entre crochets carrés dans le texte.

D'où vient l'agression ? — Il est clair que c'est de l'Allemagne, malgré toutes les protestations de ses hommes d'État et de ses journaux. De la part de l'Allemagne et de l'Autriche, c'est une guerre offensive, et c'est pour cela que, sans manquer à la parole donnée, l'Italie a pu leur refuser son aide, car, aux termes de son traité d'alliance, elle n'était tenue de marcher que si l'Allemagne et l'Autriche étaient attaquées.

Causes immédiates de la guerre. — Depuis 1870, l'Allemagne n'avait qu'une seule fois adressé un ultimatum à une des puissances de la Triple Entente : c'était en mars 1909, quand la Russie avait encouragé la résistance que la Serbie opposait aux exigences de l'Autriche. Mais la France avait fait entendre à St-Pétersbourg qu'il ne fallait pas pousser les choses jusqu'au point où la guerre pourrait éclater. L'Alliance avait été conclue pour la protection des intérêts vitaux de la France et de la Russie : la question serbe n'était pas pour la Russie une question vitale ; il convenait donc de ne pas s'engager à fond dans cette affaire. Ces conseils furent entendus, et le gouvernement impérial, qui d'ailleurs reconnaissait que son armée et ses finances n'étaient pas suffisamment reconstituées pour qu'il pût entreprendre une grande guerre, donna au gouvernement serbe le conseil de ne pas prolonger la résistance.

Dans cette affaire, le gouvernement allemand avait subitement poussé les choses beaucoup plus loin que dans toutes les circonstances où il s'était

trouvé en conflit avec la France. Il a agi de même en juillet 1914. Cela s'explique aisément, car il était sûr dans ces deux cas que, si la guerre éclatait, l'Autriche ne pourrait pas se dérober à ses devoirs d'alliée, puisque la guerre serait faite, au moins en apparence, dans l'intérêt de l'Autriche, et déclarée à la Russie, rivale de l'Autriche bien plus que de l'Allemagne.

Au cours de l'affaire marocaine, le gouvernement allemand s'était rendu compte que l'Autriche ne le suivrait pas volontiers s'il allait, vis-à-vis de la France, jusqu'à un ultimatum. Il avait donc eu grand soin de toujours réserver un moyen d'arranger les choses.

Il était donc clair que, si nous pouvions résister fortement sur le terrain marocain, nous devions être très prudents sur le terrain serbe. C'était là que l'Allemagne avait intérêt à engager le conflit. Nous sommes tombés en 1914 dans le piège que nous avions su éviter en 1909.

BLUMENTHAL. 20 février 1915,

Delcassé est très gonflé de son importance. Il éloigne tout le monde de lui. L'opinion le tient en partie responsable de la guerre actuelle.

DESCHANEL. 27 février 1915.

He took a memorandum of the following remarks.

C'est l'Allemagne qui a déclaré la guerre, mais c'est par la faute du gouvernement français qu'elle a pu la faire éclater. Elle n'attendait qu'une occasion, parce qu'elle était prête et qu'elle savait que ses adversaires ne l'étaient pas. Nous aurions dû tout faire pour détourner ou retarder le coup qu'elle voulait frapper. Nous avons au contraire laissé les fauteurs de la guerre préparer de longue main l'occasion qu'ils désiraient faire naître.

Dans un de ses derniers livres, Bernhardi nous avait avertis que l'intérêt de l'Allemagne était de faire sortir la guerre de la question balkanique. Il ne disait pas, mais on pouvait aisément comprendre que faire sortir la guerre d'une question intéressant principalement l'Autriche-Hongrie, ce serait obliger l'Empire austro-hongrois à prendre part à la guerre, tandis qu'on ne pourrait sans doute obtenir qu'avec de grandes difficultés son concours à une guerre qui ne l'intéresserait pas directement, telle qu'eût été pour lui une guerre pour le Maroc. Notre intérêt était donc d'empêcher les questions balkaniques de grossir, puisque là était le piège où l'Allemagne comptait nous prendre.

Déjà, en 1909, la guerre avait failli éclater de ce côté. Mais le gouvernement français d'alors avait vu le danger, et il s'était empressé de le conjurer en laissant entendre au ministre des Affaires étrangères de Russie que nous ne pourrions pas le suivre s'il continuait à envenimer l'affaire serbe.

Malheureusement M. Isvolsky, devenu ambas-

sadeur en France, put reprendre de Paris son duel avec le ministre des Affaires étrangères d'Autriche-Hongrie, et, bien qu'avertis, les hommes qui dirigeaient nos affaires en 1912 le laissèrent irriter de plus en plus la plaie serbe qu'il entretenait depuis quatre ans au flanc de l'Autriche.

Nous ne menons pas, on nous mène. L'impérialisme anglais vaut l'impérialisme allemand. Le panslavisme vaut le pangermanisme. L'Église grecque vaut l'Église catholique.

La guerre déclarée à la Turquie en octobre 1912 par Nicolas de Monténégro a mis le feu à l'Europe.

La durée de la guerre est incalculable. Pour moi, c'est le recommencement des guerres de la Révolution et de l'Empire. Peut-être y aura-il des trêves, mais la paix finale est loin.

Suivant quelques-uns, Poincaré aurait poussé à la guerre parce que les troisannistes croyaient qu'il y avait intérêt à la faire avant que les adversaires de la loi aient eu le temps de la faire modifier [1].

Poincaré nous a fait tomber dans le piège de l'Allemagne. Berlin avait tout intérêt à ce que la guerre éclatât sur une question intéressant

1. Ce texte est celui qui figure dans le Carnet. Une feuille volante, qui est certainement la note originale, porte : « Deschanel dit : Poincaré a déclenché la guerre parce que les troisannistes... »

l'Autriche, puisque dans ce cas seulement elle était assurée que l'Autriche marcherait à ses côtés.

P. Deschanel. — Il faudra nous débarrasser plus tard de tous ces hommes, civils et militaires, qui nous ont menés là. On instituera de grandes enquêtes sur les causes de la guerre. Vous serez interrogé, car vous savez. Et vous rendrez, en répondant, un grand service. Pourrez-vous renseigner la Commission ?

G. Louis. — Je ne sais ce qui s'est passé à Pétersbourg à la fin de juillet, puisque toutes les voies d'information ont été immédiatement fermées par la guerre. Mais, quand la guerre sera terminée, il est probable que les informations afflueront, et que des Russes bien renseignés viendront me voir.

P. Deschanel. — Et à l'ambassade, qui pourrait éventuellement renseigner les commissions parlementaires ?

G. Louis. — Les secrétaires les plus élevés en grade sont au courant de tout. Il n'y a pas de secret pour eux. Actuellement, c'est Doulcet et Chambrun, le frère de votre collègue.

P. Deschanel. — Le Chambrun de la Chambre est tout ce qu'il y a de plûs hostile à Poincaré.

G. Louis. — Ce n'est pas la Russie qui a machiné toute cette affaire, mais c'est un Russe, Isvolsky, la fin de son duel avec d'Aerenthal.

Les toasts de Pétersbourg étaient pour le moins inutiles au moment où la situation était si tendue au sujet d'une affaire qui ne nous intéressait pas directement.

Poincaré a dit sans doute à Nicolas que nous étions prêts. En 1909, nous avons, au contraire, contenu la Russie parce qu'elle n'était pas prête, et que nous ne l'étions pas non plus. Et nous lui avons fait comprendre que notre opinion ne comprendrait pas la guerre pour une question serbe.

Avez-vous su ce que Poincaré a dit aux Russes en 1912 ? Il ne me l'a raconté qu'en partie, mais les Russes m'ont dit sur quoi ont porté les conversations. Ils ne pouvaient pas supposer qu'il y avait quelque chose de caché pour l'Ambassadeur de France.

Quant aux conversations de 1914, je ne connais que le peu que l'on m'a raconté et le peu qu'on a laissé percer dans le *Livre Bleu* (page 4 de la brochure), les phrases supprimées dans le *Livre Jaune*. Millerand a raconté avoir dit à Poincaré : « Mais qu'est-ce que tu as dit aux Russes ? » Il n'a jamais pu le lui faire dire.

La bataille de la Marne. — C'est Galliéni qui l'a gagnée en jetant un corps d'armée sur le flanc du général von Kluck. Il a eu beaucoup de peine à obtenir de Joffre qu'il autorisât ce mouvement. Le généralissime voulait que l'armée continuât à reculer jusqu'à la Seine et au plateau de Langres.

Foch a largement contribué à la victoire, mais en faisant le contraire de ce qu'il avait enseigné dans ses livres. Il le reconnaît loyalement. Ce qu'il a fait à la bataille des marais de St-Gond est d'ailleurs admirable.

La Guerre. — La préparation militaire. Poincaré fait attaquer le Parlement, mais je ne laisserai pas faire cette campagne. Il n'est pas vrai que le ministère de la Guerre n'ait pas pu obtenir des Chambres les crédits dont il avait besoin. Si quelques ministres, comme André et Picquart, n'ont pas assez demandé aux Chambres, il est faux en tout cas que celles-ci aient rejeté les crédits qui étaient nécessaires.

L'État-Major. Jamais nos chefs militaires n'ont voulu admettre que les armées allemandes déboucheraient par Mézières et par Lille. On avait dit à Lanrezac qu'il n'avait devant lui à Charleroi que quelques débris de patrouilles, et il a trouvé cinq corps d'armée ! C'est cet aveuglement de notre État-Major qui a été cause de la retraite de Charleroi. Et Lanrezac n'était pas suspect au Quartier Général : c'était le successeur désigné du généralissime. Du reste, si rien n'était prêt pour arrêter l'ennemi, soit par Mézières, soit par Lille, il en était à peu près de même du côté de Toul et Verdun : si le haut commandement allemand avait eu l'audace de jeter de grandes masses de ce côté dès le début des opérations, il est probable, au dire de plusieurs de nos généraux, que là aussi nos lignes auraient été enfoncées. Ce n'est qu'après l'ouverture des hostilités que le nécessaire a été fait pour barrer la route à l'ennemi.

Bien des ordres ont été donnés à la légère, sans étude, sans réflexion, et trop souvent les généraux qui les recevaient ont dû déclarer qu'ils ne pouvaient être exécutés. C'est ainsi que Pau a préféré perdre son commandement en Alsace

plutôt que de tenter les opérations qui lui étaient prescrites. Ses instructions lui prescrivaient de passer le Rhin à Neuf-Brisach, et il n'avait pas d'artillerie lourde !

De même, le général qui commandait à Soissons au moment de l'offensive prescrite en janvier dernier a déclaré que le mouvement ordonné était impossible à moins d'importants renforts ; on l'a remplacé sur l'heure, et on a donné les renforts à son successeur.

Sarrail a dit que si on lui donnait des ordres aussi irréfléchis « il refuserait d'obéir ».

Il y a eu 140 généraux mis à pied, et beaucoup injustement.

Poincaré. — Nous nous sommes tous trompés sur lui. Moi aussi je l'ai soutenu. Je le louais de bien dire tout ce qu'il disait. Et de son côté il m'a soutenu : dans un article donné au *Temps* en 1892 au sujet d'un de mes livres, il s'étonnait qu'on me laissât à l'écart.

Aujourd'hui, il n'a presque plus d'appui dans le monde parlementaire. La plupart de ceux qui ont fait son élection se sont détournés de lui. Briand l'a pris en horreur ; il y a souvent entre eux des échanges de mots très vifs en plein Conseil des Ministres. Il n'a plus guère pour lui que Viviani, qu'il s'est attaché en lui donnant ses dossiers d'avocat. Mais, si le monde parlementaire s'éloigne, si l'on peut dire aussi que sa popularité a beaucoup diminué à Paris, je crois bien que sa situation dans le pays n'est pas encore très sérieusement ébranlée. C'est du moins

l'impression que j'ai rapportée du voyage que j'ai fait avec lui en décembre sur le front des troupes. La presse continue à le soutenir, et vis-à-vis de la province il a aussi pour lui le prestige de la fonction, et la force que donne la distribution des faveurs du pouvoir, des croix, etc.

Dans son voyage sur le front des troupes, il a eu bien des mots malheureux. A table il a attaqué d'abord les Belges et si vivement que Deschanel a dû prendre leur défense. (Ah, oui ! je sais, vous êtes belge, a dit Poincaré. — Je m'en honore !) ; puis les Anglais, dans des termes qui nous ont mis mal à l'aise ; et enfin son ministre de la Guerre, Millerand ; tout cela devant nos généraux !

Au moment de l'élection présidentielle deux personnes ont mené campagne contre moi avec acharnement : Madame Piccioni dans le monde, et P.... A.... dans la presse. Ce dernier était un journaliste qui m'en voulait à mort de l'avoir fait expulser de la Chambre, d'ailleurs à la demande de la majorité, un jour où, ivre, il s'obstinait à prendre la parole dans une tribune.

« L'année dernière, en juin, il m'a offert le pouvoir après l'échec de Ribot. C'était un piège. Me voyez-vous abandonner ma situation actuelle ? Jamais. Et, s'il me pousse à bout, je déclarerai que je n'accepterai jamais le pouvoir avec lui. »

HERBETTE. 8 mars 1915.

Donc l'élection de Poincaré est la vraie cause de la guerre. Je ne crois pas que la question serbe ait été la cause ; elle n'a été que le prétexte. — D'accord, mais on aurait pu reculer la guerre. — Peut-être, mais y aurait-on gagné ? Qu'aurait-on fait de plus pour nous préparer ? Rien.

Notre personnel gouvernemental était si médiocre ! Des généraux politiciens qu'il a fallu changer, des préfets et des municipalités radicaux et socialistes qui ont fichu le camp devant l'ennemi ! Ce sont les évêques qui se sont dévoués.

Il est probable que, nous croyant assurés de voir l'Allemagne obligée par la famine de solliciter la paix, nous ne prendrons plus l'offensive, afin d'éviter d'inutiles massacres.

La paix : exiger que l'Allemagne rappelle ses troupes chez elle avant l'ouverture des négociations, qui devraient avoir lieu à Magdebourg occupé par nous ; exiger que l'Allemagne s'engage à payer aux alliés 80 milliards en 40 ans par versements de 2 milliards qui ne pourraient pas être anticipés : l'Allemagne céderait toutes ses colonies et ses flottes de guerre et de commerce aux alliés ; la rive gauche du Rhin, Cologne, Aix-la-Chapelle, à la Belgique *sans habitants*.

CLAUZEL A PIERRE LOUYS. 26 mars 1915.

Une des nombreuses aberrations de Dumaine a été de se fier entièrement à Serps, directeur du *Fremdenblatt*. Il le voyait tous les matins, et croyait dur comme fer à tout ce que l'autre lui disait. Un des derniers jours qui ont précédé la guerre, Clauzel lui disait : « Ne croyez-vous pas que nous allons à la guerre ? Les signes inquiétants se multiplient. — N'en croyez-rien, répondit Dumaine. J'ai vu ce matin encore Serps, et il m'a assuré que le maintien de la paix est assuré. »

On a tenu à Pétersbourg à la veille de la guerre un langage dangereux. Il est malheureux que votre frère n'ait plus été là et que Clémenceau n'ait pas été alors président du Conseil.

KURCZ. 4 avril 1915.

Augagneur lui a dit : « Delcassé est un diplomate de premier ordre. Pendant qu'il était à Pétersbourg, il a su ramener toute la politique russe dans la bonne voie. » [Et la guerre a éclaté [1] !]

Kurcz. Je ne crois pas qu'il ait eu une telle influence. On ne la lui aurait pas laissé prendre. [Le comte Freedericksz m'a dit : « C'est un démo-

1. Entre crochets carrés dans le texte.

crate trop autocrate pour un pays autocrate où l'on est democrate [1]. »] Il a dit à Jean Bernard, à Decoin, à [*un blanc*] que l'Empereur lui écrivait chaque mois. Jean Bernard, qui cependant le connaît trop pour lui être attaché, dit qu'il a vu les lettres !

Il a vu le mois dernier en passant à Sofia Savinsky et Panafieu, et ce dernier se disait prêt à parier que dans un délai de quelques semaines la Bulgarie marcherait avec la Triple Entente.

Jouss[?]. 6 avril 1915.

Charles Benoist. Les sénateurs l'appellent Monsieur l'Ambassadeur. Il se défend du titre, mais dit : « J'ai conscience d'avoir rendu de grands services à mon pays. Mes séjours en Italie [du temps de Béhaine [2]] et ma qualité de membre de l'Institut m'ont valu des relations et une influence qui font complètement défaut à l'ambassadeur actuel, un homme usé, fini, et qui n'a jamais eu de valeur. » Il y a quelque temps, il disait qu'il attendait d'un moment à l'autre un coup de téléphone du Quai d'Orsay pour retourner en Italie, mais le coup de téléphone n'est pas venu.

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. *Idem.*

ORLOWSKY. 9 mai 1915.

Isvolsky antifrançais, sa femme entièrement allemande. Lui, *pousse à la paix rapide* qui donnerait à la Russie la Galicie orientale et Constantinople, c'est-à-dire tout ce dont elle a besoin. Il sacrifierait la France sans aucune hésitation.

MADAME RIBOT. 11 mai 1915.

Her husband et P. Cambon say it is not true that we are going to send an army in *Italy* to invade Germany by her southern frontier. Il n'en serait pas question.

Le Ministère est très divisé : chacun travaille de son côté et ne parle pas à ses collègues. Tous, cependant, témoignent de la déférence et de la sympathie à Ribot, Sembat surtout. Millerand très attaqué. Laisse faire ses directeurs et Joffre. Il n'a pas changé un seul de ses subordonnés de la rue St-Dominique, quelles que soient ses fautes, tandis que Joffre a changé 202 généraux.

On voudrait faire partir Millerand, le remplacer par Joffre, et nommer généralissime Foch. Joffre n'a réussi aucune de ses offensives. On voudrait lui faire entendre qu'il y aurait avantage à ce qu'il reprît ce travail d'organisation qu'il avait si bien dirigé avant la guerre.

Après Foch, c'est le général Franchet d'Esperey qui a les plus sérieux partisans.

Joffre ne laisse pas d'initiative à ses subordon-

nés. En cela il est certainement critiquable et excède ses pouvoirs.

Il est très critiqué par Freycinet.

Des avis venus de Lille font craindre que la ville ne soit détruite par les Allemands s'ils sont obligés de l'abandonner.

GÉRARD. 20 mai 1915.

Le voyage d'Hanotaux à Rome.

Avant de partir, il avait vu le Président et Delcassé, et s'était assuré que ni l'un ni l'autre n'avaient d'objections à son voyage. Il s'était réconcilié quelque temps auparavant avec Delcassé en lui communiquant par lettre des renseignements que son fils prisonnier en Allemagne lui avait envoyés au sujet du fils Delcassé, également prisonnier et dont Delcassé n'avait pas de nouvelles.

A son retour de Rome, Hanotaux a rendu compte à Delcassé des impressions qu'il rapportait.

Le Roi a loué son *Histoire contemporaine*, et lui a dit : « J'y ai trouvé pour moi-même des sujets d'utiles réflexions. Votre Constitution de 1875 ressemble à la nôtre : c'est une constitution monarchique sans roi ; la Constitution italienne est une constitution républicaine avec un roi. L'une et l'autre ne permettent guère au chef de l'État de s'adresser directement au peuple. La forme du gouvernement est avant tout parlementaire. » Hanotaux ajoute : « Et Salandra n'a fait qu'appliquer ces idées, en donnant sa démission,

avec l'assentiment du Roi, pour provoquer dans le parlement et dans le pays un mouvement d'opinion qui pût éclairer le Roi sur ce que l'Italie attendait de lui. »

Hanotaux a vu aussi le Pape. Il croit que l'on a été injuste pour lui. On n'a pas tenu un compte suffisant de ses difficultés, et, d'autre, part, il a agi beaucoup plus qu'on ne le dit. Il a protesté à plusieurs reprises, mais le public ne l'a pas su.

Enfin Hanotaux a vu Barrère. Il l'a trouvé bien fatigué, et en même temps très défiant, incroyablement inquiet pour la conservation de son poste [mind ce qu'il a dit à J. Cambon [1]]. Sa situation est très effacée ; mais, dit Hanotaux, il vaut peut-être mieux qu'il en soit ainsi dans les circonstances actuelles. Mieux vaut ne pas paraître exercer de pression.

Gérard ajoute que dès 1911 [il] a été frappé de l'affaiblissement des facultés de Barrère. Nous croyions qu'il avait fait une enquête sur l'opportunité du projet sur le *Sous-secrétariat d'État permanent*, et il n'avait vu que Deschanel, si bien que, lorsque le projet eut été déposé à la Chambre, quelques minutes avant la chute du ministère Caillaux, le nouveau ministère présidé par Poincaré n'eut rien de plus pressé que de le faire retirer. Poincaré, Ribot, Pichon et tous les anciens ministres des Affaires étrangères étaient absolument hostiles au projet ; et aussi des candidats éventuels à ce ministère, tels que Millerand. Ce fut donc une grosse faute de présenter un projet

1. Entre crochets carrés dans le texte. Voir ci-dessus, p. 159.

qui soulevait tant d'oppositions. Non seulement Barrère commit une grosse erreur en assurant que le projet serait bien accueilli, mais il ne fut pas même capable de le rédiger. Rappelez-vous qu'il en avait chargé Maruéjouls, quoiqu'en fin de compte ce fût Privat-Deschanel qui le rédigea. A la dernière conférence sanitaire, on s'était déjà aperçu qu'il ne pouvait plus rien rédiger. Il a fait venir Ronssin de Calcutta pour l'aider !

Quand le projet fut prêt, Caillaux, rencontrant par hasard Gérard en visite chez Madame Fallières, lui dit qu'il était très partisan du projet, et qu'il entendait que de Selves le présentât sans retard au Parlement. Il fit en effet appeler Berthelot, un samedi, et lui dit qu'il le chargeait de rédiger d'urgence un exposé des motifs, et qu'il fallait que le projet fût déposé le lundi. Ainsi fut fait ; mais ce même lundi, le matin, Caillaux tomba. Et quand Poincaré, ayant succédé à Caillaux, chargea le même Berthelot de retirer immédiatement le projet, ce fut une joie pour Berthelot, qui, comme Gavarry et les autres auteurs de la réforme de 1907, était absolument hostile au projet Barrère.

Pourquoi Barrère a résisté malgré tout et gardé son poste ? — Parce qu'il est tabou, dit Gérard, tabou comme franc-maçon, comme auteur du voyage à Rome, et par suite est cause de la rupture avec le Vatican et de la séparation de l'Église et de l'État.

MADAME RIBOT. 4 juin 1915.

Delcassé. Si fermé ; ses collègues ne savent rien de ce qu'il fait.

Joffre fait passer dans tous les corps de troupes un ordre prescrivant de conseiller à tous les gradés de remettre aux agents du Trésor, en échange de billets de banque, tout l'or qu'ils pourraient avoir sur eux, afin que, s'ils tombaient entre les mains de l'ennemi, leur or n'allât pas grossir les réserves de l'Allemagne. Cet ordre a été donné par Joffre avec l'assentiment ou à la demande de Millerand, sans que Ribot ait été consulté. Sans doute l'idée vient de Pallain : « Il est si faux ! »

REVERSEAUX. 9 juin 1915.

On dit que votre successeur (meaning Dumaine) n'a jamais vu l'archiduc François-Ferdinand ? — Cela ne m'étonne pas ; je ne le voyais qu'à la chasse. Il avait un caractère difficile. — Mais il s'entendait avec l'empereur d'Allemagne ? — Oui, tout en le détestant. — Nous aurions dû éviter de laisser éclater la guerre sur l'affaire serbe, puisque cette affaire était à peu près la seule pour laquelle l'Allemagne pouvait compter avec certitude sur le concours de l'Autriche. — Vous l'avez dit. Certainement ; mais notre gouvernement ne lit rien de ce qu'on lui écrit. Ils ont été abominables vis-à-vis de vous. — Je crois en outre que les

Russes auraient pu facilement être détournés de la guerre. Ils n'étaient pas prêts, et ils le savaient. Au lieu de les retenir, nous les avons poussés, je le crains. — Je doute qu'on eût pu les retenir.

---

26 juin 1915.

Paul Deschanel. — Qu'y a-t-il dans la dépêche de l'Ambassadeur d'Angleterre à Pétersbourg où il est question de Sazonoff ? que la Russie ne marchera que si elle est sûre de la France ?

Georges Louis. — [Lu le texte].

P. Deschanel. — Lorsque, quelque temps avant la guerre, Paléologue est venu à Paris, j'ai été le voir chez lui.

G. Louis. — C'était au moment où il a fait sa sortie contre les adversaires de la loi de trois ans ?

P. Deschanel. — Oui, il m'a dit qu'il était très inquiet, « l'alliance avec la Russie ne tenant qu'à un fil ».

G. Louis. — Mais au même moment Delcassé affirmait que l'alliance était devenue plus solide que jamais pendant son ambassade.

P. Deschanel. — Et Poincaré tenait un langage analogue à celui de Paléologue : car il m'a dit à moi-même, pendant la revue du 14 juillet, que l'interpellation et les révélations d'Humbert au Sénat allaient rendre bien difficiles les entretiens qu'il devait avoir à Pétersbourg à la fin du mois.

G. Louis. — Ces révélations ne pouvaient être une surprise pour lui, puisque Humbert et Messimy étaient d'accord, le discours d'Humbert

ayant été revu et corrigé par le ministre de la guerre avant d'être prononcé.

P. Deschanel. — Et personne ne parle plus durement que Messimy du rôle joué par Poincaré. Il m'a écrit du front une lettre où il dit en propres termes : « Il faudrait que Poincaré, ce lâche, passât quelques jours au front sous les marmites. » La plupart des hommes qui étaient ministres en juillet disent ouvertement que Poincaré est cause de la guerre.

Il m'a dit pendant la revue : « J'aurai bien de la peine à convaincre les Russes. » Il voulait dire : « Les convaincre qu'il faut marcher. » Et sa femme a dit à la mienne qui était assise à gauche, Mme de Schoen étant assise à droite, que nous n'étions pas prêts, que le désordre était à son comble. Mme Poincaré parlait si haut que Mme Deschanel disait : « Mme de Schoen va entendre ! »

[Ainsi Poincaré savait de la manière la plus certaine que nous n'étions pas prêts, et néanmoins il allait à Pétersbourg avec l'intention de pousser les Russes à la guerre ! Et il a choisi la pire occasion, puisque, faire éclater la guerre sur l'affaire serbe, c'était obliger l'Autriche à donner son concours à l'Allemagne [1].]

Il faut se tenir prêt à faire connaître les vraies causes de la guerre. Il faut écrire à l'avance sa déposition, car les révélations à faire ne porteront que si elles sont bien faites. Et il faut s'y préparer.

G. Louis. — Mais tout le monde sait ce que

1. Entre crochets carrés dans le texte.

l'on peut dire à ce sujet, puisque c'est imprimé.

P. DESCHANEL. — Non, personne ne le sait, mais il faut que ce soit présenté. Et en même temps il est nécessaire de dire expressément que l'Allemagne voulait la guerre, qu'elle l'a préparée, pendant quarante-quatre ans, et que c'était précisément à cause de cela que c'était folie de provoquer la guerre, puisque ni nous ni nos alliés n'étions prêts, et que nous le savions.

GÉRARD. 10 juillet 1915.

Un officier de liaison fait continuellement la navette entre le quartier général français et le quartier général russe. C'est le fils du général Langlois qui remplit ces fonctions. Il a fait connaître ici de la part du généralissime russe les circonstances qui ont amené le récent remaniement du Conseil des Ministres à Pétrograd. Le grand-duc Nicolas Nicolaiëvitch s'est plaint très vivement à l'Empereur du manque de munitions et [de] la mauvaise qualité d'une partie de celles qui ont été distribuées à l'armée russe. Il avait appris que c'était la maîtresse du grand-duc Serge, Grand Maître de l'artillerie, qui était en partie cause de la lenteur des approvisionnements parce qu'elle exigeait des pots-de-vin des fournisseurs, et qu'elle avait fait repousser les envois de munitions faits à Arkhangel par une grande maison américaine qui avait refusé de lui donner la commission qu'elle réclamait. Des malversations étaient reprochées en outre au général

Soukhomlinoff ou à son entourage. Ces faits, qui jetèrent le généralissime dans une violente colère, furent reconnus exacts dans le conseil qui se tint au quartier général sous la présidence de l'Empereur. A cette réunion assistaient un certain nombre de ministres et le président de la Douma, Rodzianko. Elle fut le point de départ des changements de ministres décidés par Nicolas II ; le Souverain accepta, comme le généralissime le lui proposa, de s'appuyer sur la Douma pour la réalisation des réformes jugées nécessaires : suppression du poste de Grand Maître de l'artillerie (?) ; remplacement du général Soukhomlinoff par son ancien adjoint Polivanoff, très bien vu des éléments libéraux ; contrôle de la Douma ; remplacement du ministre de l'Intérieur Maklakoff, et sans doute bientôt aussi du président du Conseil Gorémykine, qui sera probablement remplacé par Krivochéïne.

Bapst envoie des informations télégraphiques très appréciées. Les dernières confirmaient les bruits qui ont récemment couru d'un mouvement d'opinion en Allemagne en faveur de la paix. Au contraire les informations de Beau ne seraient pas considérées comme sérieuses. Notre ambassade enverrait à Paris toutes les fausses informations que l'autorité militaire allemande fait circuler sur les mouvements de troupes ordonnés de Berlin. [Cela prouverait que Bacot est un attaché militaire très inférieur à sa tâche[1].] Beau

1. Entre crochets carrés dans le texte.

a en outre pour informateur et visiteur quotidien Lagarde, le duc d'Entotto, et cela suffirait à expliquer la mauvaise qualité de ses informations. Lagarde s'occupe du service des prisonniers (?).

Quand Viviani revint de Pétersbourg à la fin de juillet, il était complètement désemparé par les événements qui se précipitaient. Il fit appeler Delcassé, et lui demanda conseil pour éviter la guerre. « Mon bon ami, répondit Delcassé, prenez tout de suite le train pour Berlin. Ayez soin d'emporter avec vous l'encaisse de la Banque de France, et une bonne carte de France, que vous déploierez devant le gouvernement allemand. Si vous laissez aux Allemands toute notre encaisse et les territoires qu'ils vous demanderont, vous éviterez peut-être la guerre. Mais ce n'est pas bien sûr. »

Quand j'étais à Bruxelles, le général belge Desjardins, qui passait alors pour le meilleur héritier des idées du général Brialmont, est venu m'entretenir à différentes reprises des craintes que lui inspiraient pour la sécurité de son pays les projets des Allemands. Il déplorait l'aveuglement de son gouvernement qui laissait les Allemands raccorder leurs chemins de fer stratégiques aux lignes belges, et j'ai plus d'une fois tenu le même langage à M. de Favereau dans mes conversations avec lui. Le général Desjardins me disait, et il l'avait écrit dans des brochures qu'il m'a apportées et que j'ai fidèlement transmises à Paris, que

certainement l'invasion allemande traverserait la Belgique, et que le plan de Berlin était d'entrer en France non par la vallée de la Meuse, mais par Bruxelles et par Lille. Il signalait que les Allemands ne dissimulaient pas ce plan, et qu'ils l'exposaient tout au long dans leurs écrits militaires. Tout cela fut vain.

LÉON BOURGEOIS. 15 juillet 1915.

La force d'inertie de Millerand. Il est souvent impossible d'obtenir de lui une réponse. Par exemple nous lui avions demandé quel avait été le total de nos pertes dans l'affaire d'Arras (Carency, Souchez, etc.). Je savais par un général de l'armée d'Arras que le total des blessés était de 69.000, ce qui fait supposer que le total des blessés, tués, et disparus est d'environ 100.000. La Commission de l'Armée désirait connaître le chiffre officiel. Millerand a d'abord répondu qu'il ne lui avait pas encore été communiqué. Quinze jours après, nous avons réitéré notre question. Et Millerand nous a encore répondu qu'il ne savait pas ! — Mais pourquoi la Commission supporte-t-elle que l'on se moque d'elle ? — C'est au Président de la République à demander à Millerand de se retirer. Nous lui avons remis nos rapports et fait connaître nos sujets de plaintes. Nous ne pourrions aller plus loin sans empiéter sur les prérogatives du chef de l'État. Il y a un Président.
— Il y a aussi une France.

— C'est contre Millerand qu'on lui a nommé

trois sous-secrétaires d'État. Le choix d'Albert Thomas a été fait par Viviani. Tout autre que Millerand se serait retiré, car en fait ces créations ont amoindri beaucoup sa situation. Il ne lui reste rien, puisqu'il s'est interdit la direction des opérations militaires, et que ses adjoints ont pris la direction de l'artillerie, du service de santé et de l'intendance.

Le Président craint les responsabilités ; il veut les éviter, et il ne voit pas que, plus il les fuit, plus elles s'attachent à lui. C'est de lui que relèvent en temps de guerre les armées de terre et de mer, d'après la Constitution.

Je lui ai dit un jour dans le feu de la discussion, oubliant que je ne le tutoyais pas : « Tu ne comprends donc pas... » Il m'a pris au mot. — Et depuis ce temps-là, vous vous tutoyez ? — Oui.

Bourgeois me confirme l'assurance donnée au roi des Belges par notre État-Major que les Allemands n'iraient pas à Bruxelles : Oui, notre État-Major avait été imbu à l'École de guerre de l'idée que l'offensive était la seule tactique qui nous convînt, et il avait décidé qu'il fallait piquer droit sur Strasbourg, et que nous entrerions en Allemagne avant que l'État-Major allemand ait eu le temps d'envahir la Belgique. On disait chez nous : l'Allemagne est très préparée, mais cette préparation est un chef-d'œuvre d'horlogerie que nous mettrons hors d'usage par une offensive hardie qui nous mènera au cœur de

l'Allemagne avant que nos ennemis aient eu le temps de faire fonctionner tout leur outillage. Malheureusement rien de ce qu'avait prévu notre État-Major ne s'est réalisé.

J'ai vu Joffre il y a quelques jours à un déjeuner où l'on avait invité, je ne sais pourquoi, les présidents des Chambres. C'est la seconde fois seulement que je le voyais. Je crois lui avoir fait comprendre qu'il fallait faire reposer les hommes de première ligne, les remplacer par des troupes de l'arrière qu'on a trop longtemps gardées dans les villes du Midi ; qu'il fallait accorder des permissions même aux hommes qui se trouvent dans les places fortes ; qu'il fallait en outre ne pas laisser les officiers d'État-Major exercer une autorité trop minutieuse et trop absolue dans les détails des opérations militaires dont l'exécution appartient aux officiers de troupes [cela veut dire aussi sans doute qu'il faudrait que les officiers d'État-Major redeviennent plus souvent officiers de troupes [1]] ; et enfin j'ai amené le Général à reconnaître qu'il fallait renoncer aux offensives qui nous coûtent si cher sans nous donner de résultats appréciables.

Poincaré parle tout le temps en Conseil. Des hommes comme Ribot renoncent, découragés, à disputer la parole à ce parleur incorrigible. Sans doute, dit Bourgeois en riant, il tient à parler jusqu'à ce que midi sonne afin qu'on ne décide

1. Entre crochets carrés dans le texte.

rien, et ainsi il croit éviter les responsabilités qu'il redoute tant.

Nous avons (c'est-à-dire les Alliés ont) 900.000 hommes sur le front de plus que les Allemands. C'est certain ; et si, malgré cette supériorité numérique, nous ne pouvons pas percer les lignes allemandes, c'est uniquement à cause de l'infériorité de notre artillerie : 1.500 canons de moins qu'au commencement de la guerre ! (1.180 ont éclaté et 400 ont été pris ou démontés ; nos batteries, qui étaient de 4 canons, ne sont plus que de 3 ; et en outre, pour se garantir contre les explosions, on tire à la ficelle, ce qui a pour résultat d'enlever à notre 75 l'avantage de la rapidité du tir.)

On va enfin amener sur le front notre artillerie de côte.

LA BOULINIÈRE. *Bulgarie.* — 17 juillet 1915.

Quand il était à Sofia (il y a succédé à Bourgarel), il était très bien vu du Roi (alors prince Ferdinand). Invité à [*un blanc*] près Varna, il était encore couché que le Prince venait causer avec lui.

Le Roi est resté catholique. Il l'est même avec ostentation, et il y a dans son catholicisme un fond de mysticisme. Mais, lorsqu'il lui naquit un fils, il crut nécessaire de le faire élever dans la religion orthodoxe, afin de lui assurer l'attachement de son peuple. Ses autres enfants sont catholiques. Il a raconté à La Boulinière que le

Pape, informé par lui de ses intentions au sujet de son fils aîné, lui avait laissé comprendre qu'il se rendait compte que cette décision était inévitable, et qu'il le plaignait plus qu'il ne le blâmait. Quand la décision fut prise et rendue publique, le Roi se rendit de nouveau à Rome et demanda audience au Pape. Léon XIII le fit entrer ; mais, dès qu'il le vit, il se dressa de son siège pontifical, et d'un geste lui ordonna de se retirer.

Vous ne serez jamais qu'un d'Orléans, lui aurait dit sa première femme, une Bourbon de Parme.

Il traite durement avec mépris la seconde, l'Allemande, bonne infirmière, mais sans charme et sans esprit, que lui a choisie la grande-duchesse Wladimir. Et ses enfants l'imitent.

Depuis l'affaire de Cavalla, il n'a pas reçu Panafieu.

Ghennadief. Le Roi et son gouvernement avaient voulu nous l'envoyer ; mais Panafieu consulté répondit que sa place serait non à Paris, mais au bagne, et nous l'avons refusé [peut-être à tort, car on le dit fort intelligent [1]].

COMTE J. DE MONTEBELLO. 5 août 1915.

Tout le monde savait que l'Allemagne nous attaquerait par la Belgique, et, comme me l'avait

1. Entre crochets carrés dans le texte.

dit M. de Brocqueville, cela ne signifiait pas que la Belgique serait seulement le chemin : cela signifiait que l'Allemagne prendrait la Belgique d'abord, puis se jetterait sur nos villes et nos ports du Nord ; car, dans cette guerre, ce n'est pas comme en 1870 la France qui est le but, le but c'est l'Angleterre.

Il est incroyable que notre gouvernement n'ait rien préparé pour résister à une attaque de l'Allemagne par la Belgique. C'est incroyable, alors que les écrivains militaires allemands, Bernhardi en tête, avaient annoncé que l'invasion allemande prendrait ce chemin.

Dans le Livre bleu (anglais ? le 1er ou le second ?), il y a une dépêche du ministre d'Angleterre à Bruxelles, Villers, qui raconte, à la date du 5 août, que notre attaché militaire est venu dire au président du Conseil belge que, si l'Allemagne violait la neutralité belge, la France enverrait cinq corps d'armée au secours de la Belgique, mais que M. de Brocqueville avait répondu que le gouvernement belge espérait que sa neutralité serait respectée. Brocqueville m'a raconté qu'en effet il avait répondu cela ; mais que, en remerciant de l'aimable proposition, il avait d'abord fait observer qu'il faudrait trois semaines pour envoyer cinq corps d'armée, alors que les Allemands étaient en mesure d'entrer immédiatement, et que par conséquent on en était réduit à espérer qu'ils respecteraient la neutralité.

Si nous n'étions pas prêts à résister à une invasion allemande à travers la Belgique, c'est que Poincaré, depuis son arrivée aux affaires, jan-

vier 1912, tout en disant qu'une guerre prochaine était probable, et en laissant voir qu'il allait presque jusqu'à la souhaiter, n'avait qu'une préoccupation, en sa qualité de Lorrain : la reprise de la Lorraine et de l'Alsace. Il concentrait l'attention de notre État-Major sur Metz et Strasbourg, il n'admettait pas qu'on s'occupât d'une autre frontière. C'est ce qui explique que, lorsque la guerre eut éclaté, on n'eut qu'une pensée, l'offensive dans la direction de Strasbourg.

GENTILLIEZ. 12 août 1915.

Le prince Ruprecht de Bavière, qui commande à Lille, s'étant mis en relations avec l'évêque de la ville, Mgr Charost, a connu par lui un riche industriel lillois, membre de la Chambre de Commerce, M. Guérin, qui s'occupe d'œuvres locales. Récemment, il fit appeler ce dernier et lui proposa de partir en mission pour Berlin. « En mission ? Mais de qui ? — Vous le saurez là-bas. Tout ce que je puis vous dire, c'est que, si vous acceptez, vous irez à la Wilhelmstrasse. »

Guérin consentit. Il reçut toutes les facilités possibles pour son voyage, et, à son arrivée à Berlin, il put choisir son hôtel et circuler partout librement sans aucun désagrément, bien que ne sachant pas un mot d'allemand.

A la Wilhelmstrasse, il apprit que le but de son voyage était de rechercher, de concert avec le haut fonctionnaire avec lequel il fut mis en rapport, le moyen de mettre fin à la situation

résultant de ce qu'un conseil de guerre français avait, à tort selon les Allemands, déclaré coupable d'un crime de droit commun (pillage à main armée ?) un officier allemand de haut rang. Par représailles, le gouvernement allemand avait pris successivement des mesures très rigoureuses d'abord contre diverses catégories de prisonniers français, puis contre des notables de Roubaix et de Lille, notamment les frères Motte, qu'il avait fait conduire en captivité dans un camp de concentration en Allemagne. Le gouvernement allemand laissa entendre que, si l'officier allemand condamné à tort, selon eux, à la prison était remis en liberté, toutes les mesures de représailles prises par lui seraient rapportées (notamment l'envoi à Spandau de quelques officiers français prisonniers, tels que les fils de Delcassé et de Monis).

Guérin fut en outre invité chez le prince de Reuss, sans doute parent de l'officier allemand en question, et le prince ainsi que les autres invités lui témoignèrent les plus grands égards. A son départ, il reçut un sauf-conduit qui lui permit d'aller en Suisse, et de là il se rendit à Paris. Briand, qui le reçut très bien, fut d'avis qu'il y avait le plus grand intérêt à faire aboutir cette tentative d'entente. Il fit remarquer qu'il serait absurde de laisser se refermer une porte qu'il y avait tant d'intérêt à tenir ouverte. Il estime d'ailleurs que le conseil de guerre qui a condamné l'officier allemand en question a fait une sottise. Delcassé propose de déclarer l'officier fou. De toutes manières, il paraît certain que l'entente

se fera, et que par la suite les Motte seront relâchés.

Avant d'entreprendre cette affaire, M. Guérin avait déjà mené à bien, de concert avec M. Erment, le maire de Laon, l'affaire du ravitaillement de nos départements envahis par le comité hispano-américain.

VILLA URUTIA. 14 août 1915.

A ma femme : « Ah ! la guerre d'Isvolsky ! J'ai entendu moi-même, chez le duc de la Trémoille, Isvolsky nous dire : « C'est ma guerre, vous « verrez ce que sera ma guerre ! » Il y avait quatre ans qu'il la préparait, sa guerre ! Ignatieff, au contraire, trouvait que la Russie aurait dû attendre encore trois ans pour être prête, ses chemins de fer et sa préparation militaire n'étant pas terminés.

A moi, Villa Urutia a raconté qu'Ignatieff avait dit, dans le courant du premier mois de la guerre, que la guerre durerait trois ans. Le propos raconté par Villa Urutia à ma femme est plus vraisemblable.

Sur son remplacement à l'ambassade d'Espagne à Paris, Villa Urutia dit :

« Pourquoi on m'a fait partir ? Parce que j'étais francophile, et qu'à Madrid on était si convaincu que Guillaume II allait entrer en vainqueur à Paris, qu'on voulait y avoir un ambassadeur qui fût persona grata auprès de l'empereur d'Allemagne. C'est pour cela qu'on a choisi Valtierra,

qui a fait élever ses enfants à Berlin et qu'on savait bien vu de l'empereur Guillaume ; et on ne m'a laissé que trois heures pour lui céder la place. »

Bertie lui a écrit au moment de son départ : « Ceux qui vous font partir le regretteront plus tard. »

A moi Villa Urutia a dit, le 20 août, que, sur les rapports du ministre d'Espagne à Bruxelles, on s'était convaincu à Madrid que l'Empereur allait entrer en vainqueur à Paris. Le Roi l'a dit à Villa Urutia quand il l'a reçu quelques mois après son remplacement. — Au moment de la déclaration de guerre, l'Empereur a reçu le ministre de Hollande et lui a dit : « Dites à la Reine que mon amitié pour son pays va retarder de six jours mon arrivée à Paris. » Il voulait dire que, s'il passait par le territoire hollandais, il arriverait six jours plus tôt à Paris. — Pas de doute, dit Villa Urutia, que, si Léopold avait été encore sur le trône, il eût, moyennant un fort pourboire, livré passage aux armées allemandes.

A Madrid, dit Villa Urutia, on était convaincu que l'Empereur allait entrer à Paris, et que l'Espagne pourrait offrir sa médiation. Voilà pourquoi Villa Urutia a été remplacé si brusquement.

Villa Urutia était déjà à Paris en septembre 1870. Il est en mesure de comparer les deux invasions.

I said to him : C'est du Vatican que sont venues les informations qui ont fait croire à Madrid que la marche des armées allemandes était irrésistible et que la France serait écrasée.

DUCHESSE DE LA TORRE. 6 septembre 1915.

Oui, en Espagne la « société » est germanophile ; mais on est germanophile sans être pour cela très antifrançais. Les Allemands ont pour eux les prêtres et les femmes ; mais on est très ignorant en Espagne, et les femmes sont germanophiles sans rien connaître de l'Allemagne. Je suis une des rares Espagnoles qui aient été en Allemagne ; j'ai conduit Conchita aux bains de Franzensbad, dans le nord de l'Allemagne, il y a longtemps, bien longtemps ; j'ai une idée de l'Allemagne. Les femmes qui se disent germanophiles aujourd'hui en savent encore moins. Pourquoi elles le sont ? Surtout parce que la Reine mère, étant autrichienne, est naturellement de tendance austro-allemande. Pour plaire à la Reine mère qui fait les invitations à la Cour et qui a encore une grosse influence, car les ministres défèrent le plus qu'ils peuvent à ses désirs, on est germanophile uniquement parce qu'elle l'est ; c'est bien porté.

SOUS-PRÉFET ALEXIS. 18 septembre 1915.

Witte l'avait pris en sympathie au moment de la déclaration de guerre et venait le voir souvent à la sous-préfecture : c'est de là qu'il télégraphiait à son ambassade. Alexis, lui ayant délivré ses passeports, a su qu'il était appelé par son gouvernement.

Witte lui a dit que, s'il avait été président du Conseil au moment où se sont produits les événements d'où la guerre est sortie, il aurait pu vraisemblablement empêcher la guerre.

On ne s'est pas rendu compte, a dit Witte, de l'importance qu'allait prendre l'assassinat de l'archiduc François-Ferdinand. Aux yeux non pas seulement de la Famille impériale, mais surtout des populations de la monarchie austro-hongroise, un archiduc, et surtout l'héritier présomptif, est une personne quasi-sacrée. Un tel meurtre ne pouvait manquer de frapper profondément les imaginations populaires ; il était donc facile de l'exploiter. On aurait dû prévoir qu'il le serait, et s'occuper de donner immédiatement à l'opinion publique austro-hongroise les satisfactions nécessaires. Il eût fallu faire comprendre à la Serbie qu'elle avait tout intérêt à prendre les devants, et il appartenait aux amis de la Serbie de lui donner ce conseil.

Witte ne croyait pas que l'Allemagne serait économiquement assez forte pour soutenir une longue guerre. Il pensait qu'elle vaincrait la Russie au début, mais que celle-ci finirait par l'emporter.

Général de Sancy 23 septembre 1915.

La Serbie. — A mon retour de mission, M. Briand m'a fait appeler en qualité de vice-président du Conseil. Il m'a reçu au ministère de la Justice, mais il n'y avait pas de dossiers sur

sa table : seulement des cartes déployées de tous côtés. A un ancien ambassadeur comme vous, je peux raconter confidentiellement l'entretien que j'ai eu avec lui. Il m'a dit qu'on n'avançait pas aux Dardanelles, et qu'il était très préoccupé. « En prévision de la possibilité d'un échec, il pourrait être utile, lui ai-je dit, de nous mettre en mesure de retirer nos troupes, ou tout au moins la plus grande partie du corps expéditionnaire, sans que cela ait l'air d'une retraite. Pourquoi n'enverrions-nous pas une forte fraction de notre armée d'Orient par la vallée du Vardar au secours de la Serbie que les Austro-Allemands menacent de nouveau ? Ce serait un bon motif à donner pour justifier le retrait de nos troupes de la presqu'île de Gallipoli. » Briand m'a répondu : « Joffre ne veut donner aucune fraction de nos troupes. Si nos forces d'Orient deviennent disponibles, il les réclamera pour la défense de notre front. Il nous a dit : « En tous « cas j'ai besoin de toutes nos réserves. Si vous « me donnez tout ce dont vous disposez, je « réponds de la victoire au plus tard dans trois « mois. » Et c'était il y a six mois qu'il m'a dit cela, à moi-même, dans ce cabinet, après une conversation de trois heures ! »

I remarked : « Votre idée d'aller au secours de la Serbie par le Vardar paraît avoir frappé, car le bruit a couru que l'Italie allait, à la demande des alliés, envoyer un corps expéditionnaire dans « le contesté macédonien ». C'était évidemment pour appuyer la résistance serbe et empêcher les Austro-Allemands de gagner Cons-

tantinople. Il est vrai que d'autres nouvellistes ont dit que l'Italie allait envoyer un corps expéditionnaire en Syrie et non dans le contesté macédonien ; mais j'ai peine à croire que notre gouvernement ait donné son assentiment à une occupation italienne de la Syrie. »

Interview Latapie. — Nisard a été reçu en audience par le Pape il y a quelques mois. C'était avant l'interview Latapie, et il avait si bien vu le danger de telles interviews qu'il avait signalé au Pape les ennuis qui pourraient résulter pour lui d'audiences trop facilement accordées à des journalistes, et notamment à des journalistes parisiens. Mais le Pape n'a pas su se défendre contre les demandes indiscrètes. Nisard m'a dit en confidence qu'il avait su qui avait donné sa garantie à Latapie auprès du Pape. « C'était Denys Cochin ! — Je soupçonne que Latapie avait rédigé une interview moins éloignée de la vérité que celle qui a paru ? — Vous avez raison. J'ai su par Nisard qu'elle avait été portée aux Affaires étrangères, où elle a été gardée trois jours. Dans quel état est-elle revenue ! »

Le général ajoute que Barrère se défend d'avoir poussé à la rupture avec le St-Siège au moment de la visite de M. Loubet à Rome. « Je souhaitais seulement *moderniser* les rapports de la France avec le St-Siège. » On voudrait voir (ajoute le général, et c'est sans doute du Nisard) le projet Barrère de Concordat modernisé ! Rédaction difficile !

GÉRARD. 5 octobre 1915.

He has seen Deschanel a month ago, and Deschanel told him : « Oh ! l'élection de M. Poincaré, c'est du Shakespeare avec un bas fond de Balzac. »

Le véritable auteur de la guerre, dit Deschanel, c'est Poincaré. [L'Empereur ne voulait pas la guerre, dit Deschanel ; car, en engageant l'affaire serbe, il était convaincu que la France et l'Angleterre, n'étant pas prêtes, conseilleraient à la Russie de céder[1].]

Gérard ajoute : « Avez-vous lu le Blue Book anglais qui montre que Paléologue a poussé à la guerre ? »

A l'arrivée de Poincaré au ministère des Affaires étrangères en janvier 1912, Bourgeois, qui s'intéressait à moi et knew that I will not like to go back to Tokyo, advised Poincaré to appoint me Directeur politique, Bapst having no successor yet. You had said most clearly that you did not feel inclined to resume those fonctions. But Bourgeois idea did not agree Poincaré, who had resolved de prendre le contre-pied du projet que vous et moi avions rédigé avec Barrère. Non seulement il ne voulait pas confier à un ambassadeur la haute direction des services du ministère, mais il entendait ne nommer Directeur politique qu'un ministre qui n'aurait pas été

1. Entre crochets carrés dans le texte.

chef de poste à l'étranger. Il n'y avait guère que Panafieu et Legrand qui se trouvassent dans ces conditions. Legrand fut choisi, mais à peine sa nomination était-elle faite qu'il se rendait impossible par la faute qu'il commit dans la gérance de notre ambassade à Rome. Paléologue s'était déjà offert à Poincaré : celui-ci l'avait écarté en lui conseillant se viser à une ambassade, mais il revint à lui quand Legrand s'effondra.

Barrère reçut du Ministre des télégrammes rédigés sans le moindre égard pour ses services et sa longue expérience. On lui envoyait le texte des communications qu'il devait faire au gouvernement italien, et on lui prescrivait de n'y pas changer une virgule. Tous les ambassadeurs furent traités de la même manière par Poincaré. Gérard ajoute : Il en fut ainsi dès qu'il fut ministre. Je me souviens du mépris avec lequel il me parlait des Cambon et de Barrère, lorsque j'allai le voir à la fin de janvier 1912. Sous ce ministère, les Agents sentirent qu'ils n'avaient plus de bons procédés à attendre ni du Ministre ni du Directeur politique. Lorsque le Ministre m'invita à rejoindre mon poste, dit Gérard, je fis observer à Paléologue que je ne pouvais partir sans un certain délai, en raison de l'éloignement de mon poste et de mes conditions de famille. Il me répondit vivement : « Le Ministre a décidé, c'est fini ; il m'est impossible de lui en parler ! »

Freycinet vieillit rapidement. Il n'est pas encore revenu de Suisse, et l'on n'espère guère qu'il puisse, s'il revient, reprendre la présidence

de la Commission de l'Armée. Quand on arrive à ces grands âges, on est toujours menacé d'un affaiblissement soudain des forces physiques et intellectuelles.

C'est Clémenceau qui préside, en l'absence de Freycinet, la Commission de l'Armée, et, chose curieuse, il a maintenant les sympathies des autres vice-présidents, Bourgeois, Doumer. On vient à lui par antipathie pour Poincaré et ses ministres.

A la veille de la guerre, nos plus importantes ambassades se trouvaient être celles de Vienne et de Pétersbourg. C'est dans ces deux postes, en effet, qu'on eût pu et qu'il eût fallu agir avec la volonté d'empêcher la guerre, et malheureusement ces deux ambassades étaient aux mains des Agents qui réagissaient le moins contre la politique néfaste de l'Elysée. Notre ambassadeur à Pétersbourg était dépourvu de jugement, et l'Agent qui nous représentait à Vienne avait été si heureux d'être appelé à un grand poste, alors qu'il n'espérait plus y parvenir, qu'il suivait aveuglément les impulsions de Poincaré et de Paléologue. Il ne cessa d'agir au rebours du bon sens. [Pour apprécier les conditions dans lesquelles s'exerçait son action, il suffit que l'on sache qu'il ignorait l'Archiduc héritier, voyait en lui une quantité négligeable, et que jusqu'à la dernière minute il crut que la guerre n'éclaterait pas [1].]

1. Entre crochets carrés dans le texte.

TRÉFEU. 11 octobre 1915.

Depuis longtemps déjà le ministre de la Marine s'entendait reprocher par ses collègues de maintenir l'amiral Boué de Lapeyrère au poste d'amiralissime. On accusait l'amiral de rester inactif, de faire des difficultés pour tout, et de répondre à toutes les injonctions du gouvernement par l'offre de sa démission. Augagneur était décidé à le prendre au mot lorsque Boué de Lapeyrère jouerait de nouveau de sa démission, et il a provoqué l'incident cherché en donnant à l'amiral des instructions qu'il était certain que celui-ci n'accepterait pas. C'est en effet ce qui s'est produit, et Augagneur s'est empressé de faire approuver par le Conseil des Ministres le remplacement de Boué de Lapeyrère par Dartige du Fournet.

GENTILLIEZ. 12 octobre 1915.

Ribot a dit au Conseil qu'il donnerait sa démission si le gouvernement ne modifiait pas son projet d'envoi à Salonique d'un corps expéditionnaire et autorisait une nouvelle offensive en Alsace dans les conditions actuelles. Il a fait avant-hier une démarche personnelle auprès de Delcassé pour le dissuader de se retirer.

Gentilliez a eu l'impression, dans une conversation avec Jonnart, que Ribot en causant avec ce dernier a envisagé le cas où, le ministère Viviani se retirant, Poincaré lui offrait (à lui, Ribot) la mis-

sion de former un nouveau cabinet. Gentilliez a dit à Jonnart : « Dans ce cas, Ribot vous appellerait sans doute au ministère des Affaires étrangères? » Jonnart n'a pas dit non. Il s'est borné à remarquer qu'il connaissait Ribot depuis bien des années, que quand il était enfant il sortait chez Ribot les jours de congé, mais que celui-ci n'avait d'ailleurs pas fait grand'chose pour sa carrière.

Qui pourrait être président du Conseil actuellement : Clémenceau, dit Herbette, ou Deschanel. — Ou bien Briand, say I. — Ou bien Bourgeois, dit Herbette. — Ou Freycinet.

On dit ce soir que Delcassé ne maintiendra pas sa démission, et qu'en tout cas Viviani ne la lui demandera pas, et que le cabinet se présentera tout entier à la Chambre. Si Delcassé s'en allait, son successeur pourrait être ou Briand, ou Bourgeois, ou Leygues, à moins que ce soit l'un des Cambon.

Ribot. — Et vous, M. G. Louis, si on vous offrait, que diriez-vous?

G. Louis. — Que, retiré des affaires depuis deux ans, je ne suis plus au courant de rien, et que cela suffit pour que je n'accepte pas, sans parler des autres motifs.

Lara. — Ce n'est pas une raison suffisante.

Ribot. — D'ailleurs Poincaré est là et ce n'est pas lui qui vous le proposera ! Mais si Poincaré partait?

Gentilliez. — On a parlé de Paul Cambon.

Lara. — Même de Jules, mais nous avons vu en 1911 que, si l'on veut un esprit ferme, ce n'est pas à lui qu'il faut faire appel.

Pierre Louys. 13 octobre 1915.

Il a vu hier Leboucq. Un fonctionnaire de la Guerre qui dînait non loin d'eux a dit à Leboucq : « Ce qu'il y a d'inquiétant, c'est qu'il se forme un parti de la paix. »

Leboucq : « Le ministère tombera demain (13 octobre), ou au plus tard le jour suivant. Des trois représentants du parti socialiste, deux s'en iront, Sembat et Guesde ; quant à Thomas, il restera dans le nouveau cabinet. » Pour être si affirmatif, il faut que Leboucq sache qui prendra la présidence du Conseil, et, s'il le sait, c'est Briand. Pichon aurait les Affaires étrangères.

A la Commission des Affaires extérieures, Delcassé, interrogé par Leboucq, a dit, il y a environ six mois, qu'il espérait que la Bulgarie se rallierait à la Quadruple Entente, mais qu'il était certain qu'en aucun cas elle ne prendrait partie pour les Empires du centre. Leboucq a rappelé cette réponse à Delcassé dans la dernière réunion de la Commission des affaires extérieures. Delcassé a dit qu'il n'en avait gardé aucun souvenir.

Les collègues de Delcassé ont déploré très vivement l'insuccès de ses négociations balkaniques, et lui ont demandé de le réparer dans la mesure du possible en allant négocier à Londres, à Pétersbourg et à Rome une entente pour barrer à

l'Austro-Allemagne le chemin de Constantinople. Delcassé a refusé, et a donné sa démission en prétextant l'état de sa santé. — Et Viviani a dit aujourd'hui à la Chambre « qu'aucun désaccord n'est survenu entre le ministre des Affaires étrangères et le gouvernement ». — Il n'a été à Londres avec Augagneur que sur le refus de Delcassé d'y aller.

GÉRARD. 16 octobre 1915.

Arsène Henry m'a raconté qu'en mai 1905 le dernier coup a été porté à Delcassé par une dépêche de Barrère racontant que Bülow aurait dit à l'ambassadeur d'Italie à Berlin que, tant que Delcassé serait laissé en fonctions, l'Allemagne ne cesserait pas de faire sentir à Paris que, si on la pousse, elle cherchera le règlement de l'affaire marocaine sur la frontière des Vosges. C'était là le sens, sinon les termes de la dépêche de Barrère. — Je ne me souviens pas de cette dépêche.

Gambetta avait choisi Pallain comme directeur de la Comptabilité (et lui avait, sur sa demande, donné en outre le Personnel et la direction du Cabinet) pour réformer la comptabilité du ministère et rechercher s'il ne conviendrait pas, comme il le pensait, de supprimer en totalité ou presque les perceptions de chancellerie.

Il m'avait désigné comme chef de son cabinet, et m'avait donné comme collaborateur Hanotaux, dont il connaissait la famille. Hanotaux fut ensuite

sous-chef du cabinet de Jules Ferry. Marcel était le chef.

Delcassé n'a été nommé ambassadeur en 1913 que parce que Poincaré et trois ministres avaient intérêt à l'éloigner de la Chambre : c'était un rival qu'on écartait. Il est donc vraisemblable que ce n'est pas volontiers que le Président de la Republique l'a appelé en août 1914 à faire partie du ministère. Poincaré et Viviani ont sans doute pensé que, dans un moment aussi grave, sa grande notoriété augmenterait l'autorité du gouvernement en Europe, et que ses intrigues seraient moins dangereuses s'il faisait partie du ministère que s'il était laissé en dehors. — On peut croire que la nomination de Delcassé à Pétersbourg n'avait pas comblé ses vœux en 1913 : il aurait de beaucoup préféré être nommé à Londres. Mais on n'a pas osé toucher à Paul Cambon.

Suivant Gérard, il semble que Delcassé s'était entièrement inféodé à Isvolsky depuis qu'il était redevenu ministre. Il avait accepté les mêmes relations mondaines. — Lesquelles ? — La Trémoille, et aussi Madame Jean de Montebello. [Je suppose qu'il a voulu dire : Jean de Castellane [1].] Est-ce dans son intimité avec Isvolsky qu'il faut chercher les causes de sa démission ? [Isvolsky se serait-il montré hostile à l'idée d'intervenir entre la Serbie et la Bulgarie ? Aurait-il déconseillé de

1. Entre crochets carrés dans le texte.

demander à la Russie d'agir militairement contre les Bulgares [1] ?]

LEBOUCQ. 25 octobre 1915.

Notre situation intérieure vient de la très habile organisation donnée à la Presse par Poincaré en vue de son élection à la présidence de la République. Tous les journaux ont été réunis dans sa main au moyen des fonds secrets et des sommes considérables mises à sa disposition par les groupements qui avaient lié partie avec lui. Cette organisation a survécu à l'élection de janvier 1913, et elle explique que, depuis le commencement de la guerre, la presque totalité des journaux n'a cessé d'appuyer le président de la République et les hommes qu'il avait choisis. C'est ainsi que Millerand et Joffre ont pris figure d'hommes indispensables et qu'ils résistent à toutes les critiques que leurs adversaires essaient de répandre dans la presse et à la Chambre.

I say : mêmes erreurs diplomatiques en juillet 1914 qu'en juillet 1870. He assents, et reprend à son compte what I said to Deschanel about the absurdity of letting war break out about Servia, since it was perharps the only ground on which Germany was sure of Austria's concurs.

Les généraux allemands multiplient à l'infini les lignes de défense à l'arrière, tandis que sur

1. Entre crochets carrés dans le texte.

aucun de nos fronts nous n'en avons plus de deux. Si les Allemands enfoncent ces deux lignes, ils ne trouveront plus de défenses préparées avant le camp retranché de Paris.

En octobre 1914, il eût suffi de 15.000 hommes pour sauver Lille et Lens, c'est-à-dire que la ligne allemande serait restée en deçà de ces deux villes.

La plupart de nos offensives ont échoué faute d'avoir eu des renforts en temps utile. Tout récemment encore, en Champagne, deux compagnies ont été prises (ou massacrées !) pour n'avoir pas été soutenues. Et cependant il y avait des troupes fraîches dans le voisinage, mais le quartier général ne les avait pas mises à la disposition de Castelnau. [Récit analogue de Bourgeois pour l'Artois en juillet, etc [1].]

Le quartier-général envoie toujours des ordres sans réplique possible : « Les fils barbelés n'ont pas été coupés ; mes troupes ne peuvent pas passer. — Attaquez tout de même ! — Mes troupes seront anéanties. — On vous a dit d'attaquer ! » Le colonel entraîne son régiment, tombe mort, et les trois quarts de son régiment sont anéantis.

En février, il a vû le Président et lui a dit : « Il faut vous inspirer des grands ancêtres de la Révolution, qui savaient employer les moyens irrésistibles pour venir à bout des résistances de leurs

1. Entre crochets carrés dans le texte.

subordonnés. — Mais moi je ne peux pas ; j'ai la Constitution. »

Jonnart est un mou. Leur voyage dans les pays du Nord (Lille, Lens, Arras, Douai) en octobre 1914 avec le sénateur du Nord Hayez.

Il n'y a que Clémenceau qui aurait la vigueur nécessaire pour gouverner dans les circonstances actuelles. — Allez le voir. — Je l'ai vu il y deux mois, et j'ai tâché de le mettre en mouvement. Mais il m'a répondu : « Vous êtes député ; interpellez ! — Pourquoi ne pas interpeller vous-même ? — Ce n'est pas au Sénat, c'est à la Chambre à ouvrir l'attaque. »

He : Ribot did not offer you *le portefeuille des Affaires étrangères ?* — Est-ce qu'il est chargé de former un ministère ? — Non, mais il aurait l'autorité nécessaire pour proposer un nom.

Speaks much. But assez fermé en réalité. I suppose il s'offre de divers côtsé. Says : 1° Malvy, Augagneur, Thomson should be put aside. 2° Briand is uncertain, 3° Socialistes ont perdu leur autorité parce que Sembat et Guesde ont déserté leurs opinions pour devenir ministres à 60 000 francs par tête. En somme le Président et Viviani ont désarmé l'opposition de gauche en lui donnant des portefeuilles, et ils savent que par patriotisme l'opposition de droite ne leur fera pas de difficultés.

A la Chambre, les Députés qui reviennent du front ne sont pas écoutés, et on leur en veut d'avoir donné un exemple que leurs électeurs leur reprochent de n'avoir pas suivi.

GENTILLIEZ. 25 octobre 1915.

Une crise ministérielle est probable, mais Pams croit qu'elle s'ouvrira à la Chambre et non au Sénat.

D'Estournelles n'a pas d'autorité au Sénat. Vous vous rappelez son discours sur la marine. Méline disait de lui quand, à son arrivée au Sénat, il passait en revue nos collègues en causant avec moi : « Il est plus d'Estournelles que constant. »

Barthou voudrait bien rentrer aux affaires. Méline me disait qu'il s'étonnait qu'on ne l'y rappelât pas. Mais rappelez-vous, lui disais-je, il a trahi tout le monde. Et c'est Barthou qui nous a valu le rachat de l'Ouest, car il était le ministre des Travaux publics quand le ministère Clémenceau a fait voter cela.

Doumer et Bourgeois ont lié partie depuis assez longtemps déjà.

Doumer voudrait la Guerre pour lui. Si on voulait y mettre Joffre, il accepterait cette combinaison, afin de faire nommer Galliéni généralissime.

On parle d'un cabinet composé d'anciens présidents du Conseil. Mais ce ne sont pas des hommes fatigués qu'il nous faut, ce sont des hommes d'action. Et l'on ne nous donne toujours que des avocats ! Jamais nous n'en avons tant eu.

Gentilliez ne voudrait pas de Bourgeois.

Le ministère actuel est soutenu surtout par la droite, comme elle soutient Poincaré !

Le Grand État-Major était si sûr de la victoire totale le 25 septembre qu'il avait déjà arrêté l'organisation que l'on donnerait aux communes *allemandes* dès notre entrée en Allemagne.

BLUMENTHAL. 29 octobre 1915.

Parti de Colmar le *31 juillet*, lui par Bade et la Suisse, ses filles par l'Alsace (par St-Louis, à pied). Il a pu emporter beaucoup de choses, notamment ses valeurs mobilières. Ses autres biens ont été mis sous séquestre : « Je pense que je les retrouverai à la fin de la guerre. »

Connaît beaucoup Jules Cambon, rencontre Bompard au Secours national. Ni l'un ni l'autre ne sont jamais appelés au ministère des Affaires étrangères pour donner leur avis même sur les affaires de leurs anciens postes.

Delcassé était devenu neurasthénique. C'était un danger de garder un ministre malade. Bien surfait, ajoute Blumenthal. Et tout le monde disait dans son propre ministère que personne n'était plus menteur.

Blumenthal ignorait que ce fût Freycinet qui avait demandé que le ministère de l'Intérieur fût retiré à Malvy. — Sent qu'il y a un parti latent de la paix, qui ne comprend pas que nous aurions tout à perdre à la paix maintenant. — Pams eut mieux valu que Poincaré : Pams ou Dubost, parce qu'ils ont plus de caractère et probablement plus d'esprit de décision. — La

guerre peut être encore longue ; en tout cas c'est le début d'une période de longues guerres.

COMTESSE J. DE MONTEBELLO. 5 novembre 1915.

Savez-vous comment M. Delcassé a donné sa démission ? Il a écrit à M. Briand [sans doute Viviani [1]] que les engagements pris par M. Poincaré vis-à-vis de la Russie l'avaient mis dans l'impossibilité de mener à bien ses négociations avec les États balkaniques, et que dans ces conditions il ne pouvait pas conserver plus longtemps le portefeuille des Affaires étrangères. « Mais vous connaissiez ces engagements quand vous êtes revenu aux affaires ? — Je n'en connaissais qu'une partie : ce qui avait été dit par M. Poincaré [à M. Isvolsky [2] ?] quand j'étais à Pétersbourg ; j'en étais informé, mais nullement responsable. Et je n'ai appris qu'en revenant au Quai d'Orsay à la fin d'août 1914 ce qui avait été dit au gouvernement russe depuis mon départ de Pétersbourg. Le langage inconsidéré tenu par M. Poincaré, puis par M. Paléologue, dont j'ai en vain proposé le rappel, ont été cause de l'échec de notre politique. » Il a été répondu (par Viviani ?) à M. Delcassé que c'était agir déloyalement que de donner sa démission sur des prétextes et en des termes qui rendaient impossible la publication de sa lettre.

1. Entre crochets carrés dans le texte.
2. Idem.

[Si cette version est exacte, ce n'est donc pas ses collègues, mais le Président de la République que Delcassé aurait mis en cause dans sa lettre de démission, et, avec Poincaré, Paléologue et le gouvernement russe[1] ?]

A Londres, on m'a dit qu'on ne comprenait pas en Angleterre que nous eussions déclaré la guerre à l'Autriche. Le gouvernement anglais aurait préféré ne pas rompre avec le cabinet de Vienne ; il n'a donné au comte Morsdorff ses passeports que parce qu'il ne pouvait pas prendre une position différente de celle de la France. — Et nous, nous ne pouvions pas prendre une position différente de celle de la Russie.

Bunsen m'a dit que jusqu'au dernier moment Berchtold a espéré pouvoir éviter la guerre. En effet, said I, ce n'est pas l'Autriche qui l'a déclarée à la Russie, c'est l'Allemagne qui, en déclarant la guerre à la Russie, a mis l'Autriche dans l'impossibilité de s'y dérober. Évidemment Guillaume II savait par expérience qu'il était impossible d'amener l'Autriche à faire la guerre pour des questions telles que l'affaire marocaine, qui ne l'intéressait pas directement, et qu'il n'y avait qu'un moyen d'obliger l'Autriche à marcher, c'était de faire éclater la guerre à propos des affaires serbes.

L'Angleterre, a-t-on dit à la comtesse à Londres, ne se doutait pas que Poincaré se fût

1. Entre crochets carrés dans le texte.

lié vis-à-vis de la Russie au sujet de Constantinople dès son voyage de 1912 à Pétersbourg. C'est lorsqu'elle l'a appris, au cœur de l'hiver 1914-1915, qu'elle a décidé l'expédition aux Dardanelles. Vous pensez bien que, du moment où la Russie entendait prendre Constantinople, l'Angleterre s'empresserait de prendre elle aussi ses sûretés en occupant Lemnos et Gallipoli. Elle n'a jamais eu l'intention de prendre Constantinople. C'est pour cela qu'on a tort de croire en France que l'expédition des Dardanelles est un échec. Ce n'est pas un échec pour l'Angleterre, puisqu'elle a obtenu ce qu'elle voulait. La Russie occupera peut-être la porte du Bosphore, mais l'Angleterre tient dès à présent les clefs des Dardanelles.

— Je crois qu'il y a beaucoup d'esprit de l'escalier dans cette version. C'est une explication après coup de l'échec très réel que les Alliés ont subi. Mais il y a tout de même dans ce qu'on vous a dit une part de vérité. L'Angleterre a pris ses sûretés.

— Oui, et croyez bien que c'est pour en prendre d'autres qu'elle a occupé Salonique. Mon idée (mais là-dessus je n'ai pas reçu de confidences), c'est qu'on se dit à Londres, en outre, que Salonique peut fournir le moyen de s'entendre avec l'Autriche.

GANDOLPHE. 11 novembre 1915.

Qui fait les frais de *L'Œuvre?* Hennessy.

Téry raconte que la nuit dernière, à deux heures du matin, un agent secret est venu le trouver de la part du préfet de police, et lui a dit, après avoir décliné ses qualités « d'agent secret » (!), que, s'il publiait le manifeste des socialistes allemands, *L'Œuvre* serait saisie. *L'Humanité* avait déjà imprimé ce manifeste, mais la censure en a exigé l'échoppement. Renaudel s'y est soumis en maugréant, mais s'y est soumis.

Gandolphe est censeur militaire, mais ne s'occupe pas de censure politique.

Il est exact que la lettre de démission de Delcassé met en cause le président de la République, et que pour cette raison-là elle est impubliable. La réponse que Viviani lui a adressée est outrageante. Delcassé aurait offert de retirer sa lettre de démission, mais cela n'aurait pas été jugé faisable.

Delcassé est parti pour Beaulieu. Il n'a vu presque personne avant de partir.

Le médecin militaire inspecteur en chef Delorme, qui déclarait le 3 août 1914 à l'Académie des sciences que « les blessures de guerre étaient aseptiques », hérésie qui a coûté la vie à des centaines, peut-être des milliers de blessés, est le même qui, avant la guerre, ordonnait de faire les amputations dans les hôpitaux militaires sans anesthésier les malades, pour la raison, disait-il, qu'il fallait habituer en temps de paix les médecins à opérer des malades non endormis, les opérations devant être faites sur le

champ de bataille sans le secours du chloroforme.

TSOKOFF. 19 novembre 1915.

Panafieu lui a dit que les premiers généraux auxquels Ferdinand a offert le portefeuille de la Guerre au moment du traité germano-bulgare ont tous mis comme condition à leur acceptation qu'aucun officier allemand ne serait admis à exercer un commandement dans l'armée bulgare. Le Tzar, s'étant déjà engagé à incorporer dans son armée un assez grand nombre d'officiers allemands, a dû appeler au ministère de la Guerre le général [*un blanc*].

Un jeune Rodzianko, furieux de n'avoir pas été invité à une soirée de la comtesse Kleinmichel, fit courir dès les premiers jours de la guerre le bruit qu'elle avait été arrêtée et pendue. C'est la princesse K... qui lui aurait dit : « On a fait courir le bruit que vous étiez une espionne, mais je ne l'ai pas cru. — Et moi, aurait dit la comtesse, on m'a dit que vous trichiez au jeu, et je l'ai cru. »

COMTESSE J. DE MONTEBELLO. Novembre 1915.

Quelqu'un qui a assisté à un des derniers déjeuners donnés par Isvolsky à des Russes de passage m'a dit que pendant tout le repas on avait parlé russe afin de n'être pas compris par

les domestiques, et qu'Isvolsky et plusieurs de ses invités n'avaient cessé de dénigrer la France et son armée, en prétendant que l'armée russe était la seule qui tînt tête vaillamment à l'invasion allemande.

HERBETTE. 22 novembre 1915.

J'ai vu Freycinet avant-hier. Conversation d'une heure. Je lui ai parlé très sincèrement. Quand il a accepté d'entrer dans le ministère, Briand lui avait dit qu'il serait seul ministre d'État, qu'il aurait la vice-présidence du Conseil, que Malvy ne resterait pas. Aucune de ces promesses n'a été tenue. Par jalousie, Ribot a fait des objections en ce qui concerne la vice-présidence, et a défendu Malvy. Herbette a dit à Freycinet que dans ces conditions il n'aurait pas dû accepter, qu'il était plus utile comme président des deux grandes commissions du Sénat ; on l'en a fait partir, on l'a joué. Freycinet a reconnu que tout cela était vrai. Herbette a dit : « Vous devriez saisir la première occasion de vous retirer, en tous cas avant le 1er janvier. — Je n'attendrai pas si longtemps », a dit Freycinet, et Herbette a eu l'impression que Freycinet ne serait plus ministre le 1er décembre. On ne lui montre rien. On l'a relégué au premier étage, au quai, et il est là à grelotter, abandonné et inutile.

Freycinet a dit à Herbette : « J'ai assisté au

Conseil qui a eu lieu à l'Élysée entre les ministres anglais et les nôtres la semaine dernière. Les Anglais m'ont fait une impression médiocre ; ils m'ont paru inférieurs même aux nôtres. »

HERBETTE. 1er décembre 1915.

Freycinet disait avant de revenir au pouvoir : « Nous ne pourrons pas percer les lignes allemandes. » Il se taisait sur la réciproque. Aujourd'hui, il affirme qu'il a maintenant la certitude absolue que les Allemands ne pourront pas percer les lignes françaises. En outre, il est devenu un très chaud partisan du général Joffre. Il considère son maintien comme indispensable, et il dit que, ayant été conférer avec lui au quartier général, il a été très frappé de son ascendant sur les commandants d'armée.

GÉRARD. 1er décembre 1915.

Jules Cambon se lamente sur la situation fausse qui lui est faite au ministère. On ne l'écoute pas, on ne tient aucun compte de ce qu'il dit. — Alors faites des notes par écrit, pour qu'il en reste quelque chose.

GÉRARD. 28 décembre 1915.

Denys Cochin a raconté à Gérard que lui, Sarrail, Mario et Kitchener se sont tous les quatre prononcés pour l'évacuation de Salonique. Cochin avait promis à Sarrail, en quittant Salonique, de faire connaître sa manière de voir au gouvernement français et de la défendre ; quant à Kitchener, il s'était exprimé dans le même sens sans aucune réserve, et il avait même commis l'imprudence de communiquer son opinion au roi Constantin avant d'en avoir conféré avec le gouvernement anglais. C'est ce qui explique l'attitude du roi de Grèce, qui, après avoir entendu Kitchener, ne pouvait pas douter que l'évacuation aurait lieu.

A Paris et à Londres, on ne fit d'abord aucune objection. Le gouvernement anglais adopta la manière de voir de Kitchener, et, lorsque les ministres anglais et français se réunirent à Calais, Briand se rangea sans résistance à l'opinion de Sarrail et de Kitchener. En Conseil des Ministres, à Paris, la thèse de l'évacuation fut soutenue avec beaucoup de talent et d'arguments par Freycinet. Mais, après lui, Bourgeois prit la parole, et alors commença le revirement. Bourgeois fit remarquer qu'une question de cette importance ne pouvait être résolue sans le concours de tous nos alliés, et particulièrement de la Russie et de l'Italie. On prit l'avis de Pétersbourg et de Rome, et, les deux gouvernements s'étant prononcés pour le maintien à Salonique

des forces alliées, la question fut définitivement tranchée dans ce sens. C'est donc l'intervention de Bourgeois qui a été décisive. Vers ce moment, Denys Cochin parlant de l'éventualité de l'évacuation, Berthelot lui répondit : « Il n'en est pas question. »

KORWIN MILEVSKI. 10 février 1916.

Le grand-duc Constantin est de culture allemande ? Mais toute la famille impériale russe est allemande. Si vous remontez toute la généalogie impériale, vous verrez que l'Empereur n'a que 1/128e de sang russe : les 127 autres 128es sont allemands, et un cheval qui n'a que 1/128e de sang étranger est considéré comme pur sang. Les membres de la famille impériale sont des pur sang allemands.

Pourquoi Krivochéine n'est plus ministre ? Pour avoir dit la vérité. C'était au moment où l'Empereur, sans le dire encore, avait décidé de prendre le commandement suprême des armées. Il dit à Krivochéine qu'on lui conseillait de divers côtés de prendre le commandement : « Qu'en pensez-vous ? » Krivochéine répondit que l'Empereur, même s'il se sentait toute la capacité nécessaire, ne pourrait en fait exercer le commandement, parce que le gouvernement de l'Empire absorbe tout son temps. Si nos armées sont victorieuses, l'opinion publique en reportera le mérite aux subordonnés de l'Empereur, et elle lui imputera la responsabilité des défaites. L'Empereur écouta sans répondre, mais

quinze jours après il annonça à Krivochéine qu'il lui avait donné un successeur au ministère de l'Agriculture.

Kvostoff est le type du gouverneur de province à poigne. Quant à Stürmer, qui vient d'être appelé à la présidence du Conseil, à l'étonnement général et peut-être aussi à sa propre stupéfaction, il n'a jamais rempli que celle d'adjoint à Plehwe il y a une dizaine d'années. Quand j'étais membre du Conseil de l'Empire, ajoute Korwin, j'ai fait partie de la plupart des commissions importantes, et dans aucune je n'ai eu Stürmer pour collègue. L'Empereur ne l'a sans doute choisi que parce que c'est un extrême-droitier.

[Korwin a un grand bien dans la région de Vilna : 8.000 hectares et un grand château. Le tout est occupé par les Allemands depuis septembre 1915. Comme tous les chevaux avaient été réquisitionnés par les Russes, les Allemands ont donné au régisseur des chevaux et des charrues pour continuer l'exploitation [1].]

FONTARCE. 12 février 1916.

« En mars 1914, me promenant à l'exposition d'automobiles à Bruxelles, je fus abordé par le général Deruette, aide-de-camp du Roi, qui quitta deux dames avec lesquelles il était pour me dire : « Il faut que vous soyez sur vos gardes en

1. Entre crochets carrés dans le texte.

France ; on prépare un coup contre vous. » Il n'ajouta pas un mot, mais il était clair qu'il voulait dire que c'était l'Allemagne qui préparait un coup. »

Fontarce fit part à Klobukowski de cet avertissement ; mais Klobukowski, à ce moment encore, attachait peu d'importance à tout ce qui se rattachait à la question de la neutralité belge, et il ne jugea pas utile de transmettre les renseignements à Paris. Fontarce s'était aperçu, d'autre part, que Berthelot et Margerie l'écoutaient à peine quand il leur parlait de ce qu'il pouvait apprendre en Belgique au sujet de l'éventualité d'une guerre franco-allemande. Il se décida donc à ne communiquer qu'à Piccioni, avec lequel il était assez bien, le propos du général Deruette. Piccioni en parla à Berthelot et à Margerie ; mais tous deux dirent que, si l'avertissement avait eu quelque valeur dans la pensée de l'aide-de-camp, ce n'est pas à un secrétaire, mais au chef de poste que le renseignement eût été donné. Erreur !

Dans les derniers mois qui précèdèrent la guerre, Klobukowski se décida à entretenir le gouvernement français des indications qu'il recueillait sur les dispositions de l'Allemagne.

Et quand la guerre eut éclaté, M. Messimy lui dit : « Je regrette bien de n'avoir pas davantage prêté attention à vos renseignements. » — Jamais la dépêche de Jules Cambon rendant compte de l'entretien du roi des Belges avec le Kaiser à Potsdam n'a été communiquée à notre légation à Bruxelles. *Klobukoswki n'en a eu connaissance que par le Livre jaune.*

LÉON BOURGEOIS. 24 février 1916.

« Isvolsky a fait le plus grand mal à son pays et au nôtre pour arriver à se venger de d'Aehrenthal. — Pourquoi l'a-t-on écouté ? » Pas de réponse à cette question directe, mais Bourgeois amène la conversation sur Delcassé en disant : « C'est Delcassé qui lui a promis Constantinople quand on l'a envoyé à Pétersbourg pour remplacer votre mari, et vous voyez toutes les conséquences ; toutes les complications des Balkans viennent de cette faute initiale qui est tout entière celle de Delcassé. »

GENTILLIEZ. 14 mars 1916.

Pourquoi le général Galliéni a donné sa démission ?

Il a une maladie de la prostate, mais ce n'est pas la cause de sa démission. Il se retire parce qu'il a réclamé la haute main sur tous les services de son ministère, y compris le service de la santé (sous-secrétariat d'État de Justin Godart) et celui du ravitaillement (sous-secrétariat d'État de Thierry), et que ses collègues du ministère se sont tous, à l'exception de Painlevé, prononcés contre lui. Briand lui a dit qu'il savait bien pourquoi lui, Galliéni, soulevait cette question ; que c'était à la demande de son ami Doumer, ennemi du gouvernement, et que son but était d'amener une crise ministérielle. Galliéni a répondu que

M. Doumer était en effet son ami, qu'il lui avait donné le concours le plus actif au moment où il avait pris le gouvernement de Paris, mais qu'il n'était pour rien dans la détermination que lui, Galliéni, avait prise de se retirer si les directions des services de la santé et de l'intendance n'étaient pas replacées sous sa direction. Le général ajouta que, ses collègues s'étant prononcés à la presque unanimité contre lui, il irait remettre sa démission au Président à trois heures et que c'est à l'Élysée qu'il terminerait ce qu'il avait à dire à M. Briand. Le général remit sa démission au Président à trois heures, et M. Briand fit avec l'aide de M. Poincaré tout ce qu'il put pour décider le général à ne pas persister dans sa décision ; mais c'était trop tard.

Pour succéder à Galliéni, on a parlé successivement de Lyautey, puis de Briand, puis de Noulens, puis de Lebrun comme ministre avec Lyautey comme secrétaire général, enfin de... Clémentel !

Joffre reste généralissime, malgré toutes ses erreurs et sans doute pour l'unique raison qu'il est franc-maçon. Cependant Clémenceau ne cesse de l'attaquer. Il a dit un jour au général G. Lebon : « Il y a deux espèces d'hommes dont il faut toujours se défier : les Juifs et les francs-maçons ! » Il avait pris en amitié le général Lebon, bien qu'il connût ses sentiments religieux.

GÉRARD. 23 mars 1916.

Non, il n'est pas vrai qu'au mois de mai 1915, au moment de la discussion des 25 demandes japonaises à la Chine, le Japon ait brusquement arrêté l'envoi de ses munitions à la Russie.

La Russie n'a pas cessé de tenir tous ses engagements vis-à-vis du Japon, dans les affaires de Chine notamment. Elle a une attitude très loyale, plus nette et plus habile que celle de l'Angleterre.

L'Angleterre, aussi préoccupée aujourd'hui des menées allemandes en Chine qu'elle l'était peu avant la guerre, a essayé d'entraîner la Chine dans notre camp, et pour cela elle a fait des promesses imprudentes à Yuen Che Kaï, sans entente préalable avec le Japon. Celui-ci en a naturellement pris ombrage, et l'Angleterre a dû battre en retraite.

L'Angleterre avait encouragé Yuen Che Kaï à rétablir la monarchie : il y avait intérêt, pensait-elle, à aider à la création d'un pouvoir fort en Chine si la Chine pouvait être amenée à adhérer à la Quadruple Entente. Mais le Japon opina que le règlement du régime intérieur de la Chine pouvait être différé jusqu'à la fin de la grande guerre, qui devait absorber l'attention des Puissances.

Suivant Margerie, l'Angleterre croit qu'elle pourra ramener le Japon à son point de vue, qu'il n'a fait opposition au rétablissement de la monarchie que pour obtenir quelque chose de

plus que ce qu'il a déjà ; et le Quai d'Orsay pense là-dessus comme le Foreign Office. Mais, dit Gérard, cet espoir ne paraît pas très raisonné. Qu'est-ce que le Japon peut désirer de plus actuellement que ce que lui a donné l'arrangement de mai dernier ?

Ce sont les télégrammes de Boppe, télégrammes très pathétiques et très pressants, qui ont décidé le gouvernement français à aller au secours de la Serbie.

La débâcle serbe a été tragique, mais moins meurtrière qu'on l'avait cru tout d'abord, et la preuve, c'est que les officiers serbes que l'on a pu réunir pour la reconstitution de l'armée serbe sont en surnombre.

Il y a à Corfou environ 130.000 Serbes, et 15.000 ont en outre pu gagner, homme par homme, Salonique à travers les frontières serbo-bulgaro-grecque.

Suivant Margerie, la chute de Delcassé n'a en rien diminué ni son infatuation ni ses ambitions. Sa lettre de démission est remplie de contre-vérités ; il rejette toutes les responsabilités sur ses collègues, alors qu'il ne leur a jamais dit l'entière vérité. Viviani lui a répondu par une lettre où il l'accuse nettement de déloyauté.

Qui a poussé la Russie à Constantinople ? Est-ce Poincaré, est-ce Delcassé ? C'est vraisemblablement Poincaré, pendant les quelques jours qu'il a passés avec l'Empereur à la veille de la guerre.

Léon Bourgeois. 11 avril 1916.

Nous ne sommes presque pas renseignés sur ce qui se passe en Russie. Briand me dit qu'Isvolsky n'est informé de rien par son gouvernement. Alors on se demande pourquoi on le garde. Il vient au Quai d'Orsay pour se renseigner lui-même ! Paléologue ne nous dit rien d'intéressant. Il n'a pas de situation personnelle, pas d'influence là-bas. Laguiche a sa femme, qui, elle, compte ; mais lui est à 500 coudées au-dessous d'elle. Si l'on a dit qu'il pourrait devenir ambassadeur, c'est absurde. Le peu que nous savons, c'est par le général Pau que nous l'avons appris.

A Rome nous avons Barrère. Il est bien fatigué, mais il a son passé, sa grande situation personnelle. Il faut le garder. Barrère est intangible. On a parlé de bien des gens pour lui succéder, mais ce sont des candidats qui se sont mis eux-mêmes en avant. Tel Benoist. Il faut entendre Briand raconter comment Ch. Benoist s'est fait lui-même mettre dans le *Gotha*.

A Madrid, l'ambassadeur que nous avons est un timide. Il faudrait que G. Louis aille parler au Roi. Si G. Louis n'y a pas d'objection, j'en parlerai à Briand. — Est-ce que Lyautey ne l'a pas vu en retournant au Maroc ? — Si. — Cette conversation a dû être utile. Lyautey est l'homme qu'il fallait pour agir sur le Roi.

Romanones n'est qu'un homme d'affaires. Il ne cherche que son intérêt personnel. On ne peut faire aucun fond sur lui.

A Athènes, nous avons un Agent léger, bavard, et son intempérance de langage est un danger constant. Le Roi a dit à l'intendant général Bonnier qu'un jour il le jetterait par la fenêtre. — Pourquoi maintenir une situation pareille ? Dans la situation actuelle il faudrait un général.

Les visages de Bourgeois et de l'Amiral s'illuminent. Voyez-vous, dit Bourgeois, seulement il ne faut pas dire qu'on le fera, c'est tout de suite qu'il faut agir. Langle de Cary est l'homme qu'il faudrait. Il quitte son commandement avec tous les honneurs. Rien ne s'opposerait à cette nomination.

La Russie. Moi : Je ne sais pourquoi on a retiré au général Polivanoff son portefeuille. Il avait l'oreille de la Douma. C'est un esprit clair. — Bourgeois : C'est aussi ce que nous a dit Doumer à son retour de Russie,

Bourgeois told me this too : Comme nous ne sommes pas en contact avec le gouvernement russe, que nous ne savons pas quel est l'état d'esprit là-bas et ce qui s'y passe, je voudrais faire envoyer à Pétersbourg M. Ribot. Ce voyage n'étonnerait pas, puisque M. Ribot est ministre des Finances, et qu'il serait tout naturel qu'il allât s'entretenir des questions financières avec son collègue russe. Il n'y a que Freycinet ou Ribot qui pourraient être choisis, en raison de la grande part qu'ils ont prise à la conclusion de l'Alliance. Freycinet est trop âgé et d'une santé trop fragile pour entreprendre ce voyage ; mais Ribot est parfaitement en état de l'accomplir.

Pour Madrid, nous avions pensé à Barthou ;

mais il a trouvé que cette mission serait au-dessous de lui.

FALLIÈRES. 16 avril 1916.

Lorsque le gouvernement se décida de se retirer à Bordeaux au commencement de septembre 1914, une personne de nos amies demanda à ma fille de l'aider à quitter Paris. Ma fille s'adressa à un officier de l'Élysée, le commandant de gendarmerie (Bourgeois ? ou Jouffroy ?), et celui-ci lui dit : « Votre amie a raison de partir : *dans trois jours les Allemands seront à Paris.* » Il est donc hors de doute que même à l'Élysée on ne doutait pas que Paris ne pourrait pas être défendu.

Au lendemain des élections qui mirent fin au Seize Mai, une véritable foire aux préfets et aux sous-préfets se tint au Grand Café. Je fis comme les autres, et j'allai chercher là un préfet et un secrétaire général pour le Lot-et-Garonne. On me proposa Henry comme préfet et Oudet comme secrétaire général. J'acceptai, et le lendemain nous partions pour Agen, Henry, Oudet et moi. Uue soixantaine de préfets fut recrutée de cette manière, et en somme les choix furent assez bons.

L'AMIRAL LACAZE 2 juin 1916.

J'ai rencontré dans le Midi, il y a huit ou neuf ans, — c'était chez Primoli, — l'Impéra-

trice Eugénie. Elle avait déjà plus de quatre-vingts ans, mais elle était encore pleine d'intelligence et de vie. Elle parlait avec beaucoup d'animation, et elle en est venue à parler de la guerre de 1870. Elle a abordé ce sujet spontanément. Tout de suite on a senti combien elle en était hantée : « On a rejeté sur moi toutes les responsabilités, sans souci de la vérité. On m'a accusée faussement. J'ai toutes les preuves dans les mains ; il me serait facile de confondre mes accusateurs, mais je ne publierai rien et ne ferai rien publier après ma mort. Je ne me défendrai pas. A quoi bon ? — Mais, dit l'amiral, l'histoire fera connaître la vérité. — L'histoire ? répondit l'Impératrice avec feu. Il n'y a pas d'histoire de France, il n'y a que des légendes. »

Gérard. 10 juin 1916.

Non, l'idée de remplacer Paléologue n'est pas abandonnée. Poincaré le défend encore. Il dit : « Je sais qu'il a ses défauts, mais il a aussi des qualités. » Mais au Quai d'Orsay on le considère comme tout à fait insuffisant. On voit bien qu'il n'a pas de jugement. Il sera certainement remplacé lorsque le ministère actuel tombera. Il a été question du général Pau et du général de Laguiche pour lui succéder, mais ni l'un ni l'autre n'est très apprécié par notre gouvernement. La vraisemblance est que c'est Margerie qui sera choisi. Berthelot le désire, sentant que le moment est venu pour lui de prendre la

Direction politique. Je crois, ajoute Gérard, qu'il fera une chute retentissante ; mais ce n'est pas tout de suite.

Ce n'est pas seulement chez nous que Paléologue est critiqué et attaqué : il semble qu'on ne l'apprécie pas davantage à Pétersbourg. Un des membres du Conseil de l'Empire, venu tout récemment à Paris avec la délégation parlementaire russe, Wielopolski, qui connaissait déjà Hanotaux, lui a dit : « M. Paléologue ne nous connaît pas ; il se tient tout à fait à l'écart, et on a l'impression qu'il ne connaît pas davantage son propre pays. » Aussi, en Russie, on le regarde comme un Grec ou un Roumain.

GÉRARD. 27 octobre 1916.

Le général Pau est revenu de Russie depuis longtemps déjà, et Laguiche vient aussi de rentrer avec sa femme. (Herbette dit qu'il va recevoir un commandement.)

Gérard a rencontré ces jours derniers Laguiche dans le bureau de Berckheim. Laguiche dit que les tendances du président du Conseil, ministre des Affaires étrangères de Russie, Stürmer, sont allemandes, et que l'influence des Baltes reprend. La chute de Sazonoff a été imprévue pour tout le monde, surtout pour lui-même. Il était revenu du quartier-général enchanté de l'accueil que lui avait fait l'Empereur, et dès le lendemain matin il apprenait que l'Empereur l'avait remplacé.

Paléologue était en mauvais termes à la fois

avec Pau et avec Laguiche. Il est mal vu des Russes depuis longtemps déjà. Les parlementaires russes venus cette année à Paris ont dit notamment à Hanotaux que Paléologue était un mauvais représentant de son pays, et que son manque de jugement lui avait fait perdre tout crédit là-bas. Le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch ne le juge pas plus favorablement.

Léon Bourgeois. 4 novembre 1916.

Séances de la Chambre en comité secret.

Briand a pris la parole dix fois, a fait deux grands discours, avec une étonnante habileté et en se renouvelant toujours.

Delcassé a prononcé un discours qui a été un effondrement. Il a terminé dans un silence qui a été d'autant plus impressionnant qu'il n'a été rompu que par l'applaudissement d'un seul député, E. Brousse, des Pyrénées-Orientales.

Delcassé avait indisposé la Chambre par des maladresses telles que celle-ci : « Ne peut-on se demander s'il ne vaudrait pas mieux que les Allemands fussent à Salonique, plutôt que nous ? » A un autre moment de son discours, il dit qu'on eût compris l'expédition de Salonique si elle avait été faite à temps pour secourir la Serbie. Mais Briand l'interrompit. « Vous nous avez proposé d'abandonner la Serbie. Vous n'avez pas compris que c'eût été une politique indigne de la France. »

Une ambassade à Rome ? A quoi bon ? Nous avons des cardinaux français, et ce sont des intermédiaires tout naturels qui suffisent. — Moi : Ce qui importe, c'est d'avoir une politique. Les Russes avaient un ministre accrédité au Vatican, mais leur politique en Galicie a été lamentable.

A la Conférence de La Haye, 1907, nous avons rencontré l'opposition de cinq États : Allemagne, Autriche-Hongrie, Bulgarie, Turquie et Belgique ! Parce que Léopold croyait avoir besoin de l'Allemagne pour sauver le Congo des convoitises de l'Angleterre. Beyens est de tendance antifrançaise ; aussi le ministre actuel de Belgique à Paris.

Retraite de Sazonoff. Il avait obtenu du Tzar l'autorisation de préparer un acte portant confirmation de la proclamation du grand-duc Nicolas à la Pologne, et il en avait informé les Puissances alliées. Mais, à peine le Tzar avait-il pris cette décision qu'il la regretta, suivant son habitude, et il ne vit pas d'autre moyen de sortir de difficulté que de retirer à Sazonoff son portefeuille. Stürmer remplaça Sazonoff, et la question de l'autonomie polonaise fut de nouveau enterrée.

La grande erreur de Delcassé est d'avoir promis Constantinople aux Russes sans réserve. — Oui. Il ne fallait pas leur dire « jamais », mais on devait leur dire « pas maintenant ». D'ailleurs la promesse a très probablement été faite avant la guerre. Delcassé paraît avoir offert Constanti-

nople pendant son ambassade, pour exciter les Russes à la guerre.

GENTILLIEZ. 14 novembre 1916.

Savez-vous ce qui va se préparer? Non? Peut-être une reprise des relations avec le Vatican. Le Pape va nommer trois nouveaux cardinaux français, et, comme nous en avons déjà cinq, en y comprenant le cardinal de curie Billot, nous nous trouverons en avoir huit, soit un de plus que le nombre habituel. C'est une avance.

Si Briand tombait, ce serait Doumergue qui le remplacerait — misère! — ou Bourgeois. Il dit lui-même qu'il va très bien, sauf la faiblesse de ses yeux. Il y a bien longtemps qu'il n'a dit autant de bien de sa santé : c'est la preuve qu'il se tient prêt. On espère que nous allons entrer dans la phase décisive, et Bourgeois rêve d'être le négociateur d'une paix heureuse! Il prendrait le rôle qu'aurait dû se réserver Freycinet. Mais ses forces l'en ont empêché.

LEBOUCQ. 7 janvier 1917.

Quelques jours avant de poser officiellement sa candidature à la présidence de la République, Poincaré vint voir Deschanel et lui donna sa parole d'honneur qu'il ne se présenterait pas.

Au moment où la guerre a éclaté, Delcassé répétait dans les couloirs de la Chambre : « La victoire est certaine. On m'a tout montré quand j'ai été en Russie. J'ai étudié tous les chemins de fer stratégiques : la concentration sera très rapide, et dans un mois ou six semaines les Russes seront à Berlin. »

Leboucq : « Je suis un des dix-huit qui ont voté jusqu'au dernier tour pour Deschanel à l'élection présidentielle : je ne voulais voter ni pour Pams ni pour Poincaré. »

En janvier ou février 1916, avant Verdun, la chute du ministère Salandra fit craindre pendant quelques jours que l'Italie n'abandonnât la partie et ne conclût une paix séparée. Barrère était très inquiet. Depuis qu'il a été malade, il a toujours l'air triste et parle peu.

HERBETTE. 8 janvier 1917.

Les surnoms reviennent à la mode. On appelle Ribot la « tête flottante ».

LÉON BOURGEOIS. 8 janvier 1917.

Pourquoi le Sénat n'a pas renversé Briand ? Parce que ce n'était pas possible au lendemain du jour où Briand avait rejeté les ouvertures de

l'Allemagne pour la paix. Je l'ai dit à mes collègues et cette raison a été jugée décisive.

Clémenceau n'a pas osé attaquer directement Briand. Celui-ci l'en avait défié en laissant entendre qu'il était tout prêt à livrer le duel. Clémenceau a senti que le coup qui l'attendait serait rude, et il s'est dérobé, Il n'a pris la parole que vers la fin de la discussion, et son discours n'a pas été du tout une prise à partie de Briand. Il a été anecdotique, à côté (incohérent, m'a dit Gentilliez). A la fin il s'est jeté sur Malvy : c'était montrer qu'il renonçait à attaquer Briand, et à partir de ce moment la bataille était finie.

RENAULT. 14 janvier 1917.

On dit que la seconde note des alliés, celle qui a été adressée au Président des États-Unis, a été rédigée par Berthelot, — Quelques-uns ont dit que c'était M. Poincaré qui l'avait rédigée. — Bourgeois, réplique Renault, m'a dit que Poincaré avait fait un projet de réponse à Wilson, mais que ce projet n'a pas été adopté.

LÉON BOURGEOIS. 23 janvier 1917.

Sur Castelnau. Il ne mérite pas la réputation que les catholiques lui ont faite. Il s'est bien souvent trompé. C'est lui, lui seul, qui un soir, au commencement de septembre 1914, avait donné

l'ordre d'évacuer le Grand Couronné et Nancy. Mirman — c'est de lui-même que je tiens ce récit — objecta que l'évacuation de la préfecture et de la ville était impossible au milieu de la nuit, et qu'il fallait attendre au moins le lendemain. Et le général Léon Durand, qui commandait la division chargée de la défense du Grand Couronné, répondit à Castelnau qu'il pouvait encore tenir, et qu'il tiendrait : quelques heures après, c'était l'ennemi qui battait en retraite. Le général Léon Durand et Mirman ont sauvé le Grand Couronné et Nancy. S'ils avaient exécuté immédiatement les ordres de Castelnau, la victoire de la Marne eût été probablement empêchée par la perte de Nancy.

Foch nous a valu la victoire de Fère-Champenoise. Mais il est bizarre, fatigué. On ne pourrait plus compter sur lui pour une direction très active de la guerre.

Nivelle s'est révélé un excellent chef d'armée. [La longue pratique du terrain par la troupe avant la reprise de Douaumont et de Vaux. La troupe qui commence la victoire est presque toujours trop fatiguée pour l'achever. Il faut à la fin faire intervenir la troupe complémentaire, troupe fraîche qui enfonce les dernières résistances de l'ennemi. C'est ainsi qu'à Vaux Nivelle a fait 12.000 prisonniers en ne perdant que 1.500 hommes [1].]

Pétain, plus circonspect, moins d'allant [il était d'avis de borner d'abord notre effort à aller jus-

1. Entre crochets carrés dans le texte.

qu'au pied de Douaumont[1]. Il est en outre souvent ironique ; c'est fatigant.

Les partis pris de Joffre. C'est lui qui a été cause que les Anglais ont tant tardé à envoyer des renforts à l'armée de Salonique. Si les Anglais avaient envoyé des renforts, il eût fallu que Joffre envoyât aussi deux ou trois divisions de plus à Sarrail, et il nous disait lui-même : « Je ne peux envoyer des renforts à un général en qui je n'ai pas confiance. » Je lui répondais : « Si vous n'avez pas confiance en lui, votre devoir est de demander son remplacement ; mais vous ne pouvez pas laisser l'armée de Salonique sans renforts. »

Le vote qui a eu lieu au Sénat après le premier comité secret a été presque unanime ; six sénateurs seulement ont voté contre Briand. Au second comité secret, l'opposition s'est élevée à 60 voix. C'est beaucoup dans les circonstances où avait lieu le vote. Il y aurait eu encore plus d'opposants si on n'avait craint de paraître voter pour un ministère Clémenceau, qui eût été l'inconnu. — Les 60 voix d'opposition acceptaient Clémenceau ? — Non, il y avait dans le nombre beaucoup de chefs de file. D'ailleurs la chute de Briand n'aurait nullement rendu nécessaire un ministère Clémenceau. Il eût fallu appeler Ribot, et je crois que la majorité se fût ralliée à lui, à la condition qu'il eût porté très à gauche le pivot de sa combinaison. Painlevé, qui avait alors la faveur d'un

1. Entre crochets carrés dans le texte.

fort parti de la Chambre, eût été tout indiqué pour jouer le rôle de pivot.

L. Bailly. 18 février 1917.

Sprach Lyautey : Castelnau a bien réussi à Pétrograd. Mon intention serait de faire de lui un major général. Sans ce rouage, le Comité de guerre ne peut pas bien fonctionner. J'en ai déjà parlé, mais on m'a dit tout de suite que cette nomination serait mal vue du monde parlementaire. Je n'avais pas suffisamment préparé le terrain. C'est une idée que je n'abandonne pas.

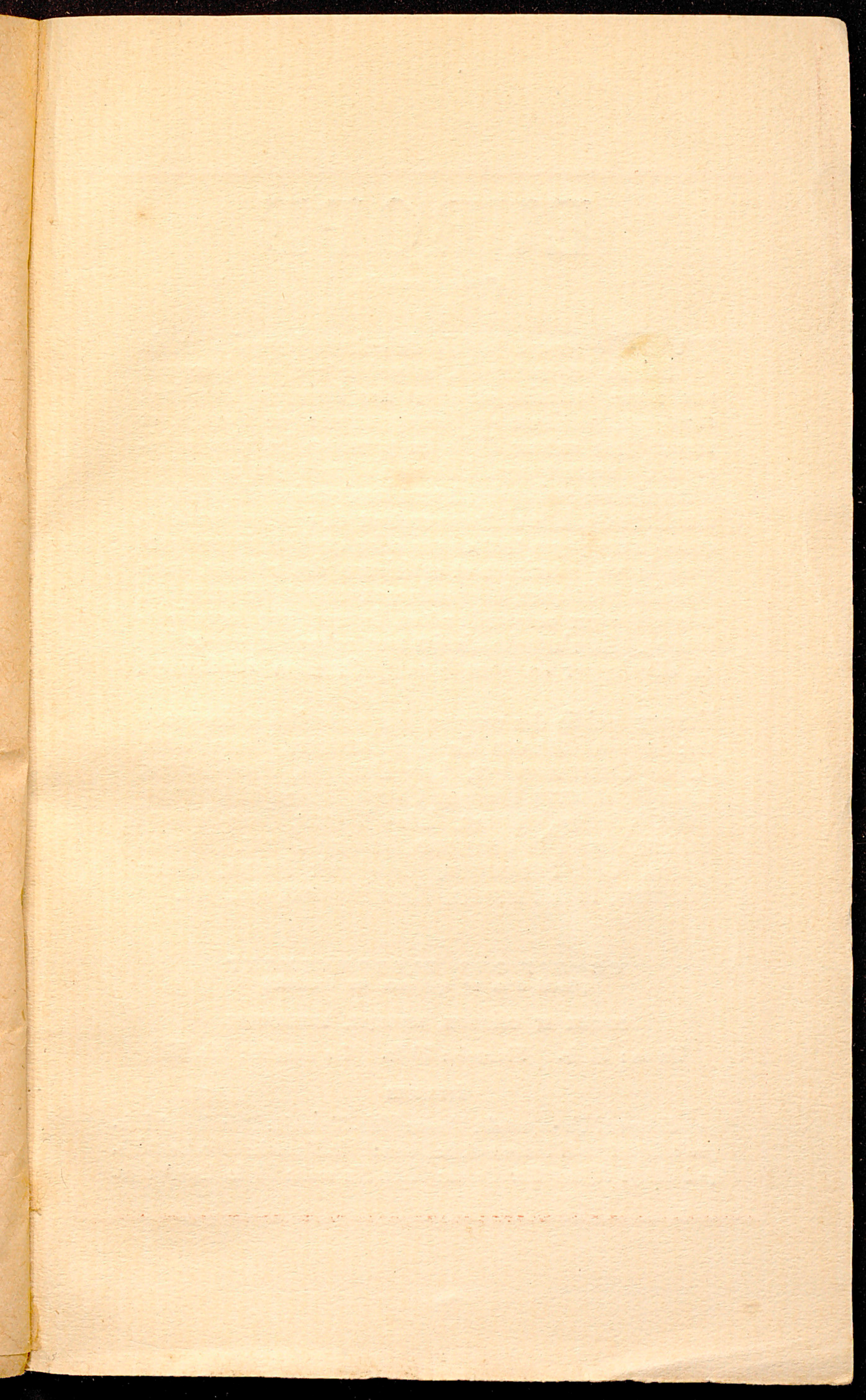
Lyautey s'entend-il bien avec Poincaré ? — C'est très douteux.

INDEX[1]

—

1. Sauf exceptions, les personnes dont les noms figurent dans cet index sont connues ou très connues. Se reporter, le cas échéant, aux répertoires courants : *Tout-Paris* ou *Bottin-Mondain*, *Almanach de Gotha* (pour le personnel dirigeant russe, et le personnel diplomatique), *Almanach national*, *Annuaire diplomatique*.

ACHEVÉ D'IMPRIMER
POUR F. RIEDER ET Cie
PAR F. PAILLART, A
ABBEVILLE, EN MAI
1926.



EUROPE

Revue mensuelle

EUROPE, organe à la fois de culture française et de liaison internationale, se présente d'abord comme une revue littéraire groupant des écrivains français et étrangers, partisans de l'indépendance de l'esprit, et rassemblant autour d'elle les penseurs les plus originaux de notre temps. Elle ne s'interdit pas cependant d'étendre ses recherches à tous les domaines de l'activité intellectuelle. Elle s'efforce surtout de refléter dans chacune de ses pages tout ce qui offre quelque importance dans la vie intérieure et extérieure des nations, leurs desseins politiques, les grands mouvements humains qui, à une époque comme la nôtre, forment une force inattendue. Elle s'attache ainsi à tout ce qui est susceptible de développer en nous la compréhension affectueuse.

EUROPE publie des romans, des nouvelles et des essais de : Romain ROLLAND, Georges DUHAMEL, Pierre HAMP, A. de CHATEAUBRIANT, Luc DURTAIN, René ARCOS, Léon BAZALGETTE, François CRUCY, Henry de MONTHERLANT, Charles VILDRAC, Léon WERTH, Jean-Richard BLOCH, Miguel de UNAMUNO, Maxime GORKI, Heinrich MANN, Carl STERNHEIM, Leonhardt FRANK, James STEPHENS, Panaït ISTRATI, Knut HAMSUN, etc., etc.

CONDITIONS D'ABONNEMENT
(Envoi d'un n° spécimen sur demande)

FRANCE ET COLONIES, BELGIQUE, LUXEMBOURG

Un an : 38 fr. Six mois : 20 fr. Le numéro : 4 fr. 50

ÉTRANGER

Pays adhérant à l'Union postale : Un an : 50 fr. Six mois : 28 fr. Le n° 6 fr.
Pays n'adhérant pas à l'Union postale : Un an : 55 fr. Six mois : 30 fr. Le n° 6 fr.
Pays à change défavorable : Un an : 30 fr. Six mois : 20 fr. Le n° 6 fr.

